



RAPPORT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Quarante-huitième session
Rome, 12-13 février 2025



Rapport de la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs

Cote du document: GC 48

Date: 8 juillet 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

Table des matières

Chapitre 1 Ouverture et travaux de la session

Chapitre 2 Décisions prises par le Conseil des gouverneurs

Chapitre 3 Comptes rendus analytiques

Chapitre 4 Déclarations et allocutions spéciales

Annexe I [Ordre du jour et programme de la session](#)

Annexe II [Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarante-huitième session](#)

Annexe III Documentation numérique correspondant à la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs – enregistrements vidéo ([première](#) et [deuxième](#) journées)

Annexe IV [Délégations à la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs](#)

Annexe V [Liste des documents soumis à la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs](#)

Les annexes peuvent être consultées en cliquant sur les liens ci-dessus.

Chapitre 1 Ouverture et travaux de la session

1. La quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs du FIDA s'est tenue à Rome les 12 et 13 février 2025. La liste des participants figure à l'annexe IV.
2. Le Conseil a tenu au total quatre séances. Les comptes rendus analytiques de ces réunions constituent le chapitre 3.
3. Les enregistrements vidéo sont disponibles aux adresses suivantes: [première](#) et [deuxième](#) journées.

A. Ouverture de la session

4. Son Excellence M. Christophe Schiltz, président du Conseil des gouverneurs et Gouverneur du Grand-Duché de Luxembourg, a prononcé une allocution de bienvenue et ouvert la session.

B. Ordre du jour et documentation

5. Le Conseil des gouverneurs a adopté l'[ordre du jour](#) et pris note du [programme de la session](#). La liste des documents soumis à la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs figure à l'annexe V, et les résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs sont indiquées à l'annexe II.

C. Élection de la vice-présidence

6. Conformément à l'article 12 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, en particulier le paragraphe 2, le Conseil a procédé à un vote pour élire entre ses membres, jusqu'au terme du mandat de l'actuel Bureau, deux nouveaux vice-présidents ou vice-présidentes pour les Listes B et C. Les résultats de ce scrutin sont les suivants:

Vice-présidences: Son Excellence M. Abubakar Kyari
Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
de la République fédérale du Nigéria

Son Excellence M^{me} Tatiana Rosito
Ambassadrice et Vice-Ministre des finances pour les
affaires internationales de la République fédérative du
Brésil

D. Discours liminaires

7. Son Excellence M. Giancarlo Giorgetti, Ministre de l'économie et des finances de la République italienne, a prononcé un discours liminaire.
8. Son Excellence M. Christophe Schiltz a pris ses fonctions de président du Conseil des gouverneurs.
9. Sa Majesté Letsie III, Roi du Lesotho, a prononcé un discours liminaire.
10. Son Excellence M. Julius Maada Bio, Président de la République de Sierra Leone, a prononcé un discours liminaire.
11. Son Excellence M^{me} Noora Sulaiman Salem Al Fassam, Ministre des finances et Ministre d'État aux affaires économiques et à l'investissement de l'État du Koweït, s'est exprimée au nom de Son Altesse Cheikh Mechaal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État du Koweït.
12. Son Excellence M. Hussein Bashe, Ministre de l'agriculture de la République-Unie de Tanzanie, s'est exprimé au nom de Son Excellence M^{me} Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie.

13. Muhammad Yunus, Conseiller en chef du Gouvernement de transition de la République populaire du Bangladesh, s'est exprimé par allocution vidéo.
14. Son Excellence M. Muhammad Al Jasser, Président de la Banque islamique de développement, a prononcé un discours liminaire.
15. Son Excellence M^{me} Janja Lula da Silva, Première dame de la République fédérative du Brésil, a prononcé un discours liminaire.
16. Le texte intégral des déclarations faites durant la séance inaugurale figure au chapitre 4.

E. Discours du Président du FIDA

17. La version intégrale du discours prononcé par le Président Lario devant le Conseil des gouverneurs est présentée au chapitre 4.

F. Débat de haut niveau

18. Deux dialogues entre décideurs ont eu lieu sur les thèmes suivants:
 - [Financement du développement](#)
 - [Investissement dans la nutrition](#)
19. Les dialogues entre décideurs peuvent être visionnés grâce aux liens hypertextes ci-dessus.
20. **Manifestation de premier plan: Libérer le potentiel de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté.** Lerato Mbele, journaliste internationale, a modéré le débat sur la mise en pratique de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. Les intervenants et intervenantes ont apporté des éclairages et partagé leurs points de vue sur les besoins au niveau national, les réformes politiques et les pratiques efficaces concordant avec les grands objectifs de l'Alliance. L'enregistrement du débat peut être consulté à partir de ce [lien](#).
21. **Manifestation spéciale: Le G7, le G20 et le FIDA en 2025 – Réformer l'architecture financière internationale au service de la sécurité alimentaire de demain.** Les débats ont porté sur les grandes réformes engagées par les présidences sortantes du G7 et du G20, à savoir respectivement l'Italie et le Brésil (2024), et les priorités des nouvelles présidences, à savoir le Canada et l'Afrique du Sud (2025), et le rôle du FIDA dans la réduction des déficits de financement. L'enregistrement vidéo peut être visionné en cliquant sur ce [lien](#).

G. Gouvernance et partenariats

22. Deux dialogues des Gouverneurs se sont tenus sur les thèmes suivants:
 - Dialogue des Gouverneurs avec les [peuples autochtones](#)
 - Dialogue des Gouverneurs sur la [coopération Sud-Sud et triangulaire](#)
23. Les dialogues des Gouverneurs peuvent être visionnés en cliquant sur les liens hypertextes ci-dessus.
24. **Table ronde annuelle des Gouverneurs: l'exigence de résultat dans la conception et l'exécution, face à des situations de plus en plus complexes.** Les Gouverneurs ont échangé, de manière franche et constructive, sur la complexité croissante de la situation mondiale et ses différentes ramifications pour le FIDA, et ont envisagé des stratégies et des démarches collaboratives pour y faire face. On trouvera au chapitre 3 un résumé du dialogue. L'enregistrement du débat peut être consulté à cette [adresse](#).

H. Points de l'ordre du jour

25. Les points suivants ont été abordés à la session:
 - Élection de la vice-présidence

- Rapport sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA
- Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2025, perspectives budgétaires pour 2026-2027, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2025 et plan indicatif pour 2026-2027 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFP et le MARE
- Modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA
- Rapport de situation annuel conjoint sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome

I. Déclarations générales

26. En tout, 34 déclarations ont été présentées au Bureau de la Secrétaire à la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs par les États membres suivants: la République d'Angola, la République d'Autriche, la République populaire du Bangladesh, le Grand-Duché de Luxembourg au nom de l'Union Benelux, la République du Botswana, la République fédérative du Brésil, le Burkina Faso, le Canada, la République du Chili, la République populaire de Chine, la République du Costa Rica, la République dominicaine, la République arabe d'Égypte, la République de l'Équateur, l'État d'Érythrée, le Royaume d'Espagne, la République fédérale démocratique d'Éthiopie, la République française, la République de Guinée, la République du Kenya, la République des Maldives, la République du Mozambique, la République de l'Union du Myanmar, la République du Nicaragua, les pays nordiques (à savoir le Royaume du Danemark, la République de Finlande, l'Islande, le Royaume de Norvège et le Royaume de Suède), la Fédération de Russie, la République du Rwanda, la République de Serbie, la République-Unie de Tanzanie, le Royaume de Thaïlande, l'Ukraine, la République bolivarienne du Venezuela, la République du Yémen et la République de Zambie.
27. Toutes les déclarations, écrites ou enregistrées, sont disponibles sur la page Web de la session, à la rubrique « [Documents et ressources](#) ».

J. Clôture de la session

28. Le Président du FIDA a prononcé des observations finales au Conseil; celles-ci sont reproduites in extenso au chapitre 4.
29. Le président du Conseil des gouverneurs, Son Excellence M. Christophe Schiltz, a récapitulé les résultats des principales délibérations du Conseil avant de clôturer la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs. Le discours de clôture figure dans son intégralité au chapitre 4.

Chapitre 2 Décisions prises par le Conseil des gouverneurs

A. Élection de la vice-présidence

30. Le Conseil des gouverneurs a élu deux personnes à la vice-présidence pour le restant du mandat du Bureau actuel (voir paragraphe 6).

B. Rapport sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

31. Le Conseil des gouverneurs a examiné le Rapport sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA présenté dans le document [GC 48/L.2](#).

C. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2025, perspectives budgétaires pour 2026-2027, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2025 et plan indicatif pour 2026-2027 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFP et le MARE

32. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration et après avoir examiné le budget administratif proposé, comprenant les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2025 et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2025, tels qu'ils figuraient dans le document [GC 48/L.3](#), le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution [238/XLVIII](#) le 13 février 2025, par laquelle il approuve:
- le budget ordinaire du FIDA pour 2025, d'un montant de 190,51 millions d'USD;
 - le budget d'investissement du FIDA pour 2025, d'un montant de 5,48 millions d'USD;
 - le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2025, d'un montant de 7,257 millions d'USD;
 - la disposition selon laquelle les crédits non engagés à la clôture de l'exercice financier 2024 peuvent être reportés sur l'exercice financier 2025, à concurrence de 3% au maximum des crédits correspondants.

33. Le Conseil des gouverneurs a également pris note des informations communiquées dans les rapports de situation sur l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE).

D. Modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA

34. Comme suite à la recommandation du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs a examiné le projet de modification du Règlement pour la conduite des affaires du Fonds eu égard à la Politique relative au traitement des allégations de faute portées à l'encontre de la Présidence du FIDA, projet publié sous la cote [GC 48/L.4](#), et a adopté la résolution [239/XLVIII](#) le 13 février 2025. La modification est entrée en vigueur le jour même. Sans s'opposer au consensus, l'Indonésie a demandé que l'élaboration des procédures prévues dans la politique – telles que la sélection de l'organisme d'enquête externe et la constitution d'une liste d'enquêteurs indépendants – se fasse de manière ouverte et inclusive et que la politique soit périodiquement revue et si nécessaire remaniée. La Fédération de Russie a appuyé la position indonésienne, en particulier en ce qui concerne la transparence et le caractère inclusif du processus.

E. Rapport de situation annuel conjoint sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome

35. Le Conseil des gouverneurs a pris note du Rapport de situation sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome, publié sous la cote [GC 48/L.5](#), et a accueilli avec satisfaction le Prix d'excellence des organismes ayant leur siège à Rome 2024, qui a été remis aux représentants des équipes de pays de ces organismes au Pérou et dans les îles du Pacifique.

Chapitre 3 Comptes rendus analytiques

- i) Compte rendu analytique de la première séance de la quarante-huitième session tenue le mercredi 12 février 2025 à 9 h 30.

Présidence: Son Excellence M. Christophe Schiltz (Luxembourg)

Table des matières

	Paragraphes
Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)	37
• Allocution de bienvenue du président	
Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)	38
Élection de deux vice-présidents (point 3 de l'ordre du jour)	39
Cérémonie d'ouverture	40-49
• Allocution de bienvenue prononcée par Alvaro Lario, Président du FIDA	
• Allocution de bienvenue prononcée par Son Excellence Giancarlo Giorgetti, Ministre de l'économie et des finances de la République italienne	
• Discours liminaire de Sa Majesté le Roi Letsie III du Royaume du Lesotho	
• Discours inaugural de Son Excellence Julius Maada Wonie Bio, Président de la République de Sierra Leone	
• Message de Son Altesse le Cheik Meshal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État du Koweït, prononcé en son nom par Son Excellence Noora Sulaiman Salem Al-Fassam, Ministre des finances et Ministre d'État aux affaires économiques et à l'investissement de l'État du Koweït	
• Déclaration de Son Excellence Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie, prononcée en son nom par Son Excellence Hussein Bashe, Ministre de l'agriculture de la République-Unie de Tanzanie	
• Message vidéo de Muhammad Yunus, Conseiller en chef du Gouvernement provisoire de la République populaire du Bangladesh	
• Déclaration de Son Excellence Muhammad Al Jasser, Président de la Banque islamique de développement	
• Allocution de Son Excellence Rosângela Lula da Silva, Première dame de la République fédérative du Brésil	
Déclaration du Président du FIDA (point 4 de l'ordre du jour)	50
Manifestation de premier plan: Libérer le potentiel de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté	52-101

36. La séance a été ouverte à 9 h 30.

OUVERTURE DE LA SESSION (point 1 de l'ordre du jour)

ALLOCUTION DE BIENVENUE DU PRÉSIDENT

37. **Le PRÉSIDENT** a déclaré ouverte la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs, après avoir prononcé une allocution de bienvenue dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4¹.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 2 de l'ordre du jour) (GC 48/L.1/Rev.1)

38. **Le Conseil des gouverneurs a adopté l'ordre du jour provisoire (GC 48/L.1/Rev.1) et a pris note du programme de la session, disponible [ici](#).**

ÉLECTION DE DEUX VICE-PRÉSIDENTS (point 3 de l'ordre du jour)

39. **Le PRÉSIDENT** a noté que les deux vice-présidents du Bureau du Conseil des gouverneurs, Son Excellence Abdelkrim Touahria, Ambassadeur et Représentant permanent de la République algérienne démocratique et populaire auprès des organismes spécialisés des Nations Unies à Rome, et Patricio Estebán Troya Suárez, Chargé d'affaires par intérim de la Représentation permanente de la République de l'Équateur auprès des organismes des Nations Unies à Rome, avaient été appelés à d'autres fonctions et, par conséquent, avaient cessé d'être gouverneurs, ajoutant que conformément à l'article 12 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, en particulier au paragraphe 12.2, et après consultation des Listes B et C, Son Excellence le sénateur Abubakar Kyari (Nigéria) et Son Excellence Tatiana Rosito (Brésil) ont été désignés et dûment élus vice-présidents du Conseil des gouverneurs.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

ALLOCUTION DE BIENVENUE PRONONCÉE PAR ALVARO LARIO, PRÉSIDENT DU FIDA

40. **Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a accueilli à la session Son Excellence Giancarlo Giorgetti, Ministre de l'économie et des finances de la République italienne; Sa Majesté le Roi Letsie III du Royaume du Lesotho, orateur de marque; Son Excellence Julius Maada Wonie Bio, Président de la République de Sierra Leone; Son Excellence Noora Sulaiman Salem Al-Fassam, Ministre des finances et Ministre d'État aux affaires économiques et à l'investissement de l'État du Koweït, qui s'exprimerait au nom de Son Excellence le Cheik Meshal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État du Koweït; Son Excellence Hussein Bashe, Ministre de l'agriculture de la République-Unie de Tanzanie, qui ferait une déclaration au nom de Son Excellence Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie; Son Excellence Muhammad Al Jasser, Président de la Banque islamique de développement; et Son Excellence Rosângela Lula da Silva, Première dame de la République fédérative du Brésil. Il a aussi remercié Son Excellence Muhammad Yunus, Conseiller en chef du Gouvernement provisoire de la République populaire du Bangladesh, qui s'adresserait au Conseil des gouverneurs par message vidéo préenregistré.

41. **L'allocution** de bienvenue est intégralement retranscrite au chapitre 4.

ALLOCUTION DE BIENVENUE DE SON EXCELLENCE GIANCARLO GIORGETTI, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

42. **Son Excellence Giancarlo GIORGETTI** (Italie) a prononcé une allocution de bienvenue, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

¹ On se réfère ici au rapport final, dont le chapitre 4 comprendra les déclarations et les allocutions spéciales. Les enregistrements vidéo de la session sont disponibles [ici](#).

DISCOURS LIMINAIRE DE SA MAJESTÉ LE ROI LETSIE III DU ROYAUME DU LESOTHO

43. **Sa Majesté le Roi LETSIE III** (Lesotho) a prononcé le discours liminaire, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

DISCOURS INAUGURAL DE SON EXCELLENCE JULIUS MAADA WONIE BIO, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE SIERRA LEONE

44. **Son Excellence Julius Maada BIO** (Président de la République de Sierra Leone) a prononcé un discours inaugural, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

MESSAGE DE SON ALTESSE LE CHEIK MESHAL AL-AHMAD AL-JABER AL-SABAH, ÉMIR DE L'ÉTAT DU KOWEÏT, PRONONCÉ EN SON NOM PAR SON EXCELLENCE NOORA SULAIMAN SALEM AL-FASSAM, MINISTRE DES FINANCES ET MINISTRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET À L'INVESTISSEMENT DE L'ÉTAT DU KOWEÏT

45. **Son Excellence Noora Sulaiman Salem AL-FASSAM** (Koweït) a prononcé, au nom de Son Altesse le Cheik Meshal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah (Émir de l'État du Koweït), un message dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

DÉCLARATION DE SON EXCELLENCE SAMIA SULUHU HASSAN, PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE, PRONONCÉE EN SON NOM PAR SON EXCELLENCE HUSSEIN BASHE, MINISTRE DE L'AGRICULTURE DE LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

46. **Son Excellence Hussein BASHE** (République-Unie de Tanzanie) a prononcé, au nom de Son Excellence Samia Suluhu Hassan (Présidente de la République-Unie de Tanzanie), une déclaration dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

MESSAGE VIDÉO DE SON EXCELLENCE MUHAMMAD YUNUS, CONSEILLER EN CHEF DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

47. **Son Excellence Muhammad YUNUS** (Bangladesh) a transmis un message par vidéo préenregistrée, dont le texte intégral est reproduit au chapitre 4.

DÉCLARATION DE SON EXCELLENCE MUHAMMAD AL JASSER, PRÉSIDENT DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

48. **Son Excellence Muhammad AL JASSER** (Président de la Banque islamique de développement) a fait une déclaration dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE ROSÂNGELA LULA DA SILVA, PREMIÈRE DAME DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL

49. **Son Excellence Rosângela Lula da SILVA** (Première dame de la République fédérative du Brésil) a prononcé une allocution dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU FIDA (point 4 de l'ordre du jour)

50. **M. LARIO** (Président du FIDA) a fait une déclaration dont le texte est reproduit au chapitre 4.

51. **Le PRÉSIDENT** a remercié M. Lario pour sa déclaration, saluant ses qualités de dirigeant et son engagement sans faille au service de la mission du FIDA.

MANIFESTATION DE PREMIER PLAN: LIBÉRER LE POTENTIEL DE L'ALLIANCE MONDIALE CONTRE LA FAIM ET LA PAUVRETÉ

52. **Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA) a présenté la manifestation de premier plan, dont la modération serait assurée par Lerato Mbele, figure médiatique sud-africaine de renommée mondiale.

53. **La MODÉRATRICE**, rappelant que la manifestation visait à lancer un débat sur le renforcement et la mobilisation de l'appui en faveur des travaux de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté (ci-après « l'Alliance »), a indiqué que les conditions de vie des personnes touchées par l'extrême pauvreté, déjà très difficiles, étaient aggravées par des facteurs tels que les conflits, les déplacements, les maladies, la malnutrition et les perturbations météorologiques causées par les changements climatiques. L'extrême pauvreté avait néanmoins sensiblement reculé au cours des 35 années précédentes, au point qu'elle touchait désormais moins de 10% de la population mondiale, marquant une évolution dans les discours sur la pauvreté, la faim et la vulnérabilité. Des mesures décisives n'en demeuraient pas moins indispensables pour atteindre les objectifs d'éradication de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire d'ici à 2030.
54. Dans ce contexte, le Président de la République fédérative du Brésil Lula da Silva, en sa qualité de Président du G20, avait lancé l'Alliance en novembre 2024, soulignant que ses travaux devaient s'inscrire dans la poursuite des objectifs de développement durable n°s 1 et 2 – éradiquer la pauvreté et la faim – tout en mettant l'accent sur les enfants, notamment ceux de moins de 5 ans, qui étaient le groupe le plus vulnérable aux effets délétères de l'insécurité alimentaire sur la santé physique et mentale. Le gaspillage alimentaire pouvait être combattu par la rupture des chaînes existantes et la promotion de partenariats et d'alliances dotés d'un leadership décisif, capables de dynamiser le système financier multilatéral et de rassembler la société civile, les jeunes et les pouvoirs publics autour d'un projet commun: promouvoir un développement économique durable.
55. **M. LARIO** (Président du FIDA), a souhaité la bienvenue aux participants et, évoquant la première réunion du Conseil provisoire des champions de l'Alliance tenue la veille et consacrée aux premières réflexions sur la mise en œuvre, a souligné dans son allocution d'ouverture que la tenue de cette manifestation, moins de trois mois après le lancement de l'Alliance, faisait écho à l'engagement de 180 pays à combattre l'insécurité alimentaire, la pauvreté et les inégalités. La manifestation offrait également l'occasion de réfléchir à la manière de traduire les ambitions et les engagements de l'Alliance en actions concrètes et axées sur les communautés rurales, l'inclusion sociale et les filets de sécurité sociale, à l'image de l'exemple brésilien dans ces domaines. Déjà forte de plus de 150 membres, l'Alliance adhérait pleinement aux priorités défendues par le FIDA, notamment le développement piloté par les populations locales et l'inclusion, une attention particulière étant accordée aux communautés laissées pour compte, aux groupes marginalisés et aux ruraux pauvres, ainsi qu'à la manière dont les partenaires locaux pouvaient apporter des financements et améliorer leurs pratiques afin de surmonter les obstacles à l'agriculture et au développement rural au moyen d'interventions ciblées.
56. Dans une perspective d'analyse des réussites et des échecs et dans un souci d'amélioration, l'Alliance s'était engagée à jouer un rôle transformateur. Les participants à la manifestation écouterait des intervenants venus d'Afrique et d'Asie présenter les pratiques en vigueur dans leur pays, où plusieurs années de collaboration fructueuse avaient permis d'améliorer les moyens d'existence, de faciliter l'accès aux marchés et de transposer les pratiques d'irrigation et d'agriculture climato-compatible à une plus grande échelle. Seraient aussi entendus les points de vue des peuples autochtones, ainsi que celui de la Norvège, l'un des nombreux pays partenaires envisageant de soutenir l'Alliance. Celle-ci offrait une occasion de faire fond des politiques et des investissements efficaces et d'éliminer les obstacles structurels au développement, en particulier au premier kilomètre et dans les communautés laissées pour compte. Le débat public porterait également sur la réforme de l'architecture financière internationale et les problèmes liés à la dette publique, qui freinaient très souvent l'investissement dans la santé, l'éducation et le développement rural.

57. **La MODÉRATRICE** a convenu que les mesures prises pour ne laisser personne de côté faisaient écho à la vision défendue par l'Alliance, laquelle ralliait de plus en plus d'appuis et d'engagements.
58. **Son Excellence Jose Wellington DIAS** (Ministre du développement et de l'assistance sociale, de la famille et de la lutte contre la faim de la République fédérative du Brésil) a précisé dans son allocution d'ouverture que le Président Lula da Silva avait lancé l'Alliance en vue d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable 1 et 2, estimant qu'à cet égard, les efforts déployés à l'échelle mondiale restaient largement insuffisants. Face à l'inversion de la tendance à la baisse des taux de pauvreté et de la faim, l'Alliance avait adopté une approche novatrice pour encourager les pays à soutenir l'exécution à grande échelle de toute une gamme de programmes nationaux fondés sur des données probantes et reconnus pour leur efficience. Dans le cadre de son initiative « Sprints 2030 », l'Alliance regroupait de nombreux membres qui avaient annoncé d'importants engagements, le but étant de soutenir des millions de personnes par l'intermédiaire de transferts monétaires et de programmes portant notamment sur l'alimentation scolaire, la petite enfance et l'inclusion socioéconomique. L'Alliance avait également reçu de généreuses allocations de la part de donateurs et d'institutions financières, notamment la Banque interaméricaine de développement.
59. Dans un contexte qui avait radicalement évolué au cours des mois précédents, le Conseil des champions de l'Alliance avait été chargé de veiller au bon fonctionnement opérationnel de l'Alliance. D'urgence, il fallait inverser la tendance à la baisse des financements et renforcer la coopération pour construire un monde juste, libéré de la faim et de la pauvreté. L'Alliance offrait une solution de rechange à un modèle d'assistance qui, au lieu de renforcer les capacités nationales, avait seulement engendré et perpétué la dépendance.
60. Dans le respect de la souveraineté nationale, l'intention était de fournir aux pays les moyens de réunir les conditions minimales de financement et les compétences techniques nécessaires pour subvenir aux besoins de leur population au moyen de leurs propres ressources. Renforcer les capacités et mettre en place des systèmes nationaux efficaces de prévention et d'intervention revenait bien moins cher que d'intervenir à chaque nouvelle situation d'urgence – une stratégie qui reléguait les autorités locales au second plan et les maintenait dans un état de dépendance. La faim et la pauvreté étaient des catastrophes sociales et humaines qui pourraient être évitées si l'on avait le courage d'agir différemment et si l'on canalisait l'aide là où elle pouvait véritablement changer la donne. Aux côtés d'entités telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, le FIDA avait un rôle majeur à jouer dans ce contexte. Le Brésil a assuré qu'il soutiendrait les mesures permettant à l'Alliance de lutter efficacement contre le problème urgent de la faim et de bâtir un monde meilleur.
61. **La MODÉRATRICE**, croyant de l'importance des trois piliers fondamentaux – à savoir la souveraineté des politiques nationales, l'appui technique à la mise au point de solutions locales et l'appui financier des partenaires multilatéraux et d'autres donateurs – a affirmé que les communautés rurales étaient la cheville ouvrière de la société, nourrissant les populations et jouant souvent aussi un rôle essentiel en tant que gardiennes de la culture.
62. **Une vidéo sur l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté a été diffusée.**
63. **La MODÉRATRICE**, après avoir chaleureusement remercié le Président Lula da Silva pour son rôle de premier plan dans la lutte contre la pauvreté et la faim, a présenté les intervenants de la manifestation suivants:

- Son Excellence Hussein Bashe, Ministre de l'agriculture de la République-Unie de Tanzanie
 - Son Excellence le sénateur Abubakar Kyari, Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire de la République fédérale du Nigéria
 - Son Excellence Chanthakhone Boualaphanh, Vice-Ministre de l'agriculture et des forêts de la République démocratique populaire lao
64. La modératrice a invité les intervenants à partager les meilleures pratiques et les idées qui pourraient aider l'Alliance à intensifier et à amplifier son action.
65. **Son Excellence Hussein BASHE** (Ministre de l'agriculture de la République-Unie de Tanzanie), axant son intervention sur les questions de pauvreté multidimensionnelle et les obstacles à la transformation agricole, a déclaré que le principal goulot d'étranglement rencontré par son pays et de nombreux autres pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie tenait à une conception erronée du « petit exploitant agricole », une méprise qui se répercutait notamment sur les domaines de la recherche-développement, de l'approvisionnement en semences et de l'irrigation. Qualifier les petits exploitants agricoles de simples personnes vivant en milieu rural et produisant des denrées pour leur famille revenait à méconnaître leur rôle en tant que petites entreprises. Pour surmonter les principaux obstacles qu'ils rencontraient, ces agriculteurs avaient besoin de capitaux, de technologies, d'une réduction des coûts et d'une levée des obstacles non tarifaires à leurs échanges avec le reste du monde, ce qui débloquerait l'accès aux intrants et aux capitaux.
66. Consciente que les petits exploitants ne pouvaient pas mécaniser leur production comme il se devait sans une restructuration des investissements, la République-Unie de Tanzanie mettait désormais à disposition un financement leur permettant d'obtenir des prêts à faible taux d'intérêt auprès de la Banque tanzanienne de développement agricole. Ils pouvaient également louer des tracteurs à des tarifs subventionnés auprès des centres de mécanisation nouvellement mis en place. Il ne fallait pas voir dans ces mesures des subventions gratuites, mais plutôt un investissement à long terme destiné à aider les petits exploitants à devenir de petits ou moyens exploitants à vocation commerciale, en mesure de financer l'achat d'intrants et la mécanisation de leur exploitation.
67. **La MODÉRATRICE**, attirant l'attention sur le cas du Nigéria et les progrès accomplis par ce pays vers l'autosuffisance alimentaire, a indiqué qu'il serait intéressant de savoir comment le Nigéria envisageait de libérer un potentiel impact transformateur grâce à l'accent qu'il mettait sur les jeunes et les partenariats avec la communauté internationale, dont le FIDA.
68. **Son Excellence le sénateur Abubakar KYARI** (Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire de la République fédérale du Nigéria), saluant le FIDA pour sa coopération de longue date avec son pays, a rappelé que la quasi-totalité de l'activité agricole de son pays était assurée par des petits exploitants, à qui l'on avait donné les moyens de se hisser vers l'autonomie plutôt que de simples aides. Les améliorations qui en avaient résulté avaient eu un effet notable sur la production alimentaire, malgré les obstacles macroéconomiques et d'autres problèmes tels que la COVID-19 et les changements climatiques.
69. La croissance démographique était un autre obstacle à la sécurité alimentaire du Nigéria, la population ayant presque doublé au cours des 25 années précédentes, et un essor alarmant devant la porter à 400 millions d'habitants d'ici à 2050. Compte tenu des taux de natalité très élevés généralement enregistrés en Afrique, le lancement de l'Alliance tombait à point nommé. Faire face à la situation exigeait d'adopter une approche humaniste, visant à éléver la condition humaine au bénéfice de toutes et tous. Le Nigéria avait déjà pris des mesures importantes en ce sens, notamment en révolutionnant les modes de production

des cultures de base. Il n'était donc plus fortement dépendant des importations de riz et était devenu le deuxième producteur mondial de sorgho.

70. Pour faire face aux problèmes majeurs allant au-delà de l'accroissement démographique, comme la désertification rapide dans le nord, l'érosion du littoral dans le sud et les conflits entre agriculteurs et éleveurs autour des rares terres agricoles et pastorales, le Nigéria avait axé ses efforts sur l'appui aux petits producteurs et microproducteurs alimentaires. Malgré les investissements consentis de longue date dans l'agriculture, les communautés rurales n'avaient guère évolué et comptaient toujours parmi les populations les plus pauvres, tout en restant les premiers producteurs de denrées alimentaires. De fait, les petits exploitants au niveau local devraient être beaucoup mieux rémunérés pour pouvoir investir dans leur propre activité.
71. **La MODÉRATRICE**, recentrant le débat sur la perspective asiatique, s'est interrogée sur la meilleure façon dont l'Alliance pouvait soutenir la République démocratique populaire lao.
72. **Son Excellence Chanthakhone BOUALAPHANH** (Vice-Ministre de l'agriculture et des forêts de la République démocratique populaire lao), remerciant le FIDA pour l'appui technique et financier qu'il apportait à l'importante population agricole des zones rurales de son pays, a indiqué qu'entre autres problèmes, les producteurs agricoles lao faisaient face aux changements climatiques, à la faible fertilité des sols, au mauvais état des transports et à l'inaccessibilité des terres. Du point de vue de son pays, la première clé pour libérer le potentiel de l'Alliance résidait dans la collaboration de tous les partenaires, notamment aux fins du partage des ressources, des connaissances et des meilleures pratiques. La deuxième clé résidait dans la recherche de solutions scientifiques et technologiques innovantes, visant à améliorer l'efficience, la productivité et surtout, la capacité d'adaptation aux effets des changements climatiques, à l'instar de ce projet mené en République démocratique populaire lao, destiné à développer une variété de riz gluant climatiquement résiliente et conforme aux attentes des agriculteurs, tout en prévoyant la mise en place d'installations de stockage pour les semences ou les récoltes excédentaires. La troisième clé concernait l'autonomisation des communautés locales, à qui il convenait de fournir une formation et des informations sur les techniques agricoles et l'adaptation des variétés.
73. Enfin, le FIDA collaborait très étroitement avec son pays à l'élaboration de politiques et aux activités de plaidoyer, la priorité étant accordée à la sécurité alimentaire et à l'atténuation de la pauvreté à tous les niveaux. La République démocratique populaire lao souhaitait vivement rejoindre l'Alliance.
74. **La MODÉRATRICE** a demandé quelles étaient les possibilités offertes par l'Alliance pour transposer à plus grande échelle ses travaux en faveur du développement et l'impact obtenu.
75. **Hege HAALAND** (Directrice générale adjointe au Département du développement durable, Ministère des affaires étrangères du Royaume de Norvège), avant de répondre à cette question, a rappelé que le FIDA était un partenaire clé dans les efforts déployés par son pays pour atteindre le principal objectif de sa politique de développement, à savoir éliminer l'insécurité alimentaire grâce à une stratégie de lutte concertée contre la faim. La mission fondamentale du FIDA et les priorités de la Treizième reconstitution des ressources (FIDA13) s'inscrivaient pleinement dans cette stratégie et, depuis FIDA11, la Norvège avait presque triplé sa contribution de base, la portant à environ 90 millions d'USD, en complément de sa contribution sous forme de fonds préaffectés.

76. Concernant l’Alliance, il fallait féliciter non seulement le Brésil d’avoir fait de la lutte contre la faim et la pauvreté une priorité absolue pendant sa présidence du G20, mais aussi l’Afrique du Sud, qui lui a succédé, pour la place importante qu’elle avait continué d’accorder à la sécurité alimentaire. La Norvège s’est réjouie d’avoir été invitée au G20, une organisation absolument nécessaire, notamment en raison de son rôle moteur dans la lutte contre la pauvreté et l’accélération de la transformation vers des systèmes alimentaires durables. Investir dans l’agriculture était l’un des meilleurs moyens de réduire les inégalités, de soutenir la croissance économique, de créer des emplois et de réduire la pauvreté dans les pays en développement. Compte tenu des synergies évidentes entre les volets politique et financier du G20, la Norvège s’est particulièrement félicitée que l’Alliance soit le fruit d’une initiative conjointe des ministres du développement et des ministres des finances.
77. L’Alliance présentait des caractéristiques propres à garantir l’efficacité de l’aide, à éviter les doublons et, à terme, à assurer une reproduction à plus grande échelle de l’impact sur le développement. Premièrement, elle était axée sur la demande et, élément très important, les pays en développement élaboreraient eux-mêmes leurs politiques, stratégies et plans pour réduire la pauvreté et promouvoir la sécurité alimentaire. Deuxièmement, les donateurs apporteraient une expertise et des ressources financières à l’aune des besoins des pays en question, ce qui supposait que la mobilisation des ressources nationales aille dans le même sens que leurs contributions. Troisièmement, plutôt que d’établir ses propres circuits de financement, l’Alliance passerait par les organisations internationales, les institutions financières multilatérales et les donateurs existants pour assurer la mise en œuvre. La Norvège avait versé environ 1 million d’USD au mécanisme d’appui de l’Alliance, et était prête à continuer à collaborer avec l’Alliance et le FIDA pour lutter contre la faim et la pauvreté.
78. **Dario MEJÍA MONTALVO** (Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones) a déclaré que la création de l’Alliance était tout à fait justifiée et qu’il s’agissait d’une initiative particulièrement bienvenue. Les peuples autochtones estimaient que la terre ne leur appartenait pas, mais leur était prêtée par les générations futures. Antérieures à la formation de l’État moderne, ces populations ne relevaient pas de la société civile – une construction contemporaine – et ne pouvaient être classées dans aucune catégorie, sinon celle de peuples autochtones. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones consacrait explicitement leur droit au consentement préalable, libre et éclairé et leur droit à l’autodétermination. Selon les données disponibles dans les pays qui les avaient juridiquement reconnus, les peuples autochtones représentaient plus de 6% de la population mondiale, mais environ la moitié d’entre eux vivaient dans des pays où leur reconnaissance officielle faisait défaut. Ils faisaient en outre face à de graves problèmes, notamment l’expulsion de leurs terres, la discrimination, les inégalités, le vol de leurs ressources et les effets des changements climatiques, autant de facteurs qui ampliaient la menace pesant sur leurs moyens d’existence, leur individualité, leur culture et leur autonomie.
79. Les peuples autochtones s’employaient à renforcer leurs systèmes alimentaires et à s’adapter aux difficultés environnementales et économiques. Profondément attachés à leurs terres, territoires et eaux, ils s’appuyaient sur des pratiques circulaires adaptées à des systèmes spécifiques, et préservaient quelque 80% de la biodiversité restante de la planète. Si elle décidait d’appliquer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, l’Alliance contribuerait à promouvoir les objectifs de développement durable selon une approche respectueuse des cultures; ce faisant, elle favoriserait le passage à l’autodétermination et donnerait aux peuples autochtones les moyens de décider eux-mêmes des modalités de lutte contre la pauvreté, notamment par la

protection de leurs systèmes alimentaires dans le respect de leurs traditions.

80. La stratégie de l'Alliance devrait viser à encourager la défense et la promotion des intérêts des peuples autochtones et à aider leurs organisations à jouer un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des politiques nationales, grâce à une approche holistique couvrant la protection des droits territoriaux, la lutte contre les changements climatiques, la gestion des ressources et la prévention de la désertification. Il fallait également reconnaître que la paix était fondamentale pour les peuples autochtones, ce qui impliquait de mettre fin à leur criminalisation et d'assurer la protection de leurs autorités et dirigeants.
81. Les peuples autochtones se réjouissaient à la perspective d'être concrètement inclus dans l'Alliance et se félicitaient vivement du projet d'organiser une deuxième Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural, que la Colombie accueillerait en 2026 et qui, espéraient-ils, marquerait une étape importante dans la reconnaissance de leurs droits territoriaux. Les peuples autochtones étaient toujours disposés à partager leurs savoirs ancestraux avec les organes des Nations Unies, et remerciaient le FIDA d'avoir institué le Forum des peuples autochtones.
82. **La MODÉRATRICE** a invité les Gouverneurs à formuler des observations.
83. **Une représentante de l'ESPAGNE**, qualifiant l'Alliance d'initiative cruciale et de priorité urgente, a dit que son pays avait démontré son engagement dès le début en versant en décembre 2024 une première contribution volontaire au fonds d'appui de l'Alliance. L'Espagne se réjouissait en outre de coprésider le Conseil des champions de l'Alliance. Le caractère innovant de l'Alliance résidait dans sa capacité à rassembler les forces vives grâce à une stratégie intégrée, destinée à mobiliser des ressources financières et techniques et à faire participer l'ensemble des parties prenantes concernées.
84. L'Espagne privilégierait le déploiement d'une approche fondée sur les droits humains, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes. Tout en s'attachant à renforcer la gouvernance de l'Alliance pour en améliorer la souplesse et l'efficacité, l'Espagne soutiendrait l'exécution de politiques publiques innovantes en contribuant au financement de programmes pilotes adaptés au contexte local, notamment dans les domaines de la protection sociale, de la sécurité alimentaire, de l'inclusion socioéconomique et de la résilience climatique. Elle encouragerait la mobilisation de ressources financières à grande échelle et promouvrait activement l'utilisation d'instruments financiers innovants, tels que les droits de tirage spéciaux, les titres de créance et les clauses de résilience. Enfin, elle favoriserait la participation de la société civile, des acteurs locaux et des peuples autochtones, levier clé pour renforcer l'ancrage local.
85. L'Espagne appelait donc tous les pays à œuvrer ensemble en faveur du bien-être de l'humanité, de la protection de la planète et d'une prospérité partagée. La faim n'était pas seulement une tragédie morale, mais aussi un échec collectif inacceptable dans un monde qui disposait des ressources et des technologies nécessaires pour l'éradiquer. L'Espagne restait déterminée à faire de l'Alliance un instrument efficace pour éradiquer la faim et réduire radicalement la pauvreté et les inégalités.
86. **Un représentant de l'ÉGYPTE** a indiqué que, depuis le lancement de l'Alliance à laquelle son pays avait adhéré dès le départ, l'Égypte avait adopté un ensemble de mesures visant à améliorer la sécurité alimentaire et à renforcer la résilience aux chocs mondiaux et à d'autres défis. Ces mesures comprenaient des programmes destinés à soutenir les enfants, les mères et les petits exploitants, à accroître la productivité agricole et à étendre les terres arables. Les organisations internationales spécialisées dans le développement agricole devraient œuvrer de concert à l'amélioration des moyens d'existence en milieu rural, notamment par

l'introduction de nouvelles technologies telles que l'agriculture numérique, le but étant de bâtir un système agroalimentaire durable, de garantir le droit à l'alimentation pour les générations futures et partant, d'atteindre les objectifs de développement durable 1 et 2. L'Égypte soutenait sans réserve les efforts déployés par l'Alliance pour promouvoir le développement et éliminer la faim et la pauvreté, en particulier dans les zones rurales.

87. **Un représentant de la TUNISIE**, en sa qualité de Ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche maritime, a affirmé que son pays était fermement engagé à lutter contre la faim et la pauvreté et avait toujours considéré le FIDA comme un partenaire privilégié, dont la coopération au fil des décennies avait grandement contribué à faire progresser le secteur agricole national. Le thème de la session en question, « Catalyser l'investissement au premier kilomètre », correspondait bien aux ambitions de la Tunisie, qui avait toujours placé l'agriculture au cœur de ses politiques de développement. Fervent défenseur de l'Alliance, le pays estimait que la priorité devait être accordée à certains domaines, à savoir: l'investissement en faveur des jeunes, moteurs du développement; le développement d'une agriculture climatiquement résiliente grâce à des pratiques agricoles durables, à l'agroécologie et aux infrastructures hydrauliques; l'inclusion financière, qui supposait de faciliter l'accès des petits exploitants au crédit et à d'autres services financiers; et la coopération Sud-Sud.
88. Pour concrétiser ces ambitions, il convenait tout d'abord de consolider le financement de l'agriculture familiale en mettant l'accent sur les petits exploitants, véritables piliers des systèmes alimentaires. Il fallait ensuite mettre en place des mécanismes de financement innovants, tels que les fonds à impact, et adopter des approches écologiques capables d'apporter de nouvelles solutions à l'appui de grands projets sociaux et environnementaux. Enfin, il convenait de renforcer les capacités des parties prenantes institutionnelles et locales. Avec l'appui du FIDA, la Tunisie était parvenue à transformer la vie des populations rurales en mettant en œuvre des projets destinés à promouvoir, entre autres, l'autonomisation des femmes, l'entrepreneuriat des jeunes et la protection des ressources naturelles. Elle comptait sur un partenariat solide et fondé sur la confiance mutuelle avec le FIDA, et se réjouissait de poursuivre cette coopération.
89. **Une représentante de l'INDONÉSIE** a déclaré qu'en tant que membre du G20 et quatrième nation la plus peuplée au monde, son pays accordait une importance capitale aux débats sur les grands enjeux menés sous les auspices de l'Alliance. L'Indonésie avait défini huit grands axes de développement pour accélérer les progrès au niveau national, dont deux piliers centraux: le renforcement de la sécurité alimentaire grâce à une économie verte et créative et l'intensification du développement des régions rurales et marginalisées du pays. Dans le cadre de l'Alliance, le pays avait commencé à exécuter, à améliorer ou à transposer à plus grande échelle plusieurs programmes et avait introduit des initiatives de lutte contre les inégalités consistant à aider les ménages à sortir de la pauvreté par la promotion de l'autosuffisance et de l'indépendance économique. Une initiative pionnière venait également d'être lancée pour lutter contre la malnutrition et promouvoir une alimentation saine dans les collectivités mal desservies, notamment par la distribution de repas nutritifs gratuits à quelque 80 millions d'écoliers. L'Indonésie était prête à investir dans le développement humain à long terme, à autonomiser les jeunes et à stimuler l'économie locale, autant d'éléments qui contribueraient à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
90. L'éducation constituait l'élément central de ces programmes, le but étant non seulement d'apporter une aide, mais aussi de favoriser la participation des communautés grâce à des partenariats propices à l'émergence d'une économie dynamique. L'Indonésie était également déterminée à renforcer le potentiel de l'entrepreneuriat au service du développement rural en s'appuyant sur des

partenariats avec le secteur privé, lequel jouait un rôle moteur dans la croissance économique et l'innovation en mettant à disposition des ressources et des compétences supplémentaires. Le programme national de développement accordait une place centrale à l'inclusion, dans l'optique de réaliser des progrès durables sans faire de laissés pour compte. L'Indonésie espérait continuer à travailler avec le FIDA pour renforcer la collaboration autour de programmes toujours plus efficaces.

91. **Une représentante de l'ÉTHIOPIE** a indiqué que la communauté rurale de son pays était la pierre angulaire de l'économie nationale, en plus de jouer un rôle fondamental dans la production alimentaire, la création d'emplois et le développement durable. Les petits exploitants, qui constituaient la majorité de la population rurale, se heurtaient à des difficultés persistantes, notamment les changements climatiques, l'accès limité aux marchés et aux financements et le manque de débouchés économiques, en particulier pour les jeunes et les femmes.
92. L'accent mis par le FIDA sur la réorientation des investissements vers le premier kilomètre cadrait avec les priorités de développement de l'Éthiopie, à savoir l'amélioration de la productivité agricole, le renforcement de la résilience climatique et l'instauration de moyens d'existence viables dans les zones rurales. Un développement durable et inclusif pourrait être accéléré par un changement de paradigme: il s'agirait de ne plus considérer les zones rurales comme le point final des interventions, mais de reconnaître leur rôle central en tant que premier maillon, essentiel, des chaînes de valeur agricoles. Les petits exploitants n'étaient pas de simples bénéficiaires des programmes d'aide et de développement, mais des acteurs économiques clés, capables de contribuer à la croissance de leur pays dès lors qu'ils bénéficiaient d'un appui adéquat. En Éthiopie, où l'agriculture représentait plus de 35% du produit intérieur brut et faisait vivre près de 70% de la population, les investissements stratégiques au premier kilomètre pouvaient avoir d'importantes retombées économiques, en facilitant le passage d'une agriculture de subsistance à un secteur agricole rentable et résilient, vecteur de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire.
93. Les initiatives du FIDA en Éthiopie, notamment les programmes de crédit ciblés, pouvaient jouer un rôle déterminant face au défi urgent que devaient relever les petits exploitants, à savoir l'accès au crédit et aux services financiers qui leur permettraient d'investir dans les semences, les systèmes d'irrigation et les équipements agricoles modernes. Grâce au renforcement des institutions financières et des coopératives rurales, les agriculteurs pourraient réaliser des investissements à même d'améliorer la productivité, les revenus et la sécurité alimentaire. En outre, si les petits exploitants étaient intégrés dans de grandes chaînes de valeur grâce à l'agriculture contractuelle, aux modèles coopératifs et à l'investissement dans la transformation des produits agricoles, ils pourraient renforcer leur pouvoir de négociation et obtenir des prix équitables sur les marchés. Enfin, il serait essentiel de développer les infrastructures rurales pour rapprocher les petits producteurs des marchés nationaux et internationaux plus vastes.
94. Compte tenu de la vulnérabilité de l'Éthiopie aux effets des changements climatiques, l'investissement au premier kilomètre devait prioritairement être axé sur l'agriculture climato-compatible et l'enrichissement des connaissances locales et des compétences en matière de gestion durable des terres. Il devait également viser à améliorer les perspectives d'emploi des jeunes ruraux par l'intermédiaire d'entreprises agricoles axées sur les jeunes, de programmes de formation professionnelle et de solutions numériques destinées à relier les jeunes entrepreneurs aux débouchés commerciaux. Par ailleurs, des politiques et des stratégies d'investissement tenant compte des questions de genre devraient garantir que les femmes, qui constituaient près de la moitié de la main-d'œuvre agricole du pays, puissent surmonter les obstacles qui les empêchaient d'accéder

aux ressources productives.

95. Pour que les investissements réalisés au premier kilomètre en Éthiopie soient couronnés de succès, il serait nécessaire d'adopter une approche multipartite englobant les institutions publiques, les acteurs du secteur privé, les partenaires de développement et les communautés locales. Les partenariats public-privé pourraient favoriser des investissements innovants et efficaces dans les entreprises agricoles, les services financiers et le développement des infrastructures en milieu rural. Un tel investissement en faveur de la sécurité alimentaire, de la stabilité économique et de la résilience futures de l'Éthiopie supposerait que le FIDA renforce son appui financier et technique à des initiatives de développement rural alignées sur les priorités nationales.
96. **Un représentant de la SUISSE**, soulignant l'urgence d'agir face à la lenteur des progrès accomplis vers les objectifs de développement durable, a indiqué que son pays soutenait l'Alliance, comme il l'avait annoncé lors du dernier Forum économique mondial tenu à Davos. Parmi les questions cruciales que l'Alliance devrait aborder figuraient la fragmentation du soutien à l'action contre la faim et la pauvreté, et le sous-financement et la dispersion des projets connexes. L'Alliance appelait à améliorer la coordination par la mise en œuvre de politiques nationales à grande échelle, qui devraient permettre de tirer plus efficacement parti des effets de levier et des bonnes pratiques. Il était également essentiel de reproduire à plus grande échelle et d'institutionnaliser les projets pilotes réussis, à l'instar d'un projet de partenariat public-privé financé par la Suisse au Viet Nam, qu'il était désormais question de transposer en Afrique. L'Alliance devrait encourager ce type d'approche dans les futures prises de décisions, en s'appuyant sur des données pertinentes et des projets ayant fait leurs preuves. La Suisse chercherait à faire bon usage de son expérience, de ses connaissances et de ses réseaux dans le cadre de sa collaboration avec l'Alliance.
97. **Une représentante du GABON**, en sa qualité de Ministre de l'agriculture, a déclaré que son pays avait adopté une vision audacieuse et transformatrice pour surmonter les difficultés du secteur agricole national, moyennant des changements durables dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Face à la multiplication des menaces pesant sur la sécurité alimentaire et à la perturbation des systèmes alimentaires résultant des crises climatiques et géopolitiques, et dans un contexte où l'éradication de la faim et de la pauvreté restait un enjeu universel, l'Alliance était une initiative opportune et digne d'être saluée. Le Gabon souhaitait donc s'associer à la lutte concertée contre la faim et la pauvreté, tout en jouant un rôle clé dans l'innovation financière et technique destinée à accélérer la transformation des systèmes alimentaires dans les pays en développement.
98. **Gérardine MUKESHIMANA** (Vice-Présidente du FIDA), en remerciant les intervenants pour leurs contributions, leurs idées et leur engagement, a affirmé qu'il avait été clair dès le départ que l'Alliance recelait un immense potentiel pour s'attaquer aux enjeux les plus urgents du moment, à savoir la faim, la pauvreté et les inégalités. La manifestation avait mis en évidence la volonté et la capacité de traduire ce potentiel en action, les principaux points à retenir renvoyant à la nécessité de proposer des solutions systématiquement adaptées au contexte, prises en main par les populations locales et susceptibles d'être transposées à plus grande échelle. Les pouvoirs publics et les partenaires de développement devraient mobiliser des ressources en faveur des communautés rurales et collaborer à la réduction des risques associés aux investissements du secteur privé dans les petits producteurs et pêcheurs. Il convenait de poursuivre le partage de solutions fondées sur des données probantes, en tirant parti de l'Alliance comme d'une puissante plateforme au service du développement des partenariats et de la concertation sur les politiques, tout en s'assurant que toutes les parties prenantes admettent la nécessité de faire preuve d'humilité et de sens

de l'autocritique. Il était grand temps de s'attaquer aux obstacles structurels qui empêchaient de nombreux pays d'avancer. Alors que l'Alliance entrait en phase opérationnelle, il était également indispensable de progresser en parallèle sur les réformes financières mondiales, notamment le renforcement des banques multilatérales de développement, sans oublier de s'attaquer à la question de la dette.

99. Les exemples percutants présentés durant la manifestation pourraient servir de feuille de route pour transposer à plus grande échelle les modèles réussis, et démontrent l'étendue des possibilités offertes par une convergence entre le soutien international et les priorités nationales. Ils illustraient en outre la manière dont les partenariats et une coordination efficace pouvaient permettre d'aller au-delà des projets isolés et d'associer les investissements aux évolutions politiques plus larges, tant au niveau national qu'international. Surtout, ils mettaient en lumière le pouvoir transformateur de l'action collective sur les conditions de vie des populations.
 100. Membre fondateur de l'Alliance, le FIDA était fermement résolu à concrétiser ses ambitions. Fort de près de 50 ans d'expérience en tant qu'institution financière internationale, il mettait à profit son savoir-faire dans la conception et la mise en œuvre de solutions d'investissement ciblées et de politiques élaborées avec les pays partenaires pour lutter contre la faim et la pauvreté. L'Alliance pourrait faciliter la réalisation de son objectif, à savoir l'exécution d'un programme de travail de 10 milliards d'USD au cours des trois années à venir. La présidence sud-africaine du G20 et la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement offrirait des leviers essentiels pour continuer sur cette lancée en 2025. Ensemble, il serait possible de transformer la vie des personnes dans le plus grand besoin.
101. **La MODÉRATRICE** a remercié les intervenants pour leurs éclairages.
102. **La séance a été levée à 13 h 15.**

- ii) Compte rendu analytique de la deuxième séance de la quarante-huitième session tenue le mercredi 12 février 2025 à 14 h 30.

Présidence: Son Excellence M. Christophe Schiltz (Luxembourg)

Table des matières

	Paragraphes
Manifestation spéciale — Le G7, le G20 et le FIDA en 2025 – Réformer l'architecture financière internationale au service de la sécurité alimentaire de demain	104-142
Dialogue des Leaders sur le financement du développement: Agir en synergie pour un impact plus fort et plus efficace	143-198
Dialogue des Leaders sur l'investissement dans la nutrition	199-255

103. La séance a été ouverte à 14 h 40.

MANIFESTATION SPÉCIALE – LE G7, LE G20 ET LE FIDA EN 2025 – RÉFORMER L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE INTERNATIONALE AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE DEMAIN

104. **Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA) a présenté la MODÉRATRICE de l'événement spécial, Federica Diamanti, Vice-Présidente adjointe en charge du Département des relations extérieures du FIDA.
105. **La MODÉRATRICE** a indiqué que la manifestation visait à mettre en lumière les principaux résultats obtenus en 2024 par les présidences italienne et brésilienne du G7 et du G20, respectivement, et les plans et priorités concernant les populations rurales sous les présidence canadienne et sud-africaine du G7 et G20 en 2025.
106. La question d'une refonte de l'architecture du système financier international au regard des défis mondiaux en matière de développement étant restée au cœur du débat international, des étapes importantes ont été franchies au G7 et au G20. La feuille de route du G20 pour des banques multilatérales de développement meilleures, de plus grande envergure et plus efficaces, lancée en 2024, défendait un niveau de collaboration sans précédent entre banques multilatérales de développement et partenaires de développement. En outre, l'examen indépendant du cadre d'adéquation des fonds propres de ces banques, mené en 2021 sous la présidence italienne du G20, avait remis en cause le conservatisme financier dans ces banques, encouragées à revoir leur conception du risque pour faciliter l'octroi de prêts plus élevés aux pays en développement. Comme le montrent la tenue d'une session élargie du G7 en 2024 et l'admission de l'Union africaine en tant que membre permanent du G20 en 2022, les deux forums sont également devenus de plus en plus inclusifs, ce qui est essentiel pour une bonne gouvernance mondiale.
107. La modératrice a présenté les panélistes de l'événement spécial:
- Riccardo Barbieri Hermitte, Directeur général du Trésor, Ministère italien de l'économie et des finances
 - Leslie Norton, Sous-Ministre adjointe, secteur des partenariats et des programmes d'aide internationale d'Affaires mondiales Canada
 - Tatiana Rosito, Ambassadrice, Vice-Ministre des finances pour les affaires internationales, Ministère brésilien des finances
 - Nosipho Nausca-Jean Jezile, Ambassadrice et Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès des organismes ayant leur siège à Rome
108. Elle a demandé à M. Barbieri de relever les principaux résultats obtenus au volet financier sous la présidence italienne du G7 concernant la promotion du programme de développement.
109. **Riccardo BARBIERI HERMITTE** (Directeur général du Trésor, Ministère de l'économie et des finances de la République italienne) a indiqué que le G7 avait joué pour la reconstitution des fonds concessionnels, y compris la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13). Il avait également beaucoup été question des banques multilatérales de développement et des travaux sur le cadre d'adéquation des fonds propres, ainsi que du financement de l'action climatique.
110. L'Afrique et l'alimentation, l'agriculture et le système alimentaire avaient également retenu l'attention du G7 dans son volet financier. L'on s'était par ailleurs intéressé au partenariat pour le renforcement de la résilience et l'inclusivité des chaînes d'approvisionnement, lancé sous la présidence japonaise du groupe en 2023, des pourparlers étant en cours pour un projet en Zambie. Parmi les autres sujets abordés, l'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique,

l'Accélérateur de la production des vaccins en Afrique, le soutien aux pays vulnérables et la restructuration de la dette, l'accent étant mis sur les liquidités voulues pour soutenir les pays surendettés.

111. Au chapitre des thèmes transversaux, le G7 a également longuement débattu des éventuelles menaces et perspectives liées à l'utilisation de l'intelligence artificielle (AI) au service du développement, y compris du point de vue social et quant à l'impact sur les inégalités au sein des pays et entre les pays; il a été fait état de la nécessité d'une réglementation appropriée pour maximiser les avantages de cette technologie.
112. Le pays de l'orateur était très optimiste quant à la poursuite de ces importantes discussions en 2025 sous la présidence canadienne.
113. **La MODÉRATRICE** a demandé à M^{me} Norton comment le Canada entendait poursuivre les efforts italiens.
114. **Leslie NORTON** (Sous-Ministre adjointe, secteur des partenariats et des programmes d'aide internationale d'Affaires mondiales Canada) a déclaré que son pays chercherait à renforcer la collaboration du G7 sur les questions internationales, en canalisant le plus possible les travaux dans un souci d'efficacité. Le Canada avait prévu pour le G7 un programme résilient, axé sur les grands enjeux concernant l'économie ou la sécurité, compte tenu des priorités communes du moment, les domaines de travail englobant la géopolitique, la résilience des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques, la transition numérique et l'intelligence artificielle, la mobilisation des capitaux privés, les infrastructures et les grands incendies. Les partenariats avec les économies émergentes, les pays en développement et le G20 constituerait une autre priorité.
115. Le Canada convoquerait également le Conseil consultatif du G7 sur l'égalité des sexes, l'idée étant de continuer à promouvoir l'égalité des sexes dans tous les sujets abordés au G7, et envisageait d'appuyer les groupes de mobilisation du G7 pour s'assurer que la société civile, l'industrie, le milieu universitaire, les femmes et les jeunes participent au processus.
116. **La MODÉRATRICE** a demandé quels étaient les domaines de travail où le partenariat entre le Canada et le FIDA avait le plus d'intérêt.
117. **M^{me} NORTON** (Sous-Ministre adjointe, secteur des partenariats et des programmes d'aide internationale d'Affaires mondiales Canada) a déclaré que le long partenariat de son pays avec le FIDA était particulièrement productif dans les domaines de l'égalité des sexes, des changements climatiques et de la mobilisation du secteur privé. La promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles étaient manifestement l'approche la plus efficace pour atténuer la pauvreté. Les solides résultats du FIDA concernant la dynamique femmes-hommes et son engagement en faveur de l'égalité femmes-hommes pour FIDA13 méritaient tous les applaudissements.
118. Les changements climatiques touchaient de façon disproportionnée les collectivités rurales. L'ambition accrue du FIDA dans ce domaine en faisait un partenaire important pour le Canada concernant la résilience aux changements climatiques. En 2020 et 2021, le pays avait octroyé deux prêts climatiques d'un montant total de 340 millions de dollars pour renforcer la durabilité environnementale et la résilience aux changements climatiques.
119. Il était indispensable que le secteur privé soit davantage mis à contribution en appui des ressources publiques, qui ne suffisaient plus à elles seules à promouvoir la réalisation des objectifs de développement durable et la transformation des communautés rurales. Le Programme de participation du secteur privé au financement du FIDA facilitait les partenariats public-privé et

contribuait à mobiliser plus ressources. Le Canada se félicitait d'avoir apporté une contribution de 100 millions d'USD au programme en 2024 et attendait avec impatience les résultats et leçons qui ne manqueraient pas de se dégager du partenariat du FIDA avec le secteur privé à mesure de son évolution.

120. **La MODÉRATRICE**, notant la ferme détermination du Canada et l'alignement des axes de travail indiqués avec ceux de FIDA13, a demandé à M. Barbieri son point de vue sur l'étendue du rôle du FIDA dans les initiatives lancées sous la présidence italienne du G7.
121. **M. BARBIERI** (Directeur général du Trésor, Ministère de l'économie et des finances de la République italienne) a déclaré que son pays se félicitait de l'intérêt du FIDA pour l'Afrique, continent central pour son pays à la fois du point de vue des relations étrangères et de la politique de développement. Présentée en 2024, puis étendue à d'autres pays, l'initiative italienne connue sous le nom de Plan Mattei pour le développement de l'Afrique était axée sur l'énergie, les infrastructures, l'agriculture, la santé, l'eau, l'éducation et la formation. Le plan était conçu comme un partenariat d'égal à égal, qui devait être une source d'énergie pour l'Italie et l'Europe en général, et faciliter l'appui au développement en Afrique.
122. **La MODÉRATRICE** a demandé à M^{me} Rosito de donner des précisions concernant l'ambitieuse feuille de route du G20 sur les banques multilatérales de développement et sur le rôle envisagé que devrait y tenir le FIDA.
123. **Tatiana ROSITO** (Ambassadrice, Vice-Ministre des finances pour les affaires internationales, Ministère brésilien des finances) a déclaré que la feuille de route sur les banques multilatérales de développement, qui était l'un des principaux textes produits en 2024, reprenait les choses là où les avaient laissées l'examen du cadre d'adéquation des fonds propres des banques multilatérales de développement et le triple programme de renforcement de ces banques lancé sous les précédentes présidences du G20. Il s'agissait de 13 recommandations à mettre en œuvre à travers 44 actions, l'accent étant mis sur l'innovation dans les opérations. Les banques multilatérales de développement étaient un acteur incontournable pour remettre le monde sur la voie des objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris, non seulement en raison des financements, des stratégies, des connaissances et des conseils techniques fournis, mais aussi en tant que lieu de rencontre entre parties prenantes, y compris le secteur privé.
124. Le FIDA avait toute sa place dans cette dynamique étant donné l'accent mis sur les objectifs fixés par les pays et sur les ressources concessionnelles à l'appui des pays à faible revenu et, dans le cadre approprié, des pays à revenu intermédiaire. Les ressources concessionnelles étaient essentielles à la réalisation du plan d'action, notamment en ce qui concerne le climat.
125. Dans le cadre du volet financier du G20, le Brésil continuerait de mettre l'accent sur des mécanismes innovants tels que le recyclage des droits de tirage spéciaux, la conversion de dettes pour la lutte contre la faim, pour le développement ou pour l'action climatique et les clauses de suspension de la dette en cas de chocs ou de catastrophes naturelles d'origine climatique.
126. **La MODÉRATRICE**, notant que l'Afrique du Sud avait été le premier pays africain à assurer la présidence du G20, a demandé à M^{me} Jezile comment son pays comptait s'inscrire dans la dynamique lancée par le Brésil, notamment en veillant à ce que le système financier mondial réponde aux besoins des pays en développement, en particulier ceux d'Afrique.
127. **Nosipho Nausca-Jean JEZILE** (Ambassadrice et Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès des organismes ayant leur siège à Rome), notant que son pays serait également le quatrième pays du Sud global à assurer la présidence du

G20, a déclaré que l’Afrique du Sud entendait consolider encore la coopération Sud-Sud et favoriser l’inclusion pour faire mieux résonner la voix des pays en développement.

128. Les efforts consacrés à l’alimentation, à l’agriculture et aux systèmes agroalimentaires prenaient pour référence, outre l’Agenda 2063: L’Afrique que nous voulons, la Stratégie et le Plan d’action 2026-2035 du Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine, d’approbation récente. Ce plan visait à développer des infrastructures et des réseaux pour parvenir à la souveraineté alimentaire, et s’inscrivait dans la droite ligne de programmes antérieurs relatifs à la zone continentale de libre-échange et des travaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD). L’Afrique du Sud cherchait à renforcer ces formes institutionnelles sur le continent, sachant que le Canada, en particulier, avait apporté un appui efficace aux programmes de développement des infrastructures relevant du NEPAD.
129. En ce qui concerne le financement du développement de l’Afrique, le pays de l’intervenante comptait mettre l’accent sur la reproduction à plus grande échelle des modes de financement novateurs – domaine dans lequel le FIDA avait un rôle clair à jouer – et sur le renforcement de la résilience par la transformation du système alimentaire et l’élimination de la faim.
130. S’agissant de la présidence sud-africaine du G20, consacrée à la solidarité, l’égalité et la durabilité, il était important de veiller à ce que l’Afrique bénéficie équitablement de ses richesses naturelles. À cet égard, la priorité serait la croissance économique inclusive, l’industrialisation, l’emploi et la réduction des inégalités.
131. Autre priorité, l’Afrique du Sud souhaitait s’inscrire dans le sillage du Brésil concernant la manière d’envisager la sécurité alimentaire dans le discours politique de haut niveau. Compte tenu du niveau record atteint par l’indice FAO des prix des produits alimentaires en 2022, qui témoignait d’une inflation de ces prix, et de l’augmentation de la faim qui découlait, même dans les pays développés, l’espérance était que des mesures mondiales et régionales soient mises en place pour stabiliser les prix, ce qui soutiendrait l’application dans les pays des travaux de l’Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté.
132. **La MODÉRATRICE** a invité les intervenants à formuler d’autres observations sur les partenariats du FIDA.
133. **Tatiana ROSITO** (Ambassadrice, Vice-Ministre des finances pour les affaires internationales, Ministère brésilien des finances) a déclaré que, dans la feuille de route sur les banques multilatérales de développement, celles-ci étaient envisagées comme un système. Le FIDA avait un rôle très net à y jouer pour tout ce qui se rapportait aux liens entre l’agriculture, le climat, la pauvreté et la faim. De plus, la prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques au Brésil serait en partie consacrée à des thèmes prioritaires pour le FIDA concernant le climat, le genre, la jeunesse et les peuples autochtones.
134. **Nosipho Nausca-Jean JEZILE** (Ambassadrice et Représentante permanente de la République sud-africaine auprès des organismes ayant leur siège à Rome) a déclaré que son pays cherchait à recenser des points où la communauté internationale était prête à s’engager ensemble. L’action du FIDA dans le domaine de la sécurité alimentaire était un bon moyen de se mettre au diapason concernant notamment le financement du développement sur ce sujet. L’intervenante a exprimé l’espérance que la participation du FIDA au prochain sommet du Groupe des 20, ainsi qu’au Sommet sur la nutrition pour la croissance (N4G) de 2025, à la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement et au cinquième Sommet Finance en commun aide à harmoniser

les instruments de financement pour la résilience des systèmes alimentaires.

135. Les investissements dans les systèmes agroalimentaires devaient également être renforcés, en s'efforçant de combler le déficit de financement et de débloquer des fonds pour la sécurité alimentaire au profit des pays participant à l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. Il était essentiel à cet égard que les organismes ayant leur siège à Rome se coordonnent.
136. **Un représentant de la FRANCE** a déclaré que la création de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté et de l'Initiative du G7 des Pouilles sur les systèmes alimentaires était bien le signe qu'il valait la peine de continuer au niveau multilatéral les efforts consacrés à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la faim et la malnutrition. Ce travail ne manquerait pas de rejoindre sur de nombreuses rencontres au-delà du G7 et du G20, notamment le prochain Sommet N4G.
137. Les priorités de l'Afrique du Sud pour le G20, l'accent mis sur la stimulation des marchés agricoles et des systèmes agroalimentaires, et le renforcement du secteur privé cadreraient tout à fait avec la Mission pour la résilience alimentaire et agricole (Food and Agriculture Resilience Mission) lancée avec la participation du FIDA en 2022 pour atténuer l'impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale. Il y aurait lieu aussi de s'intéresser au financement en monnaie locale, la possibilité de recycler des droits de tirage spéciaux au profit des banques multilatérales de développement et le rapprochement entre les organismes de financement.
138. Concernant le programme de financement privé, il serait judicieux de mettre l'accent sur l'esprit d'entreprise et la jeunesse tout en continuant à créer des coalitions de pays au-delà du G7. Le FIDA pourrait jouer un rôle très important à cet égard.
139. **Un représentant de la NORVÈGE**, saluant résolument le leadership du G7, du G20 et du FIDA dans la lutte contre la faim et la pauvreté, a déclaré qu'un soutien financier meilleur et plus efficace était nécessaire pour atteindre l'objectif 1 de développement durable sur l'élimination de la pauvreté et l'objectif 2, « faim zéro ».
140. Les aides et les investissements devaient être principalement concentrés sur les zones rurales les plus pauvres des pays à faible revenu et des pays à revenu intermédiaire inférieur, les petits exploitants agricoles devant recevoir une part plus importante du financement de l'action climatique. Les institutions financières multilatérales telles que le FIDA étaient particulièrement bien placées pour fournir les volumes de financement plus élevés requis par les pays en développement. Le FIDA devrait revoir sa stratégie financière pour en faire encore plus.
141. La prise en main par les pays était un autre élément essentiel pour renforcer la mobilisation des ressources intérieures, la gouvernance, l'équité et la progressivité de l'impôt, et l'universalité des services sociaux. Il convenait par ailleurs d'encourager les investissements du secteur privé par un cadre propre à stimuler le secteur alimentaire local, les filières et les marchés.
142. **La MODÉRATRICE**, remerciant les intervenants de ce riche débat, a déclaré que le FIDA était déterminé à poursuivre les travaux au sein du G7 et du G20 et au-delà.

DIALOGUE DES LEADERS SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT: AGIR EN SYNERGIE POUR UN IMPACT PLUS FORT ET PLUS EFFICACE

143. **Claudia ten HAVE (Secrétaire du FIDA)** a présenté le premier des deux Dialogues des Leaders, intitulé « Financement du développement: agir en synergie pour un impact plus fort et plus efficace », modéré par Sara Pantuliano, Présidente-Directrice générale de l'Overseas Development Institute, un groupe de

réflexion sur les affaires internationales.

144. **La MODÉRATRICE**, soulignant l'urgence d'accroître les investissements susceptibles de changer la donne, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, a fait valoir que le coût de ne pas aider les pays à renforcer leur résilience et à lutter contre la pauvreté augmentait tous les jours de manière exponentielle. Le système international de financement du développement péchait non seulement par son ordre de grandeur insuffisant, mais aussi par son épargillement croissant et par son incapacité à allouer les ressources là où elles étaient les plus efficaces. Cependant, les différentes présidences du G20 avaient imprimé ces dernières années un certain élan à la réforme des banques multilatérales de développement, des engagements étant pris pour augmenter l'encours des prêts et les bases de fonds propres et étudier les moyens d'augmenter les financements concessionnels et rationaliser les opérations. Les banques multilatérales de développement avaient commencé à fonctionner en tant que système et allaient vers plus de coopération, comme dans le cas égyptien, où les programmes relatifs à l'eau, à l'alimentation et à l'énergie étaient désormais reliés. Le nombre croissant d'accords de cofinancement et de reconnaissance mutuelle des normes avait également favorisé l'efficacité opérationnelle en contribuant à soulager les pays pour qui la prolifération non seulement des normes, mais aussi des systèmes et des indicateurs posait problème.
145. Le dialogue des leaders coïncidait avec l'entame des négociations sur le document final de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement qui se tiendrait en Espagne à la fin du mois de juin 2025. Dans ce contexte, les gouvernements, les sociétés civiles, les groupes de réflexion et les organisations philanthropiques avaient tout intérêt à joindre leurs forces pour repenser l'architecture financière internationale, avec en point de mire un nouveau système inclusif, fondé sur des données probantes.
146. La modératrice a présenté les intervenants et l'oratrice principale:
- Eva Granados, Secrétaire d'État à la coopération internationale de l'Espagne – oratrice principale
 - Alvaro Lario, Président du FIDA
 - Muhammad Sulaiman Al Jasser, Président du Groupe de la Banque islamique de développement
 - Jin Liqun, Président de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), qui participait aux débats par vidéoconférence
 - Gelsomina Vigliotti, Vice-Présidente de la Banque européenne d'investissement (BEI)
 - Matteo Patrone, Vice-Président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
147. Elle a invité M^{me} Granados à exposer au Conseil des gouverneurs ses réflexions sur le thème du dialogue.
148. **Eva GRANADOS** (Secrétaire d'État à la coopération internationale de l'Espagne), observant que 43% de la population mondiale vivait dans des zones rurales, que 9% souffrait de la faim tous les jours et que 10% vivait dans l'insécurité alimentaire, a déclaré dans son discours liminaire que le développement était sans doute aussi une question de santé, de justice et d'énergie, mais qu'en fin de compte le but était de mettre fin à la faim et à la pauvreté. Cette préoccupation faisait le lien entre le thème du Conseil des gouverneurs « Catalyser l'investissement au premier kilomètre » et celui proposé aux banques multilatérales de développement représentées parmi les intervenants, à savoir

« Agir en synergie pour un impact plus fort et plus efficace ».

149. La quatrième Conférence internationale sur le financement du développement se déroulerait dans un monde très différent de celui de 2015, date de la précédente conférence. Les défis n'étaient plus les mêmes – les problèmes de sécurité et de climat, les crises financières et la pandémie ayant fait reculer de plusieurs pas de nombreux pays en développement. Alors que les besoins augmentaient, de plus en plus de pays importants prenaient leurs distances avec les affaires mondiales, oubliant l'impact négatif d'un monde inégal et instable sur des millions de vies. La prospérité étant une source de paix et de stabilité pour tous, la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement visait à mobiliser des ressources plus nombreuses et de meilleure qualité, en particulier pour ceux qui en avaient le plus besoin.
150. À la précédente conférence, il était question de faire passer les dépenses de développement, qui se chiffraient en milliards, à des billions, chacun ayant bien conscience que le secteur privé devait être mis à contribution puisque l'aide publique au développement stagnait et qu'il fallait quatre billions de dollars pour combler le déficit de financement des objectifs de développement durable. Dix ans plus tard, la Conférence serait l'occasion d'examiner les raisons de l'échec de ce processus et d'élargir le programme de financement du développement au-delà de la simple opposition entre aide publique au développement et financement par le secteur privé pour envisager aussi le commerce, la fiscalité, la science, la technologie, la réforme institutionnelle et la dette.
151. Les défis liés au financement étaient au cœur de la crise actuelle de développement durable. La Conférence et le processus en amont devaient donc également être un catalyseur de changement. Les nouvelles ressources voulues devaient provenir d'un plus grand nombre de sources et être mieux alignées sur les objectifs de développement durable, et les pays en développement devaient accéder à l'emprunt pour un coût inférieur. À cet égard, les banques multilatérales de développement avaient un rôle fondamental à jouer en démontrant la nécessité de faire jouer les ressources privées et de diluer le risque, ce qui comportait souvent une composante subjective. Ces banques devaient également adapter leurs instruments aux besoins des pays en développement en offrant des prêts à plus long terme, en accordant des différés d'amortissement voire des pauses sur le remboursement et en offrant des prêts en monnaie locale. Au fond, il s'agissait d'inclure l'impact et la durabilité environnementale et sociale dans les calculs utilisés pour déterminer où les banques investissaient. Dans un cadre de développement, ce calcul ne pourrait pas être fondé uniquement sur le rendement de l'investissement.
152. Parfaitement conscient des défis, le FIDA a réussi à lever des fonds auprès des marchés et à promouvoir ainsi l'investissement. L'Espagne s'efforçait également d'accroître ses investissements, notamment par le biais de son nouveau Fonds pour la réalisation des objectifs de développement durable, ce qui se traduirait par des financements plus souples et des investissements plus efficaces dans les pays à revenu intermédiaire. En proposant également des garanties, une assistance technique ou des financements mixtes, le Fonds pourrait proposer des niveaux plus élevés de concessionnalité et couvrirait les pertes initiales des fonds d'investissement à impact. Ce Fonds avait permis à l'Espagne de concevoir des instruments de financement novateurs, notamment le Fonds Huruma, qui a levé des millions auprès d'investisseurs espagnols et bénéficie à plus de 90 000 agriculteurs dans le monde. On espérait un succès similaire avec le Fonds Kuali, qui aidait les entreprises agricoles d'Amérique latine à réduire leur empreinte carbone et les petits exploitants de la même région à s'adapter aux changements climatiques, et qui était en passe d'investir dans des entreprises innovantes de technologie climatique en Inde. Les deux fonds, qui combinaient donc ressources privées et publiques, ont souligné l'importance de l'assistance technique pour

accélérer le processus et renforcer les liens avec les bénéficiaires et de travailler avec les investisseurs qui ont accepté de couvrir les pertes initiales et de réduire les taux d'intérêt. Ces deux fonds ont également été impliqués dans la coopération Sud-Sud entre l'Inde et l'Amérique latine.

153. L'avant-projet de document de la Conférence reflétait les préoccupations suscitées par le manque d'investissements suffisants dans les fonds agricoles et insistait sur la nécessité de réduire l'insécurité alimentaire. On y définissait une approche stratégique à plus long terme, prévoyant l'intégration de la perspective hommes-femmes dans l'ensemble du financement du développement et la mise en place d'un mécanisme de suivi renforcé pour observer le respect des engagements. L'Espagne tenait tout particulièrement à l'engagement d'allouer 0,7% du produit intérieur brut à la coopération pour le développement et à des mesures axées sur une approche multidimensionnelle plus large de l'investissement à impact. L'objectif était l'adoption d'un document final qui contribue à un financement efficace des objectifs de développement durable et qui contribue à faire évoluer les choses sur ce point en engrangeant suffisamment de soutiens politiques pour que les engagements se traduisent en actes.
154. La communauté internationale avait une occasion historique à saisir pour réformer le cadre du financement du développement afin de mieux répondre aux besoins des pays et des individus, sans oublier la planète. La transition écologique équitable des systèmes alimentaires devait être en tête de tous les programmes, au plan mondial comme national; à cet égard, l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, le Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial, notamment, étaient des processus bienvenus.
155. **La MODÉRATRICE**, notant que les gouverneurs du FIDA représentaient les ministères des finances, de l'agriculture, de la coopération pour le développement et d'autres secteurs, a déclaré que cette configuration très spécifique ne pourrait qu'enrichir le débat et que la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement était sans doute la dernière occasion de tenir les promesses du Programme 2030. Elle a demandé au Président du FIDA si l'architecture financière internationale pouvait vraiment être mise à profit pour répondre aux besoins des plus pauvres du monde et quels enjeux le FIDA aimerait voir mis en lumière à ladite conférence.
156. **Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a déclaré que la précédente Conférence internationale sur le financement du développement avait examiné la manière dont le secteur privé pourrait financer le déficit de financement, mais que les institutions concernées avaient du mal à d'évoluer pour fournir les bons instruments financiers. De même, les États n'avaient pas tous pu créer les conditions propices pour attirer les investissements du secteur privé. Le secteur privé était très performant s'agissant de faire correspondre l'offre de biens et de services à la demande, mais on ne pouvait pas lui demander en plus de donner la priorité à la faim et à la pauvreté. Il revenait donc aux institutions financières d'utiliser tous les instruments et outils à leur disposition pour intervenir au premier kilomètre.
157. Concernant l'impact sur la vie des pauvres en milieu rural, le Président a noté que le secteur privé finançait adéquatement les technologies d'atténuation des changements climatiques, mais pas les mesures d'adaptation. La même logique valait pour les grands négociants de produits de base et exportateurs, qui ne manquaient probablement pas de financements – sauf au premier kilomètre –, et c'était précisément là que le FIDA cherchait à intervenir avec nombre de ses partenaires.
158. Le Président a insisté sur l'importance de voir la quatrième Conférence adopter une approche pragmatique, en gardant à l'esprit que les banques multilatérales de développement et l'aide publique au développement étaient des sources de

financement somme toute limitées, et qu'il ne suffisait pas de combler les déficits de financement. De nombreux pays étaient déjà très endettés et ne disposaient pas des ressources fiscales nécessaires pour financer leur transition énergétique ou alimentaire. La seule façon de combler le déficit de financement et d'attirer des investissements pour la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises était de créer les conditions propices, notamment en soutenant le secteur privé local.

159. Dans le domaine du financement du développement, il était indispensable de pouvoir s'appuyer sur des cadres permettant de mesurer et de suivre les déficits de financement et de repérer les goulets d'étranglement. Le FIDA travaillait également avec le Groupe de la Banque mondiale et d'autres partenaires pour mesurer les flux de financement à destination des systèmes alimentaires, l'objectif étant à terme de produire ces données régulièrement. En outre, en tant qu'organisme de financement, le Fonds continuait de développer tous les instruments qu'il pouvait, qu'il s'agisse de garanties partielles, de syndication de prêts ou de prêts fondés sur des politiques, pour permettre aux gouvernements de mettre en place les bonnes incitations et les bonnes politiques.
160. **La MODÉRATRICE** a demandé à M. Al Jasser de décrire la stratégie du Groupe de la Banque islamique de développement en matière d'investissement dans l'agriculture et le développement rural et d'indiquer quelles avaient été les difficultés pour débloquer des financements, toutes sources confondues, au profit de la transformation rurale.
161. **Muhammad AL JASER** (Président du Groupe de la Banque islamique de développement) a déclaré que, depuis sa création, le Groupe s'était concentré sur l'agriculture et la production alimentaire, condition sine qua non du développement. La plupart des économies industrielles ou postindustrielles étaient au départ des sociétés agraires, où la population était essentiellement composée de producteurs vivant à la campagne, qui n'avaient donc pas à se déplacer pour se nourrir ou trouver des moyens d'existence. Au total, le Groupe avait financé quelque 1 700 projets agricoles pour un coût d'environ 24 milliards de dollars, son portefeuille à cette date comptant plus de 4 milliards de dollars pour les seuls projets agricoles. En 2023, dans le cadre d'un effort conjoint avec le Groupe pour la coordination de l'aide arabe, le Groupe de la Banque islamique de développement s'était engagé à verser 13 milliards de dollars, soit plus de la moitié du total disponible, à des projets intéressant l'action climatique, sachant que les changements climatiques et l'agriculture étaient étroitement liés. Pour faire face aux pénuries alimentaires dans ses pays membres, le Groupe s'était engagé à investir 10,5 milliards de dollars dans des achats d'aliments et des projets agricoles qui amélioreraient leur situation.
162. Dans le monde entier, les États avaient donné la priorité à l'industrialisation au détriment du développement agricole et de l'alimentation de leur population, or il ne fallait pas s'attendre à ce que celle-ci travaille productivement dans l'industrie ni ne produise innovations et créations si elle n'était pas correctement nourrie. Le Groupe de Muhammad Al Jasser avait donc fait cause commune avec le Groupe pour la coordination de l'aide arabe pour souligner le rôle de l'agriculture face aux graves défis posés par les changements climatiques.
163. Il fallait avant toute chose accompagner les États souhaitant moderniser leur secteur agricole, et le Groupe s'était engagé, par exemple, à financer un vaste projet de résilience hydrique au Kazakhstan. Par ailleurs, et nonobstant l'insuffisance incontestable des financements conçus en termes absolus, le plus important était de veiller à ce que toutes les ressources disponibles soient affectées à l'amélioration de la production alimentaire et au développement agricole.

164. **La MODÉRATRICE** a demandé à M. Jin comment l'AIIB alignait sa stratégie d'investissement dans les infrastructures rurales sur les objectifs de financement du développement et quels engagements les banques multilatérales de développement et institutions financières internationales devaient prendre au cinquième Sommet Finance en commun pour maximiser le financement mixte et débloquer le capital privé.
165. **JIN Liqun** (Président de l'AIIB), s'exprimant par vidéoconférence, a déclaré que, afin de promouvoir un large développement économique et social en investissant dans les infrastructures et/ou dans d'autres secteurs productifs, l'AIIB tenait à agir de concert avec le système des banques de développement conçu comme un tout, l'enjeu étant d'optimiser les ressources et de faire plus pour le développement qu'il ne serait autrement possible de le faire. Il était également important de promouvoir l'investissement du secteur privé, dont l'ampleur était un indicateur fort de l'efficacité des banques multilatérales de développement.
166. L'infrastructure devait s'entendre au sens large, c'est-à-dire infrastructure numérique comprise, celle-ci étant essentielle pour les pays à faible revenu. L'AIIB s'était toujours concentrée sur la promotion d'infrastructures agricoles adéquates, sans lesquelles il était impossible d'améliorer la productivité et les moyens d'existence ruraux ou de faciliter le transport et la commercialisation. Comme on pouvait en juger à l'aune des projets ruraux qu'elle finançait en Afrique et ailleurs, l'AIIB n'avait jamais perdu de vue l'importance de fournir des infrastructures modernes aux populations rurales qui ne pourraient qu'à cette condition avoir accès à ces infrastructures et améliorer leur productivité et leurs moyens d'existence.
167. Convaincue que les banques multilatérales de développement et les institutions financières internationales, composantes d'une même équipe ou système, devraient travailler à l'unisson, l'AIIB a travaillé en étroite collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale, le Groupe de la Banque islamique de développement, la Banque africaine de développement, la BERD et d'autres pour promouvoir le soutien au développement des infrastructures de base, le principal résultat escompté étant l'amélioration des conditions susceptibles d'encourager les investissements privés. À cet égard, le cinquième sommet Finance en commun mobiliserait de nombreux investisseurs du secteur privé pour investir dans une série de projets d'infrastructure. Ce degré de coopération entre les banques multilatérales de développement au service d'un large développement socio-économique était auparavant inouï.
168. **La MODÉRATRICE** a demandé à M^{me} Vigliotti de s'exprimer sur la manière dont des investissements pourraient être débloqués dans le financement agricole innovant et sur la manière dont le BEI tirait parti de ses divers mécanismes de financement et de son financement vert.
169. **Gelsomina VIGLIOTTI** (Vice-Présidente de la BEI), soulignant l'importance pour toutes les banques multilatérales de développement de travailler ensemble, a déclaré que si la BEI était essentiellement active en Europe, 10% des sommes décaissées en 2024, soit 8,5 milliards d'euros, l'avaient été hors de l'Union européenne, celle-ci souhaitant contribuer à un monde de croissance florissante et propice à l'investissement. Le BEI était l'un des organismes de financement qui tirait le mieux parti de l'effet de levier, ce qui était possible en s'adossant au budget de l'Union européenne, possibilité d'ailleurs partagée par d'autres organismes de financement. Ces ressources publiques devraient servir de garantie pour faire jouer l'effet de levier, les institutions pouvant ainsi se permettre plus de risques, d'où un effet multiplicateur en termes d'investissement. Pour en rester à la BEI, c'est ce dispositif qui lui avait permis de prêter 500 millions d'euros au FIDA et d'étendre ainsi son champ d'action, autrement plutôt restreint, aux petits exploitants agricoles. La méthode était aussi à l'origine du partenariat passé avec

des banques commerciales privées en vue d'accompagner les petites et moyennes entreprises, par exemple dans le secteur de la transformation alimentaire.

170. Il était important, lorsque l'on cherchait à resserrer les liens avec le secteur privé, de s'entendre sur des principes et des objectifs permettant d'accorder des prêts à de meilleures conditions et à plus longue échéance – le délai de remboursement étant d'ailleurs précisément ce qui intéressait les emprunteurs de la BEI.
171. Les discussions du G7 et du G20 avaient bien montré que les banques multilatérales de développement devaient devenir plus efficientes et efficaces, en harmonisant par exemple la mesure de l'impact et les cadres de passation de marchés. Il y avait déjà des progrès, la collaboration entre ces banques s'améliorant; il serait par ailleurs utile que celles-ci mettent au point des plateformes recensant les occasions d'investissements conjoints.
172. La BEI comptait continuer à développer un lien fort avec le FIDA. La migration climatique étant vouée à augmenter, les institutions se devaient de travailler ensemble aussi bien à l'atténuation qu'à l'adaptation climatique et envisager des modes de financement novateur. Une meilleure collaboration entre les institutions publiques, y compris à l'international, et avec les agences de développement nationales, serait d'ailleurs bénéfique pour tous. Par exemple, la BEI avait mis en place un dispositif d'interruption du paiement d'intérêts en cas d'événement climatique. La BEI également rejoint une coalition sur les obligations vertes, qui aidait les pays à faible revenu et émergents à mettre au point des bonnes pratiques et des normes en lien avec les émissions de titres de ce type. En somme, s'il fallait ne retenir qu'une chose de cette abondante matière, c'était de travailler ensemble et de faire jouer l'effet de levier.
173. **La MODÉRATRICE** a demandé à M. Patrone comment la BERD avait tiré parti du partenariat avec le secteur privé et quelles leçons la Banque avait tirées de la mobilisation des investissements du secteur privé.
174. Matteo PATRONE (Vice-Président de la BERD) a déclaré que 75% des activités de la BERD concernaient le secteur privé – les investissements dans le secteur public étant essentiellement un relai pour dynamiser le secteur privé; les filières agricoles n'avaient à cet égard rien d'exceptionnel. L'investissement cumulé de la BERD dans la filière, qui concernait exclusivement le secteur privé, atteignait 16 milliards d'euros, répartis entre quelque 1 000 projets. En règle générale, le ratio de mobilisation, ou effet multiplicateur de ces investissements, était de un sur deux.
175. La BERD avait essentiellement investi dans les entreprises agricoles pour accompagner la transition vers des pratiques vertes, l'adaptation au climat ou les interventions d'urgence, de plus en plus fréquentes en cas de catastrophes d'origine naturelle ou humaine. En Ukraine, par exemple, la Banque travaillait avec d'autres banques multilatérales de développement pour résorber les problèmes de sécurité alimentaire, par exemple en finançant directement, à longue échéance, certaines dépenses d'équipement, ou bien par des fonds de roulement, des instruments hybrides, des fonds propres ou quasi-fonds propres, des prêts à amortissement automatique, des prêts liés à la durabilité, ou encore la participation au partage des risques. Par l'intermédiaire d'organismes partenaires de financement, la BERD avait soutenu les grandes, petites et moyennes entreprises ukrainiennes dont les risques devaient être allégés en mettant en place un mécanisme de partage des risques du portefeuille de plus de 1,2 milliard d'euros, dont une partie était consacrée à la filière agricole.
176. En plus du financement, la BERD avait fourni une assistance technique aux entreprises et à l'écosystème et avait engagé des discussions politiques, en collaboration avec des institutions partenaires telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le FIDA, pour faciliter le

développement d'un véritable écosystème sur les marchés où elle opérait. À titre de leçon à retenir, l'intervenant a cité la nécessité de faire preuve de souplesse aussi bien face aux crises que pour innover, notamment en matière d'infrastructures numériques. La numérisation – notamment dans les filières agricoles – était un impératif. L'expérience montrait aussi combien il importait de faire varier les interventions en fonction du marché concerné, et d'être présent sur le terrain. En tant qu'invitée sur les marchés où elle opérait, la BERD devait engager un dialogue ouvert, constructif et productif avec les autorités et les parties prenantes concernées afin de créer le bon écosystème. Enfin, la Banque avait appris à préférer à l'isolement les partenariats, qu'il s'agisse des banques multilatérales de développement, des donateurs, de l'Organisation des Nations Unies ou autres organes, voire des autorités elles-mêmes.

177. **La MODÉRATRICE**, observant que le débat sur l'investissement avait beaucoup tourné autour des infrastructures numériques, a déclaré que mettre à disposition localement des technologies plus adaptées, c'était aussi clairement encourager le secteur privé à s'impliquer davantage, et aider les pays à progresser plus vite.
178. **Un représentant de la FINLANDE**, qui jugeait essentiel de faire en sorte que les fonds publics puissent catalyser plus d'autres fonds, a dit qu'il serait utile que toutes les banques multilatérales de développement se coordonnent plus étroitement et partagent leurs informations pour harmoniser les concepts et définitions utiles au suivi, à la mesure et la communication de leur ratio dette/fonds propres et de leur impact. Ces données étaient essentielles si l'on voulait utiliser les fonds publics pour attirer les financements privés utiles aux objectifs de développement durable, conformément à la conception élargie du financement du développement convenue en 2002 à la première Conférence internationale sur le financement du développement.
179. En amont de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, le FIDA comme d'ailleurs toutes les organisations qui se finançaient par l'aide publique au développement aurait intérêt à explorer les moyens de multiplier les financements au service du développement, quelle qu'en soit la source, y compris ce que l'on appelait les nouveaux donateurs.
180. Les remous de la situation internationale ne devaient pas inciter à faire l'impasse sur le dialogue avec les femmes, et l'égalité femmes-hommes ne devait pas être rayée de l'ordre du jour de la conférence. Le FIDA avait fait un assez bon travail à cet égard et devrait continuer en ce sens, sachant que les femmes comptaient pour la moitié de la main-d'œuvre, du potentiel et des ressources économiques de n'importe quel pays. Le FIDA devrait également se pencher de plus près sur les connexions numériques et leur importance.
181. **Un représentant de l'ÉQUATEUR** a déclaré que le débat sur le programme de financement du développement était le lieu adéquat pour aborder les grandes questions concernant la mobilisation des ressources au service du développement durable. L'enjeu était notamment de rendre les institutions financières internationales plus inclusives et plus efficaces, de ramener les dettes extérieures à des niveaux soutenables et de rendre le système financier plus équitable. Il fallait également réfléchir à la manière d'utiliser plus stratégiquement les maigres ressources disponibles.
182. La réflexion devrait dépasser la seule question du revenu par habitant, le développement devant être mesuré comme phénomène multidimensionnel, en tenant compte des vulnérabilités spécifiques des pays en développement, quel que soit leur niveau de revenu. Pays à revenu intermédiaire, l'Équateur avait par exemple du mal à accéder aux ressources adéquates pour réaliser le Programme à l'horizon 2030. Pour combler le fossé numérique, il lui fallait consacrer des financements à la conception de politiques propices à la transition numérique des petites et moyennes entreprises, en plus des agriculteurs familiaux.

183. La lutte contre les flux financiers illicites méritait d'être fondamentalement renforcée, et il y avait lieu de concentrer l'action collective sur le lien entre développement durable, élimination de toutes les formes de pauvreté et effets néfastes de la crise climatique. À cet égard, l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté devait être félicitée pour son précieux travail.
184. **Une représentante des MALDIVES** a déclaré que pendant des siècles, son pays s'était reposé sur le secteur de la pêche, non seulement à titre économique mais aussi comme partie intégrante de son identité, de sa culture et de sa sécurité alimentaire. Or ce mode de vie était plus que jamais en péril, ce qui exigeait des solutions ambitieuses mais prenant acte de la réalité des petits États insulaires en développement et garantissant un accès équitable au financement du développement.
185. Le FIDA avait été l'une des premières organisations à reconnaître les vulnérabilités uniques des petits États insulaires en développement et à élaborer une stratégie spécifique à leur sujet. Le moment était toutefois venu de prendre des mesures audacieuses et concrètes. Dans les pays en question, les faibles populations et l'éparpillement géographique rendaient difficile d'améliorer le rapport coût-efficience aux stades de la production, de la transformation et de l'exportation, ce qui faisait grimper les coûts et diminuer les rendements; attirer les investissements n'était donc pas chose facile. De plus, le niveau relativement élevé du produit intérieur brut par habitant, qui pourtant masquait souvent de profondes vulnérabilités structurelles et inégalités de revenus, limitait l'accès au financement concessionnel et empêchait ces pays d'être classés parmi les pays à revenu intermédiaire. La banque commerciale et les investisseurs percevaient par ailleurs la pêche comme un secteur à haut risque, d'où des taux d'intérêt exorbitants et une très faible implication du secteur privé. Enfin, la hausse des températures des océans, la dégradation des récifs coralliens et le déplacement des schémas de migration des poissons remettaient en cause les fondements mêmes du secteur de la pêche aux Maldives. Sans mécanismes de financement adaptatifs, les petits États insulaires en développement ne pourraient intégrer dans leurs activités de développement de la pêche la résilience aux changements climatiques. Or un secteur inapte à s'adapter au risque climatique était condamné.
186. Dans le cadre de la discussion sur l'économie bleue, il fallait redéfinir les modèles de réflexion et de financement des petits États insulaires en développement. Au lieu de se concentrer sur les opérations à petite échelle, la priorité devait aller aux investissements à grande échelle dans la pêche et l'aquaculture. Si les efforts restaient fragmentés entre de petites îles éparses, les coûts resteraient prohibitifs et les projets de développement échoueraient avant même d'avoir démarré, ce qui dissuaderait les organismes de financement et ébranlerait la confiance du public dans le développement de l'exploitation durable des pêches. Les Maldives avaient donc renouvelé leur approche en mettant en place cinq zones de mariculture pour développer une industrie aquacole durable à grande échelle. Ces zones offriraient aux investisseurs des opportunités inégalées d'investir dans l'aquaculture marine durable.
187. **Une représentante du DANEMARK** a déclaré que son pays favorisait des solutions innovantes avec des partenaires du Sud global. En Ouganda, par exemple, il avait mis en place une initiative à l'intention des entreprises agricoles qui devait fournir 65 millions d'euros à plus de 30 institutions locales. L'initiative serait pilotée par le Fonds d'investissement danois pour les pays en développement, en collaboration avec des partenaires ougandais. Ces solutions novatrices avaient donné d'excellents résultats en Ouganda. Les efforts déployés par le FIDA pour dialoguer avec le secteur privé, y compris au niveau local, et promouvoir les solutions de mode de financement novateur étaient tout à fait bienvenus.

188. Autre exemple, le Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique (ARCAFIM), où le FIDA s'était fortement impliqué, entre autres aux côtés du Danemark. L'ARCAFIM visait à mobiliser des capitaux privés pour financer l'adaptation aux changements climatiques dans l'agriculture en Afrique de l'Est, y compris en Ouganda. Le FIDA était le mieux placé pour entretenir la dynamique.
189. Concernant la quatrième Conférence sur le financement du développement, le pays de l'oratrice s'employait activement à relever le niveau d'ambition de l'avant-projet de document au sujet de la mobilisation de fonds privés en faveur de l'investissement durable à impact social et environnemental, y compris dans le secteur agricole. À cet égard, le FIDA avait beaucoup fait pour démontrer que les défis nationaux rencontrés depuis l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba en 2015 n'étaient pas insurmontables.
190. **Un représentant du MOZAMBIQUE**, notant que le thème choisi pour le Conseil des gouverneurs était extrêmement pertinent dans un contexte de récession économique mondiale, a déclaré que l'investissement dans les communautés rurales était crucial pour affranchir les populations de la pauvreté et de la faim.
191. Le FIDA avait joué un rôle essentiel dans son pays, contribuant à l'élimination de la pauvreté rurale par des programmes et projets intéressant l'agriculture, la pêche, les liens avec les marchés, les filières et le financement rural. Les nombreux projets mis en œuvre avaient participé, avec d'autres, à sortir plus de 2 millions de personnes de la pauvreté depuis 1977. Les investissements réalisés avaient également renforcé la résilience des communautés rurales et favorisé un développement durable et inclusif, en particulier au premier kilomètre.
192. Le Mozambique continuait de subir les effets des changements climatiques, notamment l'intensification et la recrudescence des cyclones, des inondations et des sécheresses. Le pays restait déterminé à collaborer avec le FIDA pour mettre en œuvre tous les projets, régler tous les paiements en souffrance et relever ensemble les défis futurs. Il était indispensable de coopérer si l'on souhaitait améliorer les conditions de vie de tous les ruraux, renforcer la résilience aux chocs climatiques, promouvoir un développement durable et catalyser l'investissement dès le premier kilomètre.
193. **UN REPRÉSENTANT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO** a fait valoir que, dans les 30 dernières années, chaque fois que son pays avait cherché à capitaliser sur son énorme potentiel de développement, en particulier dans le domaine de l'agriculture, le Rwanda avait perturbé ses efforts. Son pays ne voulait pas d'une guerre constante; il ne souhaitait que la paix, et le respect par tous les États du droit international. La République démocratique du Congo priait le monde entier de contribuer à faire entendre raison au Rwanda, et à lui faire comprendre l'impératif de coexistence digne entre voisins. Parmi les neuf pays limitrophes, un seul causait des ravages quotidiens.
194. La République démocratique du Congo se tenait prête à travailler avec les institutions des intervenants, le secteur privé et l'ensemble des producteurs pour soutenir l'investissement dans l'agro-industrie.
195. **UNE REPRÉSENTANTE DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**, réaffirmant l'engagement de son pays, petit État insulaire en développement, en faveur du multilatéralisme, du développement durable et inclusif, et de la coopération internationale, a déclaré que les mécanismes mondiaux de financement devaient être renforcés pour faire face aux inégalités croissantes, aux vulnérabilités économiques et aux risques climatiques.
196. Plus vulnérables aux changements climatiques, les États en question étaient mis en demeure d'améliorer leur capacité d'adaptation – il en allait de leur sécurité alimentaire –, mais l'urgence climatique les obligeait en même temps à consacrer

une part importante de leur produit intérieur brut aux interventions d'urgence. Il suffisait d'une catastrophe naturelle pour faire sombrer ces pays dans la pauvreté; il fallait donc repenser les choses pour s'intéresser non seulement au produit intérieur brut mais aussi aux déséquilibres structurels qui s'opposaient au développement, par exemple en matière d'investissement, de productivité, d'innovation, d'infrastructures, d'éducation, de santé, de législation fiscale, de genre et, surtout, d'environnement.

197. **M. LARIO** (Président du FIDA), dans ses remarques de conclusion, a résumé le Dialogue des leaders, dont il ressortait que les banques multilatérales de développement commençaient à fonctionner en tant que système du point de vue des normes et des données. En insistant dans cette voie, l'espoir était de pouvoir présenter une offre unique aux États, ce qui leur ferait gagner beaucoup de temps. Le débat avait également mis en lumière la nécessité d'investir dans l'infrastructure numérique et la connectivité, éléments cruciaux pour promouvoir l'inclusion financière et l'accès aux marchés dans les zones rurales. À en croire les intervenants, une réflexion s'imposait sur la manière dont les institutions de financement internationales pourraient s'associer et créer des emplois dans les entreprises agricoles, en s'intéressant non pas seulement à la production mais à l'ensemble de la chaîne de valeur, y compris la fabrication, la distribution, la transformation, la commercialisation et l'exportation.
198. Le dialogue avait bien montré que les institutions financières internationales s'efforçaient de maximiser l'impact de chaque dollar, mais il n'avait pas été question en détail des types d'instruments qu'elles pourraient mettre au point pour catalyser l'investissement dès le premier kilomètre. Les banques multilatérales de développement pouvaient attirer des financements fluidifiant les échanges et faire augmenter les investissements, toute la difficulté étant de faire en sorte que les instruments voulus – mécanismes de partage des risques, prêts en monnaie locale, dispositifs de réduction du risque – produisent leurs effets au premier kilomètre. Toutes les institutions financières internationales devraient réfléchir à la manière dont les fonds pourraient être fléchés vers les zones rurales où se situait la pauvreté.

DIALOGUE DES LEADERS SUR L'INVESTISSEMENT DANS LA NUTRITION

199. **Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA) a présenté le second dialogue des Leaders sur l'investissement dans la nutrition, modéré par Pieterneel Boogaard, Directrice générale du nouveau Bureau de l'exécution technique du FIDA.
200. **Une vidéo sur l'approche du FIDA en matière d'agriculture à dimension nutritionnelle** a été projetée.
201. **La MODÉRATRICE** a présenté l'orateur principal et les autres intervenants:
 - Sa Majesté Letsie III, Roi du Lesotho, Ambassadeur de bonne volonté de la FAO pour la nutrition et Champion de l'Union africaine pour la nutrition, orateur principal
 - Lawrence Haddad, Directeur exécutif de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (N4G)
 - Brieuc Pont, Envoyé spécial de la France pour la nutrition et Secrétaire général du Sommet Nutrition pour la croissance (N4G)
 - Erina et Joel Guma, fondateurs de Pristine Foods Ltd.
 - Dayana Domico, membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA
202. La modératrice a invité Sa Majesté le Roi Letsie III à s'exprimer devant le Conseil des gouverneurs sur le thème du dialogue.

203. **Sa Majesté LETSIE III**, Roi du Lesotho (Ambassadeur de bonne volonté de la FAO pour la nutrition et Champion de l'Union africaine pour la nutrition) a déclaré dans son discours introductif que l'humanité se trouvait à un carrefour décisif, exigeant une action collective résolue et un engagement indéfectible. Le spectre de la faim et de la malnutrition dans le monde était plus que jamais présent, et gagnait du terrain l'effet d'un faisceau de facteurs, notamment les conflits, les changements climatiques et l'instabilité économique. Ces difficultés mettaient à mal les systèmes alimentaires dans le monde entier, et laissaient des millions de personnes vulnérables et exposées.
204. Les statistiques sur la faim et la malnutrition faisaient froid dans le dos. Plus de 2 millions de personnes n'avaient pas régulièrement accès à une alimentation saine, nutritive et en quantité suffisante, les projections indiquant que plus de 600 millions de personnes seraient confrontées à la faim d'ici 2030. La monumentale crise à venir, et son cortège de vies non accomplies, de rêves différés et de potentiels gaspillés, exigeait des interventions urgentes et globales. Le thème central, Catalyser l'investissement au premier kilomètre, soulignait la nécessité d'orienter les ressources là où elles étaient le plus nécessaires, à savoir dès le tout premier kilomètre des systèmes alimentaires – le point où les plus vulnérables subissaient de plein fouet les effets de la malnutrition et des changements climatiques. Combler les déficits de financement en matière de nutrition et stimuler l'investissement en faveur de la sécurité alimentaire relevaient donc d'un impératif non seulement économique, mais moral. Les niveaux d'investissement actuels dans la nutrition étaient totalement insuffisants pour atteindre les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif de développement durable n° 2 (« faim zéro »). La résilience devait être renforcée en soutenant les systèmes alimentaires locaux et en autonomisant les communautés dans les contextes de fragilité et les pays à faible revenu, où le fardeau de la malnutrition était le plus lourd.
205. Les enjeux étaient trop importants pour être négligés, aussi fallait-il reconnaître le rapport très étroit et complexe entre nutrition, changements climatiques et biodiversité en investissant dans une agriculture résiliente aux changements climatiques. Lier nutrition et transformation des systèmes alimentaires permettrait en outre de promouvoir des régimes alimentaires durables et sains, ancrés dans la vigueur des petits producteurs et des communautés rurales. La sécurité alimentaire et l'apport de nutriments essentiels, fondement de ces régimes, reposaient sur la biodiversité. Compte tenu de sa capacité d'innovation, de transposition à plus grande échelle et de pérennisation de solutions utiles, le secteur privé avait un rôle essentiel à jouer à cet égard. L'investissement dans les petits exploitants agricoles et le soutien aux petites et moyennes entreprises pourraient ouvrir des perspectives de développement économique, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire. À l'approche du Sommet N4G, il était de temps de prendre des engagements financiers immédiats et durables en vue de mobiliser des ressources en faveur de la nutrition. La malnutrition n'était pas seulement un problème de santé; elle a imposé des coûts sociaux et économiques écrasants, en ce sens qu'elle ponctionnait les capacités collectives, entravait le développement sanitaire des enfants et retardait la croissance nationale.
206. La situation était particulièrement critique en Afrique, où peu de progrès avaient été accomplis dans la réalisation de l'objectif de développement durable n°2 et où l'avenir était compromis par des taux de malnutrition inacceptablement élevés qui entraînaient le développement économique, étouffaient le potentiel et contribuaient à la mortalité infantile. L'Afrique était également touchée de manière disproportionnée par la dégradation des écosystèmes et par les changements climatiques, d'où la nécessité d'une action intégrée pour traiter les questions liées au climat et à la nutrition. Investir dans la nutrition, c'était investir

dans l'avenir en ce sens que cela entraînerait des améliorations considérables dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la productivité économique.

207. En plus d'une action intégrée, l'engagement de mettre fin à toute forme de malnutrition devait être réaffirmé par une volonté politique forte et une augmentation significative des budgets nationaux alloués à la nutrition. Toutes les parties prenantes devaient s'unir pour forger une vision commune d'investissement dans des systèmes agroalimentaires durables qui tiennent compte des enjeux nutritionnels afin de briser le cycle de la pauvreté et de la malnutrition. En tant que Champion de la nutrition de l'Union africaine, Sa Majesté restait engagée dans la lutte pour éliminer toutes les formes de malnutrition et assurer un accès adéquat à des régimes alimentaires abordables, sûrs, diversifiés et nutritifs pour chaque enfant afin de les aider à s'épanouir en tant qu'individus sains et productifs.
208. **La MODÉRATRICE** a remercié Sa Majesté le Roi Letsie III pour son appel à l'action et, se tournant vers les intervenants, a demandé à M. Haddad comment la cohérence des politiques contribuait à des régimes alimentaires sains et si les investissements actuels dans les systèmes alimentaires étaient suffisants.
209. **Lawrence HADDAD** (Directeur exécutif de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition), soulignant l'importance de la politique dans l'orientation de l'action et de l'investissement, a déclaré que la cohérence des politiques pouvait être assimilée à un Rubik's cube, où toutes les faces devaient être de même couleur. En termes politiques, ces faces pourraient représenter, par exemple, des régimes alimentaires sains, la résilience, le climat, l'environnement, l'emploi et le commerce. Une alimentation saine ne pouvait être obtenue simplement en intervenant dans la colonne du secteur de la santé, mais dépendait également de l'action politique commerciale. Les politiques climatique et foncière étaient également importantes dans la promotion d'aliments sains, tout comme la politique dans le domaine de l'eau pour le soutien à la production de légumes, la politique des transports pour assurer l'infrastructure nécessaire aux exportations et à la consommation intérieure, et la politique agricole dans la recherche et le développement les bons aliments. La cohérence des politiques était donc une question extrêmement complexe, qui avait incité l'Alliance à mettre au point, en conjonction avec AKADEMIYA2063, un outil d'aide à sa réalisation. L'outil avait été mis à l'essai au Nigéria et donnait un aperçu des arbitrages cachés nécessaires pour atteindre les objectifs politiques.
210. En ce qui concernait les investissements dans les systèmes alimentaires, M. Haddad a indiqué que leurs niveaux actuels étaient insuffisants et que la majorité des financements provenaient du secteur privé. Le rôle des entreprises était de faire du profit, de croître et de créer des emplois, il ne leur appartenait donc pas de décider d'attribuer davantage de fonds en faveur de la nutrition. C'était à ceux qui se souciaient de la nutrition – les individus, les États, les ONG et les partenaires de développement – d'identifier les incitations nécessaires pour encourager les entreprises à investir dans la nutrition des travailleurs. Bien que cela entraîne moins d'accidents, une productivité accrue, une plus grande fidélité et moins d'absentéisme, les entreprises considéraient cet investissement comme trop coûteux. Une solution serait qu'elles obtiennent un prêt pour ces investissements auprès d'institutions de financement et de développement internationales, bien que l'investissement dans la nutrition soit compliqué pour ces dernières. C'est dans ce contexte que l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition avait été créée en tant que dispositif de financement pour la nutrition, les premiers prêts ayant déjà été octroyés à des sociétés telles que Pristine Foods Ltd.
211. **La MODÉRATRICE** a demandé à Erina et Joël Guma d'expliquer leur rôle dans l'accompagnement du premier kilomètre.

212. **Joël GUMA** (fondateur de Pristine Foods Ltd) a déclaré que Pristine Foods transformait des œufs liquides pasteurisés et des œufs en poudre, et offrait ainsi aux agriculteurs de l'Est et de l'Afrique centrale un marché stable tout au long de l'année pour vendre leurs produits, en particulier pendant les périodes de forte production d'œufs, qui était liée à la disponibilité du maïs. Il a ajouté que ses activités se seraient avérées impossibles sans le partenariat qui l'avait aidé en lui apportant un capital d'investissement et un soutien au développement des entreprises, couvrant le premier kilomètre, à savoir établir les liens entre l'entreprise et les agriculteurs. Grâce à cet investissement, Pristine Foods avait pu augmenter ses achats auprès des petits producteurs, payer un prix supérieur pour des œufs de bonne qualité, offrir des formations et des services consultatifs aux producteurs et mettre au point des produits novateurs qui permettaient d'étendre encore l'utilisation des œufs. Avec l'appui du FIDA, il avait également testé une approche axée sur l'alimentation de complément qui impliquait l'utilisation de poudre d'œuf dans les aliments pour enfants, et avait constaté que la malnutrition aiguë modérée chez les enfants pouvait être réduite de moitié sur une période de 90 jours. En partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), cette approche était à présent transposée à une plus grande échelle avec le développement du réseau d'agriculteurs qui en avait découlé.
213. **Erina GUMA** (fondatrice de Pristine Foods Ltd.) a déclaré qu'elle était en charge du développement du réseau d'agriculteurs de l'entreprise. Son rôle consistait donc à identifier les agriculteurs susceptibles d'adhérer au réseau en fonction de leurs capacités, de leurs régimes d'alimentation et de leurs pratiques de vaccination. Parmi les défis auxquels étaient confrontés les agriculteurs figuraient la faible productivité, les coûts élevés des intrants, notamment les aliments pour animaux, et les fluctuations du marché dues à la surproduction. En interagissant, et grâce au soutien financier de l'Union européenne véhiculé par le FIDA, l'entreprise avait pu ménager aux producteurs appartenant au réseau un marché stable tout au long de l'année et leur fournir savoir-faire technique dont ils avaient besoin pour améliorer leur productivité et les réseaux de fournisseurs d'intrants. Le véritable changement, cependant, résidait dans la prise de conscience et dans l'attitude des femmes et des jeunes avec lesquels l'entreprise collaborait, ainsi que leur contribution à l'entreprise, qui dépendait de leur productivité.
214. **La MODÉRATRICE** s'est tournée vers le Lesotho et la Suisse, les deux coprésidents du Groupe des Amis sur la sécurité alimentaire et la nutrition des trois organismes ayant leur siège à Rome.
215. **Un représentant du LESOTHO** a déclaré que le Groupe des Amis avait récemment été créé pour soutenir et renforcer les efforts de ces trois organismes dans leur mission d'éliminer toutes les formes de malnutrition en amplifiant les stratégies en matière de nutrition et en renforçant leur impact grâce à la promotion des synergies et au partage des connaissances. Le délégué a fait savoir que le Groupe des Amis comptait actuellement 30 États membres et accueillerait chaleureusement de nouveaux partenaires, notamment d'Asie et d'Afrique. Une participation plus large enrichirait ses discussions, faciliterait les échanges d'expériences et renforcerait la capacité du Groupe des Amis à persuader les gouvernements d'investir dans la nutrition en démontrant ses rendements significatifs à long terme. Un texte transformateur pour la nutrition mondiale pourrait être réalisé en encourageant l'investissement et en développant des partenariats stratégiques. Le Sommet N4G qui se tiendrait à Paris en mars 2025 offrirait une occasion décisive de prendre des engagements audacieux et d'unir les forces pour les réaliser.
216. **Une représentante de la SUISSE** a souligné que la malnutrition demeurait le principal facteur de risque de décès et qu'elle touchait de manière disproportionnée les pays à revenu intermédiaire, et a déclaré qu'il était essentiel

de relever ce défi pour garantir une vie saine, la croissance économique et le développement durable. Pour réaliser des progrès significatifs à cet égard, elle a ajouté qu'il serait nécessaire d'effectuer des investissements structurés et coordonnés qui créeraient un environnement national et mondial favorable aux entreprises et aux consommateurs. À cette fin, l'investissement dans la nutrition devait être lié à des politiques de soutien et accompagné du développement des infrastructures et d'une collaboration entre les secteurs, y compris le secteur privé, dans des domaines tels que la santé, la protection sociale et l'éducation.

217. De solides partenariats avec les gouvernements, la société civile et le secteur privé étaient également nécessaires. La plupart des aliments consommés dans le monde étaient transformés et la transformation des systèmes alimentaires qui permettrait de garantir une alimentation durable, sûre et nutritive, impliquait de soutenir les petites et moyennes entreprises. Ces entreprises, souvent centrales dans le tissu alimentaire local, étaient essentielles en ce qu'elles mettaient à disposition des aliments nutritifs, en particulier pour les communautés vulnérables. La déléguée a ajouté que le FIDA devrait être encouragé à investir dans des fonds spécifiques, entre autres dans le Dispositif de financement d'aliments nutritifs, qui avait mobilisé des investissements dans ce type d'entreprises en Afrique subsaharienne. Le FIDA jouait un rôle fondamental dans la réparation des systèmes alimentaires mondiaux et pour faire avancer la lutte contre la malnutrition, il était essentiel qu'il renforce son engagement en faveur des entreprises qui fournissaient un accès à la nutrition.
218. **La MODÉRATRICE**, rappelant que la septième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones s'était tenue quelques jours plus tôt, a demandé à Madame Domico quel était le message que les peuples autochtones souhaiteraient communiquer s'agissant de la nutrition et ce qu'ils pensaient du rôle que pourrait jouer le FIDA en collaborant avec eux sur les liens entre climat et nutrition.
219. **Dayana DOMICO** (membre du Comité de pilotage du Forum des peuples autochtones au FIDA) a déclaré que, compte tenu de facteurs tels que l'isolement géographique et le manque d'accès à des infrastructures modernes, l'approche autochtone en matière de nutrition était nécessairement très différente de celle des communautés urbaines. Les communautés autochtones consommaient tout ce qu'elles arrivaient à produire dans leur environnement et les conseils nutritionnels et orientations fournis par les autorités étaient généralement incompatibles avec cette réalité, car ils négligeaient les dynamiques territoriales, les coutumes, les pratiques et les connaissances ancestrales autochtones. Il était donc nécessaire d'adopter une approche différenciée, fondée sur un dialogue interculturel respectueux dans lequel les administrations et les institutions reconnaîtraient et valoriseraient ces connaissances. Le FIDA avait entrepris un travail important pour communiquer les positions, les approches et les méthodes des peuples autochtones, qui rencontraient des difficultés à partager leurs idées sur la production alimentaire, par exemple l'importance accordée au calendrier lunaire dans la plantation des cultures.
220. Pour les peuples autochtones, une existence paisible était essentielle à la souveraineté alimentaire et à la nutrition. Cependant, nombre de leurs communautés étaient expulsées de leurs terres et territoires, le plus souvent à la suite d'un conflit armé. Dans ces situations, les savoirs ancestraux et les pratiques qui assuraient leur survie n'étaient pas d'une grande utilité. La paix était étroitement liée à l'harmonie territoriale et intercommunautaire et n'était pas moins essentielle que la nourriture.
221. **La MODÉRATRICE** a demandé quel message particulier le Conseil des gouverneurs pourrait communiquer au Sommet N4G.

222. **Brieuc PONT** (Envoyé spécial de la France pour la nutrition et Secrétaire général du Sommet Nutrition pour la croissance), soulignant l'importance du défi que représentait la nutrition, a déclaré que le sommet était associé à quatre attentes, à savoir la centralité, l'universalité, la continuité et l'ambition. Par centralité, on entendait le fait d'envisager la politique de développement dans une optique de nutrition, qui devait occuper une place structurante. En somme, l'enjeu central du Sommet n'était pas tant la nutrition elle-même que les effets des changements climatiques, la santé publique, l'égalité entre les femmes et les hommes, la résilience aux crises, l'action politique et l'innovation, l'intelligence artificielle et les financements.
223. En ce qui concernait l'universalité, la malnutrition était désormais reconnue comme un problème qui touchait tous les peuples, toutes les nations et toutes les communautés. Dans ce contexte, la nutrition de l'enfant devait être au centre de l'action, et l'accent mis sur les mille premiers jours de la vie, et sur les micronutriments et le rôle crucial des femmes dans leur apport. La nutrition était également un facteur d'obésité et de surpoids et d'ici 2030, le nombre de personnes en surpoids atteindrait celui des personnes sous-alimentées, tandis que dans les pays à revenu élevé émergeait le problème de la malnutrition chez les personnes âgées. Dans la lutte collective contre un problème aussi universel, nous avions beaucoup à apprendre les uns des autres.
224. En ce qui concernait la continuité, il s'agissait de ne pas laisser tomber l'initiative N4G, dont la valeur n'avait d'égal que sa vulnérabilité, puisqu'elle ne pourrait persister qu'à condition d'y imprimer une direction claire, et suivant une approche stratégique. L'idée derrière l'initiative était de trouver le fil d'Ariane entre les États et pour ainsi dire de gravir la montagne sans oublier les gens des vallées. Enfin, en ce qui concernait l'ambition, elle s'inscrivait dans l'objectif de mobiliser des engagements financiers internationaux, voire nationaux, comme en témoignait la somme considérable annoncée très récemment par l'Indonésie.
225. Depuis 2021, la situation financière avait radicalement changé en conséquence d'événements tels que la guerre en Ukraine et la dette liée à la pandémie de COVID-19, qui avaient provoqué de graves crises alimentaires et financières. Alors que le conflit était aux portes des pays les plus à même de financer la lutte contre la malnutrition, les ressources pour le développement étaient rares. Les banques multilatérales de développement étaient donc appelées à investir dans la nutrition, qui offrait un retour sur investissement exceptionnel, et l'incitation en faveur de ces investissements devrait se poursuivre lors du prochain cinquième sommet Finance en commun en Afrique du Sud. Les initiatives d'investissement dans la nutrition entreprises par la Banque régionale de développement, notamment en Indonésie et en Afrique, étaient très bien accueillies.
226. **La MODÉRATRICE** a ouvert la séance de commentaires.
227. **Une représentante du CANADA** a déclaré qu'au-delà de la santé, les investissements dans la nutrition avaient eu un impact positif sur l'agriculture, les résultats scolaires, la sécurité sociale, l'égalité femmes-hommes et la résilience aux changements climatiques, avec un retour significatif sur chaque dollar investi. Investir dans la nutrition n'était pas qu'un impératif moral, c'était aussi une stratégie intelligente qui pouvait stimuler l'économie mondiale. Obtenir des fonds pour la nutrition devenait toutefois de plus en plus difficile, d'où la nécessité de trouver des moyens rentables et innovants d'intensifier ces financements. Pour sa part, le FIDA pourrait contribuer de manière significative à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition.
228. Pour poursuivre les progrès en matière de régimes alimentaires sains et d'amélioration de la nutrition, il fallait une collaboration significative entre tous les secteurs et les parties prenantes. L'alignement des politiques pourrait également contribuer à faire progresser la nutrition de manière durable et à identifier de

nouveaux moyens de financement de la nutrition, par exemple par l'intermédiaire du financement de l'action climatique, du réalignement des subventions agroalimentaires et de la mobilisation des ressources du secteur privé. Le Sommet N4G avait été l'une des nombreuses occasions de travailler ensemble pour maintenir l'élan et mettre en œuvre des actions concrètes. Pour réaliser de nouveaux progrès, des mesures spécifiques devaient être déterminées pour renforcer une collaboration efficace entre tous les secteurs, rassembler les bons acteurs afin de créer une feuille de route vers des solutions durables et mieux aligner les politiques pour tirer parti des sources de financement existantes, telles que le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds vert pour le climat et le secteur privé, de sorte à faire d'une vision partagée une réalité.

229. **Un représentant du MEXIQUE**, soulignant la complexité de la question de la nutrition et les aspects culturels, sociaux et écologiques qui l'accompagnent, a déclaré que les trois organismes ayant leur siège à Rome pouvaient éviter de se faire concurrence dans leurs programmes et objectifs prioritaires en élaborant une stratégie nutritionnelle unique qui préciserait les contributions de chacune d'entre elles. En outre, le FIDA devait renforcer sa capacité interne d'action en matière de nutrition, laquelle devait également être incluse dans tous les programmes d'options stratégiques pour le pays. Il appartenait aux États non seulement de se coordonner avec les organismes ayant leur siège à Rome amis aussi de reconnaître leur responsabilité et veiller à ce que le droit humain à l'alimentation soit inscrit dans les lois et les programmes nationaux.
230. En 2024, le Mexique avait lancé sa politique nutritionnelle – la plus ambitieuse au monde – dans l'optique de transformer l'ensemble du système alimentaire et d'assurer la reconnaissance juridique du droit humain à l'alimentation. En lien avec la question urgente de la nutrition de l'enfant, le présent dialogue était l'occasion de développer une nouvelle approche de la nutrition du berceau au tombeau.
231. **Un représentant du JAPON**, rappelant le soutien massif des parties prenantes au Pacte de Tokyo sur la nutrition mondiale pour la croissance adopté lors du Sommet N4G de 2021 à Tokyo, au cours duquel des engagements financiers pour un montant de plus de 27 milliards d'USD avaient été annoncés, s'est réjoui de voir la France, avec l'aide de son propre pays et des États-Unis, poursuivre cette dynamique en amont du Sommet N4G qui se tiendrait à Paris. Le Japon, qui reconnaissait que la nutrition constituait une question hautement interdisciplinaire, avait récemment alloué 60 millions d'USD en faveur d'un projet de la FAO mis en œuvre en Afrique et en Amérique latine, qui visait à développer des systèmes alimentaires résilients au climat, fournissant des aliments nutritifs, et ce grâce à des technologies telles que la cartographie détaillée des sols ou encore la promotion des cultures sous-utilisées. La transition vers des systèmes alimentaires durables, climato-compatibles et résilients était l'un des principaux sujets qui seraient examinés au Sommet de Paris, dans la continuité du Sommet de Tokyo.
232. **Une représentante des MALDIVES** a déclaré qu'il était essentiel pour son pays d'investir dans la nutrition pour améliorer la santé publique et renforcer la résilience économique et le développement durable. La santé et l'alimentation étant clairement liées; une bonne nutrition était le fondement d'une société saine. Elle permettait d'accroître la productivité, de réduire les coûts des soins de santé et d'assurer le bien-être des générations futures. Aux Maldives, le développement et l'éducation en matière de nutrition faisaient défaut. Traditionnellement, le régime alimentaire des Maldives se composait de plantes-racines, de légumes cultivés sur place et de fruits frais, qui offraient une ration alimentaire équilibrée et riche en nutriments. Cependant, une trop grande partie de la population consommait des boissons riches en sucre et avait une mauvaise alimentation.

233. Pour inverser cette tendance, il était essentiel d'inculquer aux enfants la valeur d'une bonne nutrition dès leur plus jeune âge, dans le but de favoriser des habitudes alimentaires saines tout au long de leur vie. Une meilleure éducation nutritionnelle, la promotion de la production alimentaire locale et l'encouragement de choix alimentaires plus sains étaient donc des étapes essentielles pour assurer une nation bien nourrie et résiliente. Les Maldives ont appelé les partenaires mondiaux, les décideurs politiques et les parties prenantes à soutenir les initiatives en matière de nutrition afin d'assurer un système alimentaire résilient qui prendrait soin à la fois de sa population et de son environnement, très fragile. Un engagement fort en faveur de la nutrition aujourd'hui conduirait à un avenir plus sain et plus prospère.
234. **Un représentant du ROYAUME-UNI** a déclaré que l'investissement dans la nutrition était clairement essentiel pour une croissance économique durable, le renforcement de la résilience aux changements climatiques et l'autonomisation des femmes et des filles. Il a ajouté que, malgré les progrès réalisés à ce jour, le monde n'était pas sur la bonne voie pour atteindre les cibles de l'objectif de développement durable n° 2 qui visait à mettre fin à la malnutrition. En termes de transposition à plus grande échelle des interventions nutritionnelles à fort impact, le déficit de financement entre 2025 et 2034 s'était élevé à 130 milliards d'USD. L'intégration de la nutrition dans des interventions dans d'autres secteurs, qu'il s'agisse de la santé, de l'aide humanitaire, de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, du climat ou de la protection sociale, était essentielle pour maximiser l'impact et mobiliser davantage de financements pour la nutrition.
235. L'inclusion de la nutrition en tant qu'objectif stratégique dans le nouveau Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine était donc une initiative bienvenue que le pays de l'intervenante se réjouissait de mettre en œuvre avec ses partenaires. L'engagement national et international du Royaume-Uni en faveur de l'intégration des objectifs en matière de nutrition dans tous les programmes pertinents signifiait que la nutrition jouerait un rôle clé dans son soutien aux systèmes de santé et alimentaire et dans son action dans les États en situation de fragilité et touchés par des conflits. Il a encouragé les partenaires et les États membres à signer le Pacte mondial sur l'intégration de la nutrition qui devait être lancé lors du Sommet N4G et a remercié le FIDA pour son travail de pionnier en matière de nutrition.
236. **Un représentant de l'ÉQUATEUR** a déclaré que la malnutrition chronique chez les enfants de moins de deux ans était un problème préoccupant dans son pays, où le taux de malnutrition, bien que ramené à environ 19% grâce aux mesures prises, restait totalement inacceptable. La baisse de ce taux avait coïncidé avec une nouvelle stratégie nationale qui visait à réduire la malnutrition infantile grâce à un ensemble de services et de mesures fondés sur des données factuelles. Plus de 1 milliard d'USD avaient été investis dans la mise en œuvre, et des améliorations avaient été apportées par la suite en matière d'évaluation, de suivi et d'allocation des ressources grâce à l'utilisation de la budgétisation axée sur la performance et les résultats. Un montant supplémentaire de 3,9 milliards d'USD serait nécessaire pour poursuivre la mise en œuvre jusqu'en 2030, il garantirait en effet le bon fonctionnement des systèmes alimentaires et des marchés, la viabilité financière à long terme de la stratégie et la transparence des dépenses publiques.
237. **Un représentant de l'ESWATINI** a indiqué que parvenir à garantir la nutrition des groupes vulnérables en particulier, relevait de la gageure pour son pays, surtout dans le cadre de la riposte du pays aux effets des changements climatiques, notamment les sécheresses prolongées, les précipitations de grande ampleur et les tempêtes de grêle qui détruisaient les cultures et les infrastructures. Les stratégies pour résoudre ces problèmes comprenaient la construction de barrages pour protéger les taux de rendement et le

développement de marchés pour les diverses cultures produites. La plupart des agriculteurs d'Eswatini étaient de petits exploitants agricoles, qui occupaient près des trois quarts des terres agricoles du pays. Le FIDA et d'autres partenaires de développement devaient unir leurs forces pour aider le monde à mettre fin à la faim et à la pauvreté, conformément à l'objectif de développement durable n° 2.

238. **Une représentante de l'ALLEMAGNE** a déclaré que son pays soutenait les objectifs liés à la nutrition ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre d'un nouveau Plan d'action pour la nutrition, tel que discuté dans le cadre de FIDA13. Elle a ajouté que l'Allemagne comptait en outre sur les trois organismes ayant leur siège à Rome pour suivre une stratégie cohérente dans leurs efforts conjoints à cet égard. Outre la protection de l'environnement et la viabilité socio-économique, la santé et la nutrition étaient les objectifs finaux essentiels de la transformation des systèmes agroalimentaires, qui exigeaient un changement d'orientation de la quantité vers la qualité dans toutes ses dimensions et étaient essentiels pour trouver des solutions aux changements climatiques, à la perte de biodiversité, à la faim et à la malnutrition. Engagée dans cette transformation à l'échelle mondiale, l'Allemagne était un fervent soutien du FIDA et de ses organismes partenaires ayant leur siège à Rome dans la poursuite de cette ambition.
239. Enfin, les progrès en matière de nutrition nécessitaient des plans d'action et des programmes tenant compte des enjeux nutritionnels et témoignant d'un engagement clair à ne laisser personne de côté. À cette fin, les personnes handicapées devaient être identifiées en tant que groupe vulnérable dont les membres – pour la plupart dans les pays en développement – représentaient environ 15% de la population mondiale. La nutrition et le handicap étaient intimement liés; la malnutrition pouvait directement causer ou contribuer au handicap et inversement, avec des implications potentielles intergénérationnelles et tout au long de la vie. Malgré les nombreux projets du FIDA qui s'intéressaient aux personnes handicapées, le prochain Sommet mondial sur le handicap à Berlin serait l'occasion de s'engager clairement et fermement en faveur d'un développement rural tenant compte du handicap. Tous ont été encouragés à soulever la question au Sommet N4G et au deuxième Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires à Addis-Abeba en juillet 2025.
240. **Un représentant d'EL SALVADOR** s'est joint à l'appel en faveur d'investissements dans la nutrition et d'une action coordonnée des trois organismes ayant leur siège à Rome, et a déclaré que la nutrition était un élément crucial de la feuille de route de son pays sur les systèmes alimentaires, compte tenu de son rôle évident dans la transformation sociale et de ses avantages à court, moyen et long terme. Il a ajouté que El Salvador était fermement résolu à fournir une nutrition adéquate à sa population dès la petite enfance, convaincu qu'une telle politique aurait un impact positif sur les niveaux de scolarisation, la santé et la qualité de vie sociale.
241. Malgré un paysage mondial de la nutrition quelque peu décourageant, les objectifs fixés dans la feuille de route de son pays sur les systèmes alimentaires seraient réalisables avec l'appui de la communauté internationale et d'organismes tels que le FIDA. De tels efforts collectifs contribueraient à relever les défis communs liés au climat et à d'autres enjeux, à renforcer les capacités gouvernementales pour améliorer les systèmes alimentaires et à assurer une nutrition adéquate à la population.
242. **Un représentant de l'ÉRYTHRÉE** a déclaré que son pays avait une longue histoire de partenariat avec le FIDA dans des projets ruraux de développement agricole qui impliquaient de petits exploitants agricoles, et mettaient l'accent sur la gestion des ressources naturelles et le développement intégré des cultures, de l'élevage et de la pêche. Les changements qui en avaient résulté avaient

considérablement favorisé la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'abord dans des régions spécifiques, puis à l'échelle nationale. Consciente de la complexité de la question de la malnutrition, de la volonté d'atteindre les objectifs de développement durable et de l'impact des guerres dans la région, l'Érythrée s'était lancée dans son troisième plan de développement agricole durable dans le but de fournir des aliments sains et nutritifs à tous les habitants d'ici 2028.

243. Des stratégies axées sur les petits et moyens producteurs commerciaux et des trains de mesures pour l'agriculture familiale étaient également mis en œuvre. Dans le cadre de sa riposte à la crise liée aux effets des changements climatiques, notamment la dégradation de l'environnement et la sécheresse, l'Érythrée s'était en outre tournée vers la production et la distribution d'engrais organiques, qui s'étaient avérées très bénéfiques. Le délégué a ajouté que l'Érythrée serait toujours heureuse de coopérer avec le FIDA pour atteindre les objectifs mondiaux et nationaux relatifs à la fourniture d'une alimentation saine et nutritive pour tous, sans exception.
244. **Une représentante de la RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA**, soulignant que les approches liées à la nutrition devaient être prioritaires en tant qu'éléments clés de la lutte contre la faim et la pauvreté, a déclaré que son pays attachait une grande importance aux politiques agroalimentaires et à la nutrition: en ce sens, il se fondait sur sa production alimentaire nationale et son Plan de distribution sur des directives relatives aux besoins en nutriments et calories et procédait à une évaluation de la qualité de l'alimentation. Son pays avait ainsi été en mesure de protéger les plus vulnérables des conséquences des sanctions qui lui étaient infligées, comme en témoignait la réduction de l'émaciation et du retard de croissance, en particulier chez les enfants de moins de deux ans. Les mesures mises en place allaient de pair, en outre, avec l'éducation à une alimentation saine.
245. Après avoir également mené des recherches sur la relation entre nutrition et climat, le pays serait heureux de partager ses conclusions sur la définition d'indicateurs relatifs aux changements climatiques en vue de favoriser la réalisation du Programme 2030.
246. **Une représentante de l'INDONÉSIE** a déclaré que des investissements solides et précoces dans le domaine de la nutrition étaient essentiels au développement humain, à la durabilité et à une croissance inclusive, et que le premier kilomètre de la filière agricole servait de base à des systèmes agroalimentaires résilients et à forte valeur ajoutée. Les politiques nationales en Indonésie étaient conçues pour autonomiser les petits exploitants, améliorer l'accès à des intrants de qualité et augmenter la productivité globale dans le secteur. La priorité était donnée aux investissements dans la nutrition, notamment par le biais d'un nouveau programme de repas nutritifs gratuits destiné à des millions d'écoliers. Considéré comme une occasion en or d'investir dans le capital humain à long terme, le programme contribuerait à la réalisation du Programme 2030. L'éducation à la nutrition, à la planification des repas et à des habitudes alimentaires saines était un autre élément clé du programme, l'idée étant de générer une prise de conscience nutritionnelle à long terme et des pratiques meilleures.
247. L'Indonésie était déterminée à catalyser les investissements dès le premier kilomètre afin de libérer tout le potentiel du secteur agricole. En alignant les politiques nationales sur les meilleures pratiques internationales et en tirant parti de l'expertise et des ressources de partenaires tels que le FIDA, le pays aspirait à créer un écosystème agricole dynamique, inclusif, résilient et durable. La déléguée a également exprimé le souhait de voir le FIDA renforcer ses relations avec d'autres organisations internationales, notamment en vue d'élaborer une stratégie nutritionnelle unifiée, et de s'engager avec le secteur privé pour résoudre les problèmes critiques liés au financement du premier kilomètre. En

travaillant ensemble dans le cadre de partenariats public-privé et de la coopération Sud-Sud et triangulaire, il serait possible d'assurer l'accès des personnes les plus vulnérables du monde aux ressources et au soutien dont elles ont besoin pour s'adapter à un avenir plus durable.

248. **Une représentante de l'UNION EUROPÉENNE** faisant remarquer que la discussion avait mis en évidence la complexité de la nutrition dans toutes ses dimensions, a déclaré que l'Union européenne et ses États membres étaient déterminés à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale. Grâce à ses instruments de coopération pour le développement et d'aide humanitaire, l'Union avait alloué ces dernières années plus de 4 milliards d'euros à la promotion de l'accès à une alimentation en quantité suffisante, saine et nutritive. Ce faisant, elle soutenait effectivement une approche multisectorielle qui impliquait d'agir simultanément sur différents fronts, qu'il s'agisse d'améliorer la santé des sols, de promouvoir une agriculture résiliente au changement climatique et respectueuse de la biodiversité ou d'améliorer l'accès à des régimes alimentaires sains, à l'éducation et à la protection sociale.
249. L'approche en question impliquait également de travailler avec un éventail d'acteurs, dont le secteur privé. Grâce à sa nouvelle initiative de financement connue sous le nom de Global Gateway, l'Union européenne intensifiait son engagement avec ce secteur et les banques de développement. De plus, elle avait depuis longtemps engagé une excellente collaboration avec le FIDA, ce qui permettait de catalyser les investissements spécifiquement destinés aux petits exploitants agricoles et leur intégration dans les filières qui promouvaient, produisaient, transformaient et distribuaient des aliments plus nutritifs.
250. Le Sommet N4G se tenait à un moment charnière et devait réaffirmer l'engagement commun en faveur de systèmes alimentaires prenant en compte la nutrition. Au-delà de la nutrition, il s'agissait également de la bonne santé des individus et de la planète. L'organisme des Nations Unies doit collaborer étroitement à cet effort, avec le plein appui de tous.
251. **Gérardine MUKESHIMANA** (Vice-Présidente du FIDA) a déclaré dans ses remarques finales que, malgré tous les efforts déployés, une personne sur quatre sur la planète n'avait pas un accès régulier à une alimentation saine, nutritive et en quantité suffisante. Il était néanmoins clair, tant sur le plan moral qu'économique, que réduire la malnutrition sous toutes ses formes, notamment dans les contextes de fragilité, était une situation gagnant-gagnant et un investissement rentable pour les générations présentes et futures. Les gains économiques et les économies réalisées en matière de soins de santé avaient été démontrés à maintes reprises. Ce n'était qu'à travers des efforts communs et ambitieux que l'on pourrait atteindre l'objectif de développement durable n° 2 (éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition). La nutrition était une condition préalable au développement durable. Sans des nutriments de bonne qualité, les enfants ne pouvaient pas apprendre, leurs parents ne pouvaient pas travailler, les grands-parents ne pouvaient pas profiter de leurs petits-enfants et les communautés ne pouvaient pas prospérer. Il existait aussi des preuves formelles du lien entre le climat et la nutrition et du rôle vital que l'autonomisation des femmes, des jeunes et des peuples autochtones jouait dans la lutte contre la faim.
252. Le FIDA suivait une approche holistique qui intégrait la nutrition, la résilience aux changements climatiques, la biodiversité et l'inclusion sociale grâce à un modèle axé sur humain et piloté par les communautés. L'intention était de porter le niveau des investissements dans la nutrition du FIDA au-delà des 60% actuels. En identifiant et en soutenant les filières tenant compte des enjeux nutritionnels, les investissements du FIDA avaient favorisé l'augmentation de la production et la durabilité. Le FIDA avait donné la priorité aux initiatives pilotées par les

communautés, telles que les fermes et les jardins potagers axés sur des cultures diversifiées et riches en nutriments. En outre, le FIDA investissait dans des programmes de repas scolaires, qui pouvaient souvent faire la différence entre les enfants qui recevaient une éducation et ceux qui étaient simplement envoyés à l'école. Ces initiatives permettaient d'offrir des régimes alimentaires plus sains aux enfants et de renforcer les liens avec les systèmes de production alimentaire locaux, et créaient ainsi des débouchés durables pour les petits exploitants agricoles. La Vice-Présidente a ajouté que tous ces travaux avaient été menés en partenariat avec les gouvernements, les fonds climatiques, le secteur privé, les partenaires internationaux, les communautés locales et les autres organismes ayant leur siège à Rome.

253. Il était inacceptable que les petits exploitants agricoles, qui étaient les plus proches de la terre et responsables d'un tiers de la production alimentaire mondiale, ne puissent offrir des aliments nutritifs à leurs propres familles. Sans prioriser les investissements dans l'agriculture à dimension nutritionnelle, il serait impossible de construire un monde dans lequel chaque parent pourrait mettre suffisamment de nourriture sur la table pour ses proches et pour lui-même.
254. **La MODÉRATRICE** a remercié les intervenants d'avoir partagé leurs expériences et leurs points de vue tout au long d'un débat riche d'enseignements.
255. **La séance a été levée à 18 h 45.**

- iii) Compte rendu analytique de la troisième séance de la quarante-huitième session tenue le jeudi 13 février 2025 à 9 heures.

Présidence: Son Excellence M. Christophe Schiltz (Luxembourg)

Table des matières

	Paragraphes
Rapport de situation annuel conjoint sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome (point 8 de l'ordre du jour)	257-265
Rapport sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (point 5 de l'ordre du jour)	266-280
Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2025, perspectives budgétaires pour 2026-2027, budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2025 et plan indicatif pour 2026-2027 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et rapports de situation sur l'Initiative PPTE, le SAFP et le MARE (point 6 de l'ordre du jour)	281-300
Modification des textes juridiques fondamentaux du FIDA (point 7 de l'ordre du jour)	301-309
Dialogue des Gouverneurs avec les peuples autochtones	310-346
Table ronde annuelle des Gouverneurs: L'exigence de résultat dans la conception et l'exécution, face à des situations de plus en plus complexes	347-427

256. **La séance a été ouverte à 9 h 10.**

RAPPORT DE SITUATION ANNUEL CONJOINT SUR LA COLLABORATION ENTRE LES ORGANISMES AYANT LEUR SIÈGE À ROME (point 8 de l'ordre du jour) (GC 48/L.5)

257. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a présenté le point de l'ordre du jour et a indiqué que la direction du FIDA avait choisi d'inscrire à l'ordre du jour le rapport de situation annuel conjoint sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome, tel qu'il figurait dans le document GC 48/L.5, afin de souligner l'importance de ladite collaboration. Lors de la manifestation spéciale qui suivrait pour célébrer les résultats obtenus à cet égard, le Prix d'excellence 2024, qui récompensait un degré de collaboration exceptionnel au niveau des pays, serait remis après une allocution des chefs des trois organismes ayant leur siège à Rome, à commencer par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
258. **M. QU Dongyu** (Directeur général de la FAO) a remercié le FIDA d'avoir donné un second souffle à ce prix important et a ajouté que la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome prenait de nombreuses formes et était entretenue à tous les niveaux, mais que les résultats les plus concrets étaient nécessaires et obtenus au niveau des pays. Il a chaleureusement félicité les équipes de pays du Pérou et des îles du Pacifique pour leurs réalisations exceptionnelles, qui leur avaient valu de remporter l'édition 2024 du prix. Il a dit qu'au Pérou, l'équipe de pays des organismes ayant leur siège à Rome avait impulsé une transformation des politiques en renforçant les systèmes de passation de marchés publics, en faisant en sorte que des millions de personnes jouissent des avantages créés et en améliorant les stratégies nationales de sécurité alimentaire. Dans les îles du Pacifique, les efforts conjoints des organismes avaient favorisé l'inclusion et la durabilité, l'accent étant particulièrement mis sur l'égalité femmes-hommes et la résilience climatique.
259. Ensemble, les organismes ayant leur siège à Rome avaient amélioré la sécurité alimentaire en encourageant de concert la transition vers des systèmes agroalimentaires mondiaux plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables. Ensemble, ils avaient promu le développement rural et favorisé l'autonomisation des femmes et des jeunes ainsi que des populations locales et des communautés autochtones. Ensemble, ils avaient œuvré pour concrétiser les quatre améliorations — de la production, de la nutrition, de l'environnement et des conditions de vie — et ne laisser personne de côté. En célébrant ces réussites, ils reconnaissaient que la solidarité, les partenariats et la collaboration, ainsi que l'engagement politique, étaient essentiels face aux enjeux mondiaux. La FAO était déterminée à poursuivre son action aux côtés du FIDA et du Programme alimentaire mondial (PAM).
260. **M^{me} Cindy McCAIN** (Directrice exécutive du PAM), après avoir aussi félicité les lauréats du Prix d'excellence, a relevé que les organismes ayant leur siège à Rome n'étaient, de toute évidence, pas en bonne voie pour remplir leur mission commune, à savoir éliminer la faim et l'insécurité alimentaire d'ici 2030. Alors que l'escalade des conflits, les catastrophes naturelles et l'instabilité économique plongeaient chaque année des millions de personnes dans la faim, les organismes ayant leur siège à Rome devaient plus que jamais trouver des solutions nouvelles et plus créatives pour s'acquitter de leur mission. En mettant en commun leurs vastes connaissances, compétences et ressources, ils pouvaient aider les gouvernements et les pays à éliminer la faim.
261. Les lauréats du Prix d'excellence avaient montré qu'en s'associant aux gouvernements, les organismes ayant leur siège à Rome pouvaient renforcer les systèmes des pays, faciliter la concrétisation des priorités nationales et encourager un développement durable et porteur de transformation. Ensemble, ils luttaient contre la faim et jetaient les bases d'une sécurité alimentaire à long terme au

moyen de solutions portées par les pays. Ensemble, en tant qu'équipe mondiale unie, ils pouvaient un jour atteindre cet objectif.

262. **M. Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a fait observer que le Prix d'excellence reflétait bien la mission commune du FIDA, de la FAO et du PAM, à savoir garantir la sécurité alimentaire pour tous. Le prix mettait en lumière les solutions qui fonctionnaient sur le terrain et soulignait l'impact considérable que la coordination pouvait avoir sur les conditions de vie. Au Pérou, le partenariat entre les organismes ayant leur siège leur à Rome avait permis à de petits exploitants de bénéficier d'un système structuré de passation de marchés publics, qui leur avait ensuite permis d'améliorer leurs moyens d'existence et de produire des aliments plus nutritifs. Dans le Pacifique, les équipes des organismes œuvraient pour la sécurité alimentaire et la résilience dans 14 pays insulaires en donnant plus de moyens d'action aux femmes rurales et en relevant ensemble les défis liés au climat.
263. Le Président du FIDA a invité M. Candra Samekto, Directeur de pays du FIDA pour les pays insulaires du Pacifique, et M^{me} Sara Laughton, Directrice de pays du PAM au Pérou, à accepter le Prix d'excellence au nom de leurs équipes respectives.
264. **Le Prix d'excellence 2024 des organismes ayant leur siège à Rome a été remis aux deux représentants des lauréats.**
265. **Le Conseil des gouverneurs a pris note du rapport de situation annuel conjoint sur la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome.**

RAPPORT SUR LA TREIZIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA (point 5 de l'ordre du jour) (GC 48/L.2)

266. **M. Hernán ALVARADO** (Vice-président adjoint et Responsable des finances en chef, chargé du Département des opérations financières) a fait le point sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), tel qu'il était décrit dans le document GC 48/L.2, et a indiqué que des instruments de contribution supplémentaires avaient été confirmés par l'Inde, le Maroc et la Norvège depuis la parution du rapport et que l'accord avec la Finlande concernant un prêt concessionnel de partenaire avait récemment été officialisé. Les instruments de contribution représentaient donc 1,05 milliard d'USD au 10 février 2025, soit l'équivalent de 74% des contributions annoncées.
267. En outre, depuis la parution du rapport, des paiements supplémentaires avaient été versés par le Brésil, la Guinée-Bissau, l'Inde, le Lesotho, Madagascar, le Maroc et la Suède, ce qui portait le total des paiements à 190 millions d'USD, soit 13% du total des contributions annoncées. Les États membres qui n'avaient pas encore annoncé leurs contributions ou déposé leurs instruments de contribution étaient encouragés à le faire dès que possible.
268. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs**, ayant lui aussi demandé de faire en sorte que le FIDA puisse continuer de faire œuvre utile, a invité les participants à faire part de leurs observations.
269. **Un représentant de l'ARABIE SAOUDITE** a indiqué son pays apporterait une contribution de 30 millions d'USD à FIDA13 en vue de promouvoir la sécurité alimentaire des pays en développement, de concourir aux efforts faits par le FIDA pour atténuer les risques et garantir la viabilité financière à long terme, et de permettre au Fonds de continuer à s'acquitter de son mandat. Il a ajouté que la durabilité des ressources en eau était essentielle pour parvenir à la sécurité alimentaire et réduire les pertes et le gaspillage de nourriture en améliorant la productivité et la compétitivité du secteur agricole de façon durable, et que des investissements dans des moyens d'existence durables étaient tout aussi primordiaux pour instaurer la paix et la stabilité sociale à l'échelle mondiale et atteindre les objectifs de développement durable.

270. **Un représentant du Pérou** a fait savoir que la contribution annoncée par le Pérou (375 000 USD) avait été confirmée et que l'instrument de contribution correspondant devrait être déposé en mai 2025. D'après le document GC 48/L.2, le total des contributions annoncées au 31 décembre 2024 s'élevait à 1,41 milliard d'USD sur un objectif de reconstitution des ressources de 1,875 milliard d'USD, ce qui soulignait qu'il fallait accélérer les efforts faits pour respecter les engagements. Le Pérou appréciait le rôle joué par le FIDA dans le financement du développement rural et la lutte contre la pauvreté rurale et était favorable à l'accent mis par FIDA13 sur le renforcement de la résilience climatique, la durabilité environnementale et la petite agriculture. Il restait attaché à la coopération internationale au service du développement rural durable et continuerait de participer activement aux efforts mondiaux pour que le FIDA puisse encore épauler les petits producteurs et les communautés rurales des pays en développement.
271. **Un représentant de la France** a salué la détermination dont le FIDA avait fait preuve pour mobiliser des ressources dans le cadre de FIDA12 et a relevé que les mesures prises par le Fonds au titre de FIDA13 avaient permis d'atteindre un niveau historique de reconstitution des ressources qui témoignait de la confiance des États membres envers l'institution. La France était honorée d'être, avec l'Angola, la championne de la reconstitution des ressources et se félicitait que la dynamique de l'année précédente se poursuive, au vu de l'annonce faite par le représentant de l'Arabie saoudite.
272. **Un représentant de Maurice** a dit que la reconstitution des ressources était indispensable à la lutte contre la pauvreté et la malnutrition et que les principes de résilience, de durabilité et d'inclusion étaient de la première importance. Toutefois, il était nécessaire de retenir des critères plus clairs pour définir les groupes vulnérables, mais aussi d'appliquer des mesures complémentaires pour garantir la résilience de projets intelligents d'atténuation et d'adaptation climatiques. La collaboration avec des organisations non gouvernementales des secteurs privé et public devrait aussi être améliorée, tout comme le suivi et la budgétisation par programme, et les institutions de financement comme la Banque islamique de développement devraient faire preuve d'une plus grande souplesse s'agissant des projets susceptibles de recevoir le soutien des banques.
273. **Une représentante de la Suède** a annoncé que la Suède avait décidé d'apporter une contribution de 57,5 millions d'USD aux ressources de base de FIDA13, ce qui montrait bien l'importance que le pays accordait au FIDA, partenaire indispensable pour atteindre ses objectifs de coopération au service du développement. Le programme de travail de FIDA13 correspondait de près aux priorités de la Suède, en particulier s'agissant d'améliorer la participation du secteur privé et de mettre fortement l'accent sur le climat. L'intervenante a ajouté que FIDA13 serait le dernier cycle complet de reconstitution des ressources avant 2030, ce qui signifiait que le programme de travail devait être exécuté avec succès si l'on voulait garantir les contributions du FIDA à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2 (Faim zéro).
274. Le niveau record de la reconstitution des ressources témoignait du large soutien que les États membres apportaient au FIDA, du fait que l'action du Fonds restait pertinente dans les domaines de la sécurité alimentaire et du développement durable, notamment au regard de la résilience climatique et de l'autonomisation économique des femmes, et des excellents résultats enregistrés par le FIDA en matière d'efficacité du développement.
275. **Une représentante de la Guinée** a remercié le FIDA du travail remarquable qu'il avait accompli à l'appui du secteur rural dans son ensemble et du développement socioéconomique de la Guinée en particulier, et a annoncé une contribution de 300 000 USD à FIDA13, ce qui représentait une hausse de 50% par rapport à FIDA12. Consciente du rôle extrêmement important du FIDA dans le secteur

agroalimentaire guinéen et la lutte contre la pauvreté rurale, la Guinée était déterminée à honorer son annonce de contribution.

276. **Une représentante du SOUDAN DU SUD** a dit que des milliers de ménages sud-soudanais bénéficiaient de trois grands projets exécutés en partenariat avec le FIDA, qui avaient pour objectif de promouvoir respectivement l'amélioration et la résilience des moyens d'existence, le développement économique rural et la réduction de la pauvreté, et le développement agricole durable. Le Soudan du Sud se félicitait de la contribution du FIDA et des efforts menés de concert pour faire notamment progresser les moyens d'existence ruraux. Il espérait tirer parti de l'expérience d'autres pays et participer plus activement à la conception des projets. Il espérait également prendre part à la sélection des partenaires d'exécution, car deux des trois projets mentionnés avaient connu des retards en raison des partenaires choisis, apparemment par le FIDA même. Cette question avait été soulevée auprès de ce dernier, ce qui faisait espérer que les priorités du pays seraient prises en compte dans le cadre de sa collaboration avec le Fonds.
277. **Une représentante de l'ÉQUATEUR** s'est félicitée que le nouveau programme de travail soit axé sur les grandes priorités recensées, comme les changements climatiques, et a indiqué que l'Équateur s'était acquitté de son paiement de 210 000 USD au titre de FIDA13 et attendait avec intérêt d'avoir accès à des ressources issues de la reconstitution en vue de continuer à encourager le développement rural. Elle a ajouté que l'attachement du FIDA aux projets actuellement menés pour renforcer les capacités d'entrepreneuriat en milieu rural était très apprécié, tout comme le soutien apporté à la proposition innovante de l'Équateur tendant à mobiliser des fonds verts par l'intermédiaire de l'Association équatorienne des banques privées, une initiative qui serait mise en œuvre avec les experts techniques compétents.
278. **Un représentant de l'OUZBÉKISTAN** a dit que le pays récoltait les fruits de la nouvelle relation dynamique nouée avec le FIDA durant la mise en œuvre de l'actuel programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), qui englobait un grand nombre de nouveaux projets. En outre, le FIDA avait ouvert un nouveau bureau de pays à Tachkent en 2024. L'Ouzbékistan avait considérablement augmenté sa contribution volontaire pendant FIDA12 et avait quadruplé cette contribution à l'occasion de FIDA13. En 2025 et 2026, il prévoyait de mobiliser 5 milliards d'USD en vue de réduire la pauvreté dans l'ensemble du pays. Tous les États membres devraient s'efforcer de concourir davantage à l'action du FIDA.
279. **Un représentant de la FÉDÉRATION DE RUSSIE**, après avoir attiré l'attention sur la déclaration générale de la délégation russe, qui était publiée sur la page Web du Conseil des gouverneurs et dans laquelle le pays se disait satisfait du programme de travail de FIDA13, a fait savoir que les autorités du pays s'attachaient actuellement à fixer le montant de la contribution de la Fédération de Russie à FIDA13. La date de versement de la contribution dépendrait entièrement de la situation concernant les règlements internationaux et de l'activité bancaire internationale au vu des mesures restrictives unilatérales imposées à la Fédération de Russie.
280. **Le Conseil des gouverneurs a pris note du rapport sur l'état de FIDA13.**
- PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGETS ORDINAIRE ET D'INVESTISSEMENT DU FIDA AXÉS SUR LES RÉSULTATS POUR 2025, PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES POUR 2026-2027, BUDGET-PROGRAMME DE TRAVAIL AXÉ SUR LES RÉSULTATS POUR 2025 ET PLAN INDICATIF POUR 2026-2027 DU BUREAU INDÉPENDANT DE L'ÉVALUATION DU FIDA, ET RAPPORTS DE SITUATION SUR L'INITIATIVE PPTE, LE SAFP ET LE MARE (point 6 de l'ordre du jour) (GC 48/L.3)

281. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs**, attirant l'attention sur les informations présentées sur le point de l'ordre du jour dans le document GC 48/L.3, a dit que le Conseil d'administration, à sa cent quarante-troisième session, tenue en décembre 2024, avait approuvé les programmes de travail du FIDA et de son Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) et avait examiné les budgets proposés pour ces deux entités. Le Conseil d'administration avait ensuite recommandé de soumettre ces programmes de travail à l'approbation du Conseil des gouverneurs et de présenter audit Conseil, pour information, les rapports de situation sur l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, le Système d'allocation fondé sur la performance et le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE).
282. **M^{me} Gérardine MUKESHIMANA** (Vice-Présidente du FIDA), présentant le programme de travail et les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2025 et les perspectives budgétaires pour 2026-2027, tels qu'ils étaient proposés dans la première partie du document GC 48/L.3, a dit que le budget visait à concrétiser l'ambition de FIDA13, à savoir exécuter un programme de travail de 10 milliards d'USD au cours des trois années à venir. L'objectif était d'améliorer les moyens d'existence de plus de 100 millions de ruraux, l'accent étant tout particulièrement mis sur les zones prioritaires dans les contextes de fragilité, la résilience climatique et la gestion de la biodiversité, et de mettre à profit les partenariats avec le secteur privé. Il était proposé d'établir un budget ordinaire d'un montant net de 190,51 millions d'USD et un budget d'investissement de 5,48 millions d'USD, ce qui représentait une augmentation réelle de 1,18% qui permettait de répondre au besoin d'investissement supplémentaire dans ces trois domaines prioritaires de FIDA13 tout en respectant le principe de prudence en matière financière. En outre, le projet tenait compte d'une augmentation nette des prix de 2,69%, établie à l'issue d'une évaluation détaillée des tendances de l'inflation et des ajustements de taux de change. Des informations précises sur les facteurs de coût et les arbitrages opérés pour compenser toute augmentation des coûts en dehors des domaines prioritaires de FIDA13 étaient communiquées dans le document.
283. La direction du FIDA avait également introduit des améliorations pour accroître la transparence et la reddition de comptes, notamment: un premier lien entre les allocations de ressources et les résultats attendus; deux nouveaux indicateurs d'efficience; une trajectoire budgétaire à court terme qui prévoyait une augmentation réelle de 0,85% en 2026 et une croissance réelle nulle en 2027. La direction réexaminerait ces hypothèses pendant l'exercice budgétaire de 2026, sur la base des observations reçues du Conseil d'administration.
284. S'agissant de la décentralisation, des dispositions avaient été prises pour couvrir le coût de la mise en place et du fonctionnement de nouveaux pôles régionaux dans la région de l'Asie et du Pacifique et la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2025, mais pas pour couvrir la création de certains bureaux de pays, qui avait été reportée en raison de problèmes de sécurité. Le budget d'investissement de 5,48 millions d'USD servirait à couvrir d'importantes dépenses cycliques et de continuité des opérations tout en facilitant des initiatives stratégiques clés. Parmi les dépenses d'investissement, 70% seraient axées sur la continuité des opérations et le reste servirait à des initiatives transversales et à la concrétisation de nouvelles priorités stratégiques.
285. Dans un environnement mondial de plus en plus complexe, le projet de budget pour 2025 devait permettre au FIDA d'être un chef de file ambitieux, d'agir de façon responsable et d'intervenir au service d'objectifs clairs.
286. **M. Indran NAIDOO** (Directeur d'IOE, FIDA), présentant la deuxième partie du document GC 48/L.3, a précisé que le budget-programme de travail d'IOE proposé pour 2025, tel qu'il était décrit dans le document, tenait compte des échanges eus

en 2024 avec le Comité d'audit, le Comité d'évaluation et le Conseil d'administration ainsi que des retours d'information positifs reçus de ces derniers. Le nouveau budget se rapprochait du plafond budgétaire d'IOE et permettrait que davantage d'évaluations de la stratégie et du programme de pays (ESPP) soient achevées en amont de l'élaboration de nouveaux COSOP. L'augmentation de la part de COSOP établis après une ESPP, qui passerait de 44% à 57%, renforcerait le principe de responsabilité et aiderait à tirer des enseignements des évaluations indépendantes.

287. Le nombre moyen de pays faisant l'objet d'une ESPP sur une période mobile de trois ans avait désormais doublé et était passé à 30, ce qui, sur le plan financier, correspondait à une hausse de 48% du portefeuille couvert (2,3 milliards d'USD en 2023-2024 contre 3,4 milliards d'USD en 2025-2026). Ces chiffres montraient bien que les ressources investies par le FIDA étaient scrupuleusement examinées par IOE.
288. Le budget-programme d'IOE pour 2025 s'inscrivait dans le droit fil de la stratégie pluriannuelle du Bureau pour 2022-2027. En 2025, IOE procéderait à trois grandes évaluations: l'évaluation au niveau de l'institution sur FIDA11 et FIDA12; l'évaluation thématique des interventions financées par le FIDA en rapport avec la nutrition humaine; l'évaluation de l'expérience du FIDA dans les petits États insulaires en développement. IOE lancerait également un examen rapide indépendant au niveau de l'institution de la Politique du FIDA en matière de ressources humaines et élaborerait le Rapport annuel 2024 sur l'évaluation indépendante au FIDA. En outre, il accorderait une plus grande attention aux activités menées au niveau des pays et interviendrait directement dans 14 pays, achèverait les ESPP de l'Égypte et de la République démocratique populaire lao et réaliserait de nouvelles ESPP en Bolivie (État plurinational de), en Côte d'Ivoire, à Djibouti, au Honduras, au Mexique, au Mozambique, au Paraguay, au Sénégal, au Tchad, au Viet Nam, en Zambie et au Zimbabwe.
289. De plus, IOE procéderait à des évaluations de la performance du projet dans quatre pays — Cambodge, Malawi, Nigéria et Tadjikistan — et, comme par le passé, validerait les rapports d'achèvement de projet disponibles. La réorganisation et la réforme du Bureau permettraient de réduire les délais et le coût des évaluations et plus de 20 pays pourraient ainsi être couverts.
290. Enfin, en 2025, IOE prévoyait des activités d'appui aux capacités d'évaluation et d'échange de connaissances et continuerait de participer activement aux réseaux d'évaluation internationaux. Il présiderait le Groupe de coopération pour l'évaluation et organiserait un atelier avec le Groupe consultatif pour l'évaluation. En application de la Politique de l'évaluation de 2021, le FIDA se devait de procéder à un examen par les pairs pendant la période 2025-2026, en particulier s'agissant de l'autoévaluation. En coopération avec la direction, IOE mènerait les travaux préparatoires de l'examen par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA prévu pour 2026.
291. Le budget total d'IOE pour 2025 s'établissait à 7,25 millions d'USD, ce qui représentait quelque 0,6% du programme de prêts et dons de FIDA13, soit moins que le plafond, fixé à 0,9%. En plus de renforcer la reddition de comptes, la transparence et l'apprentissage au FIDA et parmi ses partenaires, une plus grande portée des évaluations permettrait que les constatations, les conclusions et les recommandations soient prises en compte dans tous les nouveaux COSOP.
292. **Un représentant de l'ANGOLA**, saluant l'approche consultative adoptée pour établir le budget et le programme de travail, a dit que la direction devait être félicitée du vaste processus de classement des priorités qui avait abouti à un budget axé sur les résultats et à un programme de travail et un programme de prêts ambitieux. Les augmentations budgétaires proposées pour le FIDA et IOE étaient bienvenues, mais il fallait clairement tracer la voie à suivre pour parvenir à

une croissance réelle nulle avant 2027. Le FIDA jouait un rôle unique s'agissant de soutenir les systèmes alimentaires, la résilience et les meilleures pratiques ainsi que les projets d'adaptation climatique en faveur des petits producteurs. La direction devrait également être félicitée pour l'efficience et l'efficacité avec lesquelles le programme de prêts et dons de FIDA12 avait été exécuté, malgré des facteurs mondiaux qui échappaient au contrôle du Fonds.

293. IOE accomplissait un travail important et produisait des rapports et des analyses de qualité, sans lesquels il serait impossible d'évaluer les activités du FIDA et les projets mis en œuvre conjointement. L'audit et la supervision étaient également indispensables à la transparence et à l'efficience, puisqu'ilsaidaient à préserver la confiance entre toutes les parties, à repérer les domaines à améliorer et à promouvoir une bonne gouvernance. Les dispositifs d'audit et de supervision contribuaient en outre à la pérennité à long terme du FIDA et de ses projets en réduisant les risques et en encourageant l'adaptation constante des bonnes pratiques.
294. Les équipes locales concourraient au dynamisme et à la rapidité de l'exécution des projets et au suivi continu. La formation et le renforcement des capacités des acteurs locaux étaient une autre conséquence positive de l'ouverture de bureaux locaux et régionaux. L'Angola était favorable aux activités de décentralisation du FIDA et exhortait de nouveau la direction à investir dans le renforcement des partenariats avec les équipes locales.
295. **Un représentant de l'ITALIE**, exprimant son soutien au projet de budget du FIDA pour 2025 et à l'alignement dudit budget sur les priorités évoquées, a dit que, la décentralisation étant presque terminée, la direction devait être félicitée pour ses plans de croissance réelle nulle à l'horizon 2027. Le FIDA devrait redoubler d'efforts pour dégager des gains d'efficience et ainsi compenser les ajustements liés à l'inflation et les rubriques budgétaires peu prioritaires. Il convenait de canaliser les ressources vers les activités de base à valeur ajoutée du FIDA au service de la réalisation des objectifs de développement durable, en tenant compte des contextes des pays et des priorités nationales, et en s'attaquant à la fragilité et en garantissant l'inclusivité.
296. **Une représentante du BRÉSIL**, qui a elle aussi exprimé son soutien au programme de travail axé sur les résultats proposé pour 2025 et aux budgets connexes, a fait savoir que l'alignement sur les priorités de FIDA13 et la poursuite des efforts de décentralisation du Fonds étaient grandement appréciés, tout comme les mesures prises pour concilier discipline financière et ambition programmatique. L'adoption de mesures de réajustement, notamment des arbitrages et des initiatives de réduction des coûts, montrait un attachement fort à la responsabilité budgétaire, tout en garantissant des investissements stratégiques dans des initiatives de premier plan, comme la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST). Tous ces efforts étaient particulièrement importants pour promouvoir l'innovation et le partage de connaissances parmi les États membres, ce qui contribuerait à la réalisation de progrès communs et au développement durable.
297. Une collaboration productive avec le FIDA avait été facilitée durant FIDA12 par le MARE, qui avait été essentiel pour faire progresser le développement rural et relever des défis majeurs dans le secteur agricole. Pour ce qui était de FIDA13, le Brésil réaffirmait sa volonté de renforcer son partenariat avec le FIDA, en particulier de mettre à profit les possibilités offertes par le MARE, qui était un outil primordial pour la coopération Sud-Sud, facilitait le développement rural national et permettait au Brésil de contribuer au partage de connaissances entre les États membres du Fonds.
298. **Un représentant de la FÉDÉRATION DE RUSSIE** a exprimé son soutien au projet de budget, mais était d'avis que le FIDA devrait diversifier ses sources de financement et moins dépendre d'un cercle limité de donateurs. Le Fonds devrait

également recourir davantage à des monnaies autres que le dollar des États-Unis et l'euro afin de réduire autant que possible les risques associés aux variations des taux de change et aux mesures coercitives unilatérales, et d'améliorer l'accès des agriculteurs aux ressources dans les pays sujets à des restrictions concernant les paiements internationaux. Une action en ce sens était conforme à la volonté du Fonds de garantir la souplesse et la viabilité de l'exécution de ses projets sur le terrain.

299. La Fédération de Russie soutenait l'ambition du FIDA d'aider les pays en situation de crise ou d'après-crise, mais soulignait qu'il fallait faire preuve de précaution et bien apprécier les risques pour éviter les déséquilibres s'agissant des investissements dans des projets menés dans des contextes de fragilité. Le FIDA devrait également tirer parti de la coopération Sud-Sud de façon plus décisive et renforcer sa collaboration avec les structures régionales qui avaient le potentiel et les compétences institutionnels, scientifiques et techniques requis. L'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, la Nouvelle Banque de développement administrée par les pays du groupe BRICS et la Commission économique eurasienne pourraient s'associer au FIDA pour exécuter des projets dans diverses régions.
300. **Le Conseil des gouverneurs a adopté, par consensus et sans objection, la résolution 238/XLVIII sur le budget administratif comprenant le budget ordinaire et le budget d'investissement du FIDA et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2025, et a également approuvé le report à 2026 des crédits non engagés à la clôture de l'exercice financier 2025, à concurrence de 3% au maximum des crédits correspondants.**

MODIFICATION DES TEXTES JURIDIQUES FONDAMENTAUX DU FIDA (point 7 de l'ordre du jour) (GC 48/L.4)

301. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs**, présentant ce point, a déclaré que la proposition de modification figurant dans le projet de résolution annexé au document GC 48/L.4 se rapportait à l'article 6 du Règlement pour la conduite des affaires du Fonds et visait à modifier le cadre juridique interne pour donner effet à la Politique relative au traitement des allégations de faute portées à l'encontre de la Présidence du FIDA.
302. **M^{me} Katherine MEIGHAN** (Chef des services juridiques et de la gouvernance, FIDA), présentant cette modification, a indiqué qu'elle visait à encadrer les rôles et pouvoirs respectifs du Conseil des gouverneurs et du Conseil d'administration en ce qui concernait la Politique relative au traitement des allégations de faute portées à l'encontre de la Présidence du FIDA. Après l'examen, en 2022, du respect des meilleures pratiques des entités des Nations Unies et des institutions financières internationales par le Bureau de l'audit et de la surveillance, le Conseil d'administration, par l'intermédiaire du Comité d'audit, avait chargé la Direction d'élaborer des procédures pour le traitement des allégations de cet ordre. Le Conseil d'administration avait examiné et approuvé la politique à sa cent quarante-troisième séance en décembre 2024. Son entrée en vigueur exigeait maintenant de modifier le Règlement pour la conduite des affaires du Fonds, et concrètement d'inscrire à la section 6 un nouveau paragraphe 5, tel qu'indiqué dans le projet de résolution contenu dans le document.
303. **Une représentante de l'INDONÉSIE** a déclaré que, sans remettre en cause l'importance majeure d'une politique du FIDA pour le traitement des allégations de faute à l'encontre du Président, plusieurs États membres, dont l'Indonésie, avaient fait part à la cent quarante-troisième session du Conseil d'administration de leurs préoccupations concernant le processus. La question portait notamment sur la transparence et l'indépendance des organes chargés de superviser ce processus et sur la source du mandat autorisant l'élaboration d'une telle politique. L'Indonésie

ne s'opposerait pas au consensus sur ce point, mais a demandé que les procédures requises, y compris pour la sélection de l'organisme externe chargé de l'enquête et la mise en place d'une liste d'enquêteurs indépendants, soient élaborées de manière transparente, inclusive et dans le cadre d'un processus ouvert à tous les États membres. Une fois approuvée, la politique devrait être périodiquement examinée et, le cas échéant, révisée.

304. **Un représentant de l'ITALIE**, après avoir condamné la guerre d'agression illicite, non provoquée et injustifiée menée par la Russie contre l'Ukraine et rejeté toute présentation des faits tendant à imputer à d'autres les conséquences de cette guerre, a déclaré que, si elle était approuvée, cette politique comblerait une lacune importante dans le cadre de reddition de comptes du Fonds. En mettant en place un processus structuré et transparent pour traiter les allégations de faute à l'encontre de la Présidence, le FIDA serait prêt à toute éventualité, offrirait les garanties voulues contre tout abus de pouvoir et préserverait sa très bonne réputation institutionnelle. La politique était conforme aux meilleures pratiques et aux recommandations du Corps commun d'inspection du système des Nations Unies. Son élaboration avait suivi une procédure régulière, structurée, inclusive et transparente, la clause sur la révision étant une proposition bienvenue. Le pays de l'intervenant, qui partait du principe que la politique ne trouverait pas à s'appliquer dans le courant de l'année, était néanmoins très favorable à ce que le projet de résolution soit adopté par le Conseil des gouverneurs.
305. **Une représentante du CANADA**, elle aussi favorable au projet de résolution, a déclaré que la politique avait été dûment examinée et approuvée par le Conseil d'administration après une minutieuse procédure de diligence voulue. Cette politique venait en effet combler un angle mort dans le cadre normatif du FIDA puisqu'elle garantissait la mise en place des bonnes procédures de reddition de compte et de supervision. Il était indispensable, pour garder la confiance des États membres et autres parties prenantes du FIDA ou entités concernées par son mandat, de le doter d'un système de gouvernance solide, établissant clairement les rôles et responsabilités en cas d'allégation.
306. **Un représentant de la FÉDÉRATION DE RUSSIE** a déclaré que son pays, quoiqu'il ne siège pas au Conseil d'administration, avait suivi de près les délibérations sur la politique et souscrivait à la position exprimée entre autres par l'Indonésie, à savoir que la procédure était loin d'être transparente.
307. Concernant les meilleures pratiques du système des Nations Unies et les recommandations pertinentes du Corps commun d'inspection, les organismes des Nations Unies – abstraction faite des organismes ayant leur siège à Rome – qui avaient adopté des politiques analogues ne l'avaient fait qu'après plusieurs tours de délibérations approfondies ouvertes à tous les États membres. Les États membres intéressés comprenaient alors clairement la politique, son mécanisme, et le rôle des membres dans sa mise en œuvre. On ne pouvait pas en dire autant au FIDA.
308. Concernant la déclaration précédente sur la situation en Ukraine, le Conseil d'administration n'était pas là pour parler de politique, mais pour délibérer du développement rural et d'autres questions relevant du cœur de mission du FIDA.
309. **Le Conseil des gouverneurs a adopté par consensus la résolution 239/XLVIII portant modification du Règlement pour la conduite des affaires du Fonds et donnant effet immédiat à la Politique relative au traitement des allégations de faute portées à l'encontre de la Présidence du FIDA, ainsi qu'aux modifications connexes du mandat du Comité d'audit du Conseil d'administration.**

DIALOGUE DES GOUVERNEURS AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES

310. **Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA) a présenté la modératrice du Dialogue des gouverneurs avec les peuples autochtones, M^{me} Katherine Meighan, Chef des services juridiques et de la gouvernance du FIDA.
311. **La MODÉRATRICE**, notant que le FIDA travaillait en étroite collaboration avec les peuples autochtones du monde entier depuis près de 50 ans, a déclaré que le Dialogue des gouverneurs en cours se voulait un moyen de recueillir les recommandations et les divers points des peuples autochtones, sachant que la défense des droits et du patrimoine autochtones et la promotion de l'équité, de la durabilité et du respect mutuel étaient des missions communes. Une table ronde interactive suivrait l'allocution de l'orateur principal, M. Albert Barume, Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, et la synthèse des délibérations de la septième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA (IPFI) qui serait présentée par M^{me} Myrna Cunningham, Présidente du Comité de pilotage du Forum.
312. **M. Albert BARUME** (Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones), dans son allocution principale, a déclaré que le FIDA méritait tous les applaudissements puisqu'il avait fait œuvre de pionnier dans le système des Nations Unies en institutionnalisant le dialogue avec les peuples autochtones. Il était tout d'abord important de comprendre que les droits humains, loin d'être l'apanage de quelques-uns, avaient été pensés comme un moyen de rendre le monde plus juste pour tous, sans distinction de statut, du pouvoir ou d'influence. Dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, les droits humains au sens général avaient été reformulés pour restreindre notamment le champ au droit des peuples autochtones à disposer d'eux-mêmes, lui-même conçu pour permettre aux nations et aux peuples soumis de retrouver leur dignité et le contrôle de leur destin et de leurs ressources. Il s'agissait d'un droit fondamental dont découlaient beaucoup d'autres, notamment les droits à la culture, à l'auto-administration, au territoire et aux ressources.
313. L'alimentation était un enjeu central pour la culture, la qualité de vie physique et spirituelle et le sentiment d'être chez soi, ce qui faisait de la sécurité et de la souveraineté alimentaires des éléments centraux pour l'autodétermination et la survie. Les peuples autochtones avaient longtemps été dépossédés de leurs terres et souffert d'obstacles structurels et de discrimination dénigrant leur nourriture, les enfants et les jeunes autochtones étant les plus touchés par cette violation profondément pernicieuse des droits humains. Pour s'attaquer aux inégalités sociales et investir dans la sécurité et la souveraineté alimentaires des peuples autochtones, il était donc crucial de regarder au-delà de la pauvreté générale évidente pour viser tout ce faisceau de facteurs et de préjugés et prendre ainsi toute la mesure de la situation spécifique des peuples autochtones.
314. **La MODÉRATRICE** a remercié M. Barume de son allocution et d'avoir mis en avant l'autodétermination comme vecteur de sécurité alimentaire.
315. **Une vidéo montrant les faits saillants de la septième réunion mondiale de l'IPFI a été projetée.**
316. **M^{me} Myrna CUNNINGHAM** (Présidente du Comité directeur de l'IPFI), faisant la synthèse des délibérations de cette réunion, a déclaré qu'il est essentiel de ne pas flétrir dans la détermination à faire respecter les droits des peuples autochtones. L'idée d'autodétermination renvoyait non seulement au respect des territoires et des ressources autochtones, mais aussi au fait de prendre acte du rôle des savoirs, des pratiques et des technologies autochtones pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires. La première recommandation était donc que le FIDA investisse à long terme dans la souveraineté et la sécurité alimentaires, en

insistant notamment sur l'accès aux marchés, l'assistance technique et le financement.

317. La deuxième recommandation était de prendre acte du fait que le processus de décentralisation du FIDA ouvrait aux peuples autochtones, tant à l'échelle régionale que nationale, davantage d'occasions de participer à la conception, à la mise en œuvre, et au suivi-évaluation des stratégies du FIDA. C'est dans cet esprit que des plans d'action biennaux avaient été élaborés avec les équipes régionales du FIDA.
318. Enfin, en ce qui concerne l'accès direct au financement, le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF) avait besoin de ressources supplémentaires pour mieux répondre aux besoins de ces peuples. La troisième recommandation était donc que l'IPAF renforce sa collaboration avec les nouveaux fonds dirigés par des peuples autochtones, qui s'étaient dotés de mécanismes créatifs pour assurer l'accès des peuples autochtones aux ressources nécessaires.
319. Pour élargir encore les progrès tangibles faits dans le monde entier en matière de reconnaissance des droits des peuples autochtones, tous les États membres ont été invités à travailler pacifiquement avec les peuples autochtones, sans violence ni criminalisation, pour étayer les initiatives en matière de souveraineté et de sécurité alimentaires en les alignant sur les valeurs et les cultures des peuples autochtones et en veillant à ce qu'elles incorporent les savoir-faire, les pratiques et les technologies autochtones traditionnels.
320. **La MODÉRATRICE**, passant à la table ronde interactive, a présenté les intervenants:
 - Son Excellence Miguel Jorge García Winder, Ambassadeur et Représentant permanent du Mexique auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome
 - Joan Carling, Présidente du Conseil d'administration du Fonds de solidarité des peuples autochtones d'Asie
 - Hindou Oumarou Ibrahim, Présidente de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (UNPFII)
 - Tunda Lepore, leader du mouvement des jeunes autochtones
321. La modératrice a demandé à M. García Winder laquelle des recommandations de l'IPFI lui semblait la plus importante.
322. **Son Excellence Miguel Jorge GARCÍA WINDER** (Ambassadeur et Représentant permanent du Mexique auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome) a déclaré qu'il était difficile de retenir une seule recommandation, puisque, prises bout à bout, celles-ci traçaient la voie à suivre pour le FIDA. L'essentiel était que celui-ci devait adopter une approche intégrée en dissipant l'idée reçue selon laquelle les questions autochtones relevaient plus de la bienfaisance que du développement. Les États devaient également veiller à ce que leur COSOP prenne en compte les questions autochtones, sachant qu'une adhésion à la Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones pourrait leur être utile dans cette tâche.
323. **La MODÉRATRICE** a demandé à M^{me} Ibrahim quel était selon elle le point crucial soulevé par les délibérations de l'IPFI.
324. **M^{me} Hindou Oumarou IBRAHIM** (Présidente de l'UNPFII), convenant que les recommandations étaient toutes d'égale importance et devaient être mises en œuvre comme un tout, a déclaré que la fermeture des frontières pendant la pandémie de COVID-19 avait bien montré combien la souveraineté et la sécurité alimentaires étaient importantes. Les peuples autochtones devaient participer aux initiatives et aux programmes à titre de partenaires et non de bénéficiaires, et

collaborer avec les États, le secteur privé et le système des Nations Unies pour concevoir et mettre en œuvre des projets de renforcement de la souveraineté alimentaire et de l'accès aux marchés. Plus important encore, il fallait qu'ils aient un accès complet et direct au financement, à la fois dans l'intérêt de la souveraineté et la sécurité de l'alimentation et des droits fonciers et dans un souci de durabilité écologique.

325. Les États membres, actuellement peu nombreux à participer à la Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones, ont tous été encouragés à rejoindre ses rangs afin de promouvoir le partenariat avec les peuples autochtones pour une souveraineté et une sécurité alimentaires durables.
326. **La MODÉRATRICE** a demandé à M^{me} Lepore de suggérer la manière dont les recommandations pourraient être mises en œuvre.
327. **M^{me} Tunda LEPORE** (leader du mouvement des jeunes autochtones), après avoir illustré la valeur des efforts collectifs par une histoire traditionnelle masai, a déclaré qu'en tant que protecteurs de l'environnement, les peuples autochtones devaient être pleinement soutenus dans leurs efforts de restauration et de préservation du monde naturel. De tels efforts devraient passer par une approche globale mais modulable suivant les cultures et par le transfert des savoirs traditionnels aux générations futures.
328. **La MODÉRATRICE** a demandé à M^{me} Carling ses réflexions sur la fonction tutélaire vitale qu'accomplissaient les peuples autochtones pour la planète.
329. **M^{me} Joan CARLING** (Présidente du Conseil d'administration du Fonds de solidarité des peuples autochtones d'Asie) a dit que les peuples autochtones, groupe dont l'empreinte carbone était la plus faible et qui était pourtant affecté de manière disproportionnée par les changements climatiques, ne recevaient pas pour autant le soutien technique et financier nécessaire pour renforcer leur résilience. Les catastrophes climatiques détruisaient l'écosystème alimentaire et amenaient la famine dans leur sillage, tandis que dans les zones reculées, la situation était d'autant plus difficile qu'elle était exacerbée par la fracture numérique. Un débat sur les pertes et dommages était donc indispensable pour permettre aux peuples autochtones de réhabiliter ces écosystèmes.
330. Bien que les peuples autochtones soient favorables à l'abandon des combustibles fossiles, l'imposition sans consultation d'énergies renouvelables détruisait la diversité biologique et les moyens d'existence autochtones. La transition devait être équitable, durable et respectueuse des droits des peuples autochtones, y compris la participation à l'élaboration des décisions. De même, dans le cas de l'extraction des minéraux voulus pour la transition, dont environ la moitié se trouve dans les territoires autochtones, le fait de ne pas associer les peuples autochtones aux décisions et de ne pas respecter leurs droits aboutirait à des déplacements et au creusement des inégalités sociales. Les peuples autochtones, forts de leurs savoirs et savoir-faire traditionnels, pouvaient contribuer à la résolution de la crise climatique, à condition d'être traités comme des partenaires à part entière.
331. **La MODÉRATRICE** a invité l'assemblée à formuler des observations.
332. **Une représentante du Canada**, soulignant à la fois l'appel lancé aux gouvernements pour qu'ils reconnaissent et protègent les savoirs et pratiques traditionnels et la détermination de la population autochtone à participer véritablement à la prise de décisions, a déclaré que l'entrée en vigueur, en juin 2012, d'une loi exigeant l'harmonisation des lois canadiennes avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones avait été un jalon dans le rapprochement de l'État canadien avec les Premières Nations. Ce processus avait en effet facilité la mise en place de solutions souples pour répondre aux besoins et aux priorités que ces peuples avaient définis pour eux-mêmes et pour garantir leur

droit inhérent à l'autodétermination, y compris en ce qui concerne le système alimentaire.

333. L'engagement continu du FIDA auprès de la population autochtone, notamment par l'intermédiaire de l'IPFI, méritait d'être applaudi – le dialogue en cours étant un excellent exemple de collaboration sur la manière d'œuvrer au développement rural et à la réduction de la pauvreté en respectant les priorités de la population autochtone et en s'appuyant véritablement sur les savoirs autochtones. En outre, l'excellente boîte à outils numérique du FIDA sur la promotion, dans une optique d'amélioration de la nutrition, des systèmes alimentaires autochtones durables et résilients pourrait contribuer à faire de l'autodétermination un véhicule de sécurité alimentaire. Le Canada s'était réjoui de pouvoir contribuer financièrement à l'initiative en question afin d'aider à la mise au point de méthodes plus efficaces, sous la direction des peuples autochtones eux-mêmes.
334. **Une représentante du GUATEMALA** a indiqué que son pays œuvrait, grâce au soutien du FIDA, à des projets d'émancipation économique des femmes autochtones et qu'il s'était en outre engagé à étendre son programme de repas scolaires, géré en collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome, jusqu'aux zones les plus reculées. La loi obligeait à ce que la moitié des aliments achetés soient de production locale. L'objectif était de promouvoir l'agriculture familiale tout en prenant en charge les difficultés associées au secteur alimentaire informel.
335. Il serait instructif d'entendre les conseils des intervenants sur la façon dont les producteurs autochtones devraient s'organiser pour s'assurer un accès au financement et des occasions de perfectionnement des compétences commerciales et de partenariats stratégiques, ce qui ouvrirait de nouveaux marchés locaux, nationaux et régionaux et leur permettrait de réaliser des économies d'échelle.
336. **Un représentant du CONGO**, reconnaissant le rôle central des populations rurales en tant que gardiennes de la diversité biologique, s'est félicité des progrès accomplis s'agissant de faire respecter les droits des peuples autochtones. Son pays s'était doté d'un ministère des droits des peuples autochtones, instrument dont les politiques nationales d'inclusion sociale tiraient parti. Les peuples autochtones d'Afrique centrale, dont beaucoup vivaient au Congo, étaient une source précieuse de savoir sur les écosystèmes, mais aussi sur la médecine et l'alimentation saine. Le représentant attendait donc avec intérêt leur participation aux futures réunions de l'IPFI ou autres organes apparentés.
337. **Une représentante de la NORVÈGE** a déclaré que le droit des peuples autochtones à l'autodétermination et à la participation était un élément central des principaux instruments internationaux intéressant ces peuples. Gage de développement, leur participation à la prise de décisions était aussi une condition préalable à la réalisation de leurs droits. Il fallait activement promouvoir le dialogue social voulu pour favoriser cette participation, ainsi que la cogestion et les pratiques commerciales et réglementaires bénéfiques aux petits producteurs.
338. Le FIDA avait eu raison de se décentraliser et de chercher à collaborer plus étroitement avec les parties prenantes locales et les populations autochtones en matière de sécurité alimentaire. De plus, l'IPAF était un instrument novateur qui fournissait un financement direct vital aux organisations de peuples autochtones, ce qui aidait à protéger et à développer la culture, l'identité et les savoirs traditionnels pour préserver la diversité biologique et l'écosystème et améliorer l'adaptation climatique. Les États membres ont été encouragés à contribuer à l'IPAF, comme la Norvège l'avait fait à hauteur de 9 millions de dollars pour la période 2024-2028.

339. **La MODÉRATRICE** a remercié la Norvège de son généreux don à un fonds d'investissement essentiel, géré par et pour les peuples autochtones et a invité les autres États à suivre son exemple.
340. **Une représentante du BRÉSIL**, qui savait bien comme il était encore difficile de défendre les droits et les moyens d'existence des peuples autochtones, a applaudi la contribution du FIDA, qui associait les peuples autochtones au dialogue et leur ménageait une place dans ses programmes et opérations, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le principe du consentement préalable, libre et éclairé était un moyen de faire valoir le droit des peuples autochtones à l'autodétermination, qui leur permettait de gouverner collectivement leurs territoires et leurs ressources et de préserver leurs pratiques et valeurs bioculturelles afin de renforcer leurs systèmes alimentaires et d'assurer un développement holistique.
341. Le FIDA avait joué un rôle important dans les actions de son pays visant à promouvoir ces droits cruciaux par l'intermédiaire de son Ministère des peuples autochtones. Le Brésil avait soutenu toutes les recommandations formulées à la septième réunion mondiale de l'IPFI et avait encouragé la poursuite du dialogue sur leur mise en œuvre, dialogue que le Ministère pourrait faciliter à l'occasion de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra au Brésil en novembre 2025.
342. **M^{me} CARLING** (Présidente du Conseil d'administration du Fonds de solidarité des peuples autochtones d'Asie), se félicitant de cette proposition, a déclaré qu'une collaboration avec le Ministère brésilien des peuples autochtones permettrait d'apporter des solutions plus tangibles aux problèmes et de mettre en évidence les initiatives autochtones visant à lutter contre les changements climatiques, à poursuivre le développement durable et à protéger la diversité biologique.
343. **La MODÉRATRICE** a invité M^{me} Pieternel Boogaard, Directrice générale du Bureau de l'exécution technique du FIDA, à prononcer quelques mots de clôture.
344. **M^{me} Pieternel BOOGAARD** (Directrice générale, Bureau de l'exécution technique, FIDA), a chaleureusement remercié tous les participants au dialogue, puis a indiqué que, alors que la population autochtone ne représentait que 6% de la population mondiale, elle comptait pour 20% des personnes vivant dans la pauvreté. Sachant que ces populations protégeaient 80% de la diversité biologique mondiale, leurs savoirs et leurs pratiques devraient être intégrés dans les décisions et les actions, qui gagneraient aussi en efficacité.
345. L'autodétermination était essentielle pour la sécurité et la souveraineté alimentaires. La politique du FIDA en matière d'engagement avec les peuples autochtones soulignait qu'un véritable partenariat devait reposer sur le respect mutuel, l'inclusion et un engagement profond en faveur de la sauvegarde des terres, des cultures et des connaissances autochtones, ainsi que de la diversité biologique mondiale. Les États membres ont été encouragés à suivre l'exemple de ceux qui avaient déjà contribué à l'IPAF, qui était un instrument d'investissement important pour les activités du FIDA dans ces domaines. C'est en reconnaissant la force de la diversité des visions du monde et en incluant les perspectives locales qu'une approche enrichie et des solutions plus inclusives et durables pourraient être trouvées.
346. **La MODÉRATRICE** a remercié tous les participants pour leur contribution à ce dialogue riche et fructueux.

TABLE RONDE ANNUELLE DES GOUVERNEURS: L'EXIGENCE DE RÉSULTAT DANS LA CONCEPTION ET L'EXÉCUTION, FACE À DES SITUATIONS DE PLUS EN PLUS COMPLEXES

347. **M. BROWN** (Vice-Président adjoint, Département des opérations de pays), modérateur de l'événement, a salué cette occasion de débattre ouvertement et sans détour des difficultés croissantes rencontrées par le FIDA pour accomplir sa mission face à la complexité du contexte mondial, et a invité le Président du Fonds à faire des remarques liminaires.
348. **M. LARIO** (Président du FIDA) a ouvert cette table ronde annuelle des Gouverneurs en présentant ce qu'il en attendait: une consultation des Gouverneurs sur la manière dont le Fonds pouvait améliorer l'exécution de ses programmes et en assurer une conception garante de plus d'impact. Dans le cadre de FIDA13, une attention particulière avait été portée à la manière dont le FIDA pouvait gagner en agilité et agir par anticipation plutôt qu'en réaction aux événements, en particulier dans les situations de fragilité et de vulnérabilité. Les points de vue exprimés lors de cette table ronde contribueraient au Cadre stratégique du FIDA 2025-2031 et éclaireraient les échanges avec les membres du Conseil d'administration et les États membres en préparation de FIDA14.
349. La capacité du FIDA à collaborer avec les institutions locales, les banques publiques de développement, les banques de développement agricole, les banques multilatérales de développement et les fonds pour le climat avait été débattue. Dans sa quête de nouvelles ressources, le FIDA devait-il maintenant élargir son périmètre, alors limité à une assistance technique à la production agricole, et considérer tous les maillons d'une filière, notamment le stockage, la distribution, la commercialisation, l'exportation et la certification des produits?
350. **Le MODÉRATEUR** a souligné que le contexte mondial évoluait à un rythme inédit sous l'effet convergent des chocs climatiques, des conflits et des crises économiques: aggravation des inégalités, pression sur les communautés rurales atteignant un niveau sans précédent et mise à mal des systèmes alimentaires. Par ailleurs, face aux difficultés budgétaires et à l'endettement croissant, il était également beaucoup plus difficile pour les pouvoirs publics d'investir dans la transformation rurale, alors même que ces investissements étaient les plus nécessaires. Le FIDA s'efforçait alors de gagner en agilité, en ingéniosité et en réactivité, tout en veillant à conserver un impact porteur de transformations et transposable à plus grande échelle. Cette action exigeait des partenariats solides, des approches audacieuses et une capacité à évoluer dans un environnement complexe. Les participants à la table ronde ont été invités à réfléchir à la manière dont le FIDA pouvait renforcer ses capacités de préparation aux crises sans négliger le développement à long terme, et continuer à jouer son rôle de partenaire fiable et efficace pour des États en grande difficulté budgétaire.
351. Se sont exprimées en premier:
- M^{me} Sara Pantuliano, directrice générale d'Overseas Development Institute (ODI) Global, oratrice principale
 - M^{me} Gérardine Mukeshimana, Vice-Présidente du FIDA.
352. **M^{me} Sara PANTULIANO** (directrice générale, ODI Global) a déclaré lors de son allocution que la coopération au développement était actuellement en péril, ses valeurs et ses institutions fondamentales étant mises à mal par la montée du populisme et du nativisme dans les démocraties occidentales, par les opposants néocolonialistes de plus en plus virulents dans les pays du Sud et par la complexité croissante de problèmes perçus comme insolubles tels que la pauvreté, les inégalités, les conflits et la crise climatique.
353. La tendance au populisme se manifestait clairement dans la fermeture brutale de l'Agence des États-Unis pour le développement international, dans le discours hostile tenu à l'égard des réfugiés et des demandeurs d'asile, dans la mise à mal des règles de conduite dans les relations internationales et dans la montée d'un autoritarisme menaçant la démocratie. Les avancées réalisées les décennies

précédentes en matière de droits des femmes et des personnes queer avaient fait l'objet d'un retour en arrière systématique, et des pressions avaient été exercées au niveau international pour faire disparaître des accords internationaux toute référence aux droits en matière de sexualité et de procréation, ce qui incluait même le vocable « genre ». Une mise à mal des règles en faveur de l'égalité femmes-hommes avait aussi été observée dans plusieurs cadres des Nations Unies.

354. Les donateurs occidentaux poursuivaient leur approche marquée par l'héritage du colonialisme et des inégalités. Les nombreux appels en faveur d'un système international de développement plus juste et plus efficace, fondé sur une conception plus horizontale, plus équitable et garante d'un développement au service des populations, n'avaient pas encore été suivis d'effets substantiels sur le terrain, même après une crise majeure comme la pandémie de COVID-19. Les pays du Sud, moins entravés par le poids historique du colonialisme, menaient quant à eux leurs propres programmes de développement.
355. La dynamique clairement observée en faveur d'une réforme du système financier international reflétait un besoin d'atténuation des énormes disparités en matière de voix et d'influence au sein des principales institutions financières internationales. Il ne serait toutefois ni facile ni immédiat de garantir la légitimité à long terme de ces institutions en tant qu'organisations véritablement mondiales dans un environnement géopolitique tendu et dans un contexte caractérisé par des coûts d'emprunt très élevés, une forte pression budgétaire dans les pays donateurs et une charge de la dette pesant lourdement sur les États les moins à même de la supporter. Les chiffres concernant les pays à faible revenu en situation de surendettement ou exposés à un risque élevé de surendettement reflétaient la gravité de la crise de la dette, encore accentuée par l'impact de la crise climatique.
356. Sous l'effet du poids de cette dette, les politiques menées étaient essentiellement axées sur l'augmentation de l'offre de prêts à des conditions concessionnelles par les banques multilatérales de développement. La Banque mondiale, en particulier, s'était vue pressée d'assouplir son approche relativement prudente en matière de risque, comme recommandé lors d'un examen conduit par des experts indépendants en 2022. Un groupe d'experts indépendants du G20 avait également appelé au renforcement des banques multilatérales de développement dans l'optique de tripler le montant de leurs prêts annuels d'ici 2030 pour le porter à environ 390 milliards d'USD, dont 90 milliards d'USD sous forme de financement à des conditions concessionnelles.
357. Couplés à la pression en faveur d'un changement des structures de pouvoir au sein du système international, ces appels constituaient à bien des égards une réponse à l'échec de l'action menée depuis des décennies par les pays occidentaux pour lutter contre les problèmes interdépendants que sont la pauvreté, les conflits et la crise climatique dans les pays du Sud. D'après les données des Nations Unies, par exemple, la moitié des 140 cibles mesurables des ODD n'étaient pas en passe d'être atteintes et, parmi celles-ci, un tiers n'avait enregistré aucun progrès. Si les tendances actuelles se maintenaient, 575 millions de personnes vivraient encore dans l'extrême pauvreté et seulement un tiers des pays auraient réduit de moitié leur niveau national de pauvreté d'ici à 2030. En raison des contraintes budgétaires pesant sur de nombreux pays donateurs, le montant annuel moyen nécessaire pour infléchir ce phénomène, estimé à 4 000 milliards d'USD, n'était pas disponible.
358. Ces tendances avaient été amplifiées par des conflits et des déplacements généralisés, des millions de personnes à l'échelle mondiale ayant été déplacées de force ou à l'intérieur du pays et cherchant à bénéficier du statut de réfugié ou de l'aide humanitaire. Le financement n'avait pas été à la hauteur des besoins et, constat tout aussi préoccupant, les règles, structures et institutions mises en place pour prévenir les conflits et atténuer leur impact sur les civils avaient été

systématiquement ignorées, mises à l'écart ou affaiblies. En l'absence d'une autorité légitime pour sanctionner les belligérants et modérer leurs actions, un climat d'impunité régnait et les besoins continuaient à croître.

359. ODI Global désignait cette situation par le terme « polycrise », qui représentait des crises en apparence indépendantes interagissant pour former une cascade de risques systémiques présentant chacun sa propre capacité de propagation. De fait, dans un contexte mondialisé et interconnecté, les événements survenant en un lieu ou dans un domaine donné pouvaient avoir des répercussions allant bien au-delà du choc immédiat. Partir du principe que cette notion de polycrise expliquait une série de crises amplifiées qui, considérées ensemble, avaient un impact bien supérieur à la somme de leurs parties, appelait une solution répondant à cette complexité.
360. Une réponse possible consistait à tisser des liens en matière de politiques et à créer des synergies au sein des gouvernements, ce qui nécessitait de surmonter des interdits établis de longue date, en premier lieu celui portant sur le caractère sacré de l'aide et sur sa relation aux autres volets des politiques. Il était aussi nécessaire d'évaluer de manière plus réaliste le rôle et l'influence du soutien dans l'élaboration de politiques. La dépendance à l'aide publique au développement avait nettement diminué dans la plupart des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire mais les efforts déployés pour faire participer le secteur privé et mobiliser des investissements étaient insuffisants.
361. Il serait aussi nécessaire de réfléchir à la mobilisation d'autres acteurs du changement, notamment les syndicats, les organisations de défense des droits de l'homme et les organisations de la société civile locales, ainsi qu'aux priorités des pays les plus pauvres. Les donateurs étaient enclins à considérer en priorité ce qu'ils attendaient pour leur propre pays, qu'il s'agisse d'une bonne qualité de l'air, d'un système judiciaire impartial ou d'un accès à une gamme complète de services médicaux. Ces objectifs étaient certes louables mais ils n'étaient pas nécessairement essentiels pour qui luttait pour subvenir aux besoins de sa famille avec 2 USD par jour.
362. Lutter contre la polycrise à un moment où les grandes puissances se libéraient de leurs engagements d'après-guerre impliquait de remodeler la coopération mondiale au profit d'un multilatéralisme fondé sur des coalitions, déjà en place dans le domaine des changements climatiques. Des études montraient que les populations faisaient tout leur possible, avec les ressources dont elles disposaient, pour préserver leurs moyens d'existence: restauration des flancs de collines, des côtes et des terres agricoles dégradées, création d'espaces verts en ville, recyclage des déchets, adoption de cultures plus résistantes et plus durables et modification des pratiques agricoles. Alors que ce travail était en grande partie assuré par des femmes, et malgré l'engagement pris dans l'Accord de Paris en faveur d'une action climatique respectueuse de l'égalité femmes-hommes et promouvant l'autonomisation des femmes, celles-ci continuaient à faire l'objet de stéréotypes dans les politiques climatiques, où elles étaient considérées comme des victimes vulnérables ou cantonnées à des rôles de protectrices de l'environnement. Par ailleurs, l'approche des problèmes climatiques restait technocratique et patriarcale. En outre, il fallait que le système multilatéral de financement du développement permette l'accès à des financements de faible montant, assure la fourniture de biens publics, emploie des instruments tels que le financement mixte et mobilise des investissements privés.
363. La polycrise en cours exigeait une action multipartite à l'échelle mondiale pour porter le changement. Cette coopération internationale devait viser des résultats de développement caractérisés par plus d'équité et par une portée étendue, tenant pleinement compte du contexte local. L'équité était restée un aspect trop longtemps négligé. Le temps était ainsi venu de remettre à plat le système

international pour garantir une transformation plus profonde de toutes les économies et toutes les sociétés, au-delà des seuls pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire.

364. **M^{me} Gérardine MUKESHIMANA** (Vice-Présidente du FIDA), dans son discours d'ouverture, a déclaré qu'il était en effet préoccupant de voir la plupart des pays pauvres consacrer autant au paiement d'intérêts dans un contexte où l'insécurité alimentaire et l'extrême pauvreté s'aggravaient, où de nombreuses communautés souffraient d'une fragilisation croissante, où les changements climatiques touchaient ceux qui avaient le plus besoin de soutien et où la crise de la dette gagnait du terrain. Face à ce constat, le FIDA avait développé son portefeuille, dont la valeur était passée de 14,5 milliards d'USD en 2016 à 23,5 milliards d'USD en 2025, en adoptant un rôle d'assembleur de ressources pour le développement, s'appuyant sur 8,2 milliards d'USD de financement propre pour mobiliser 7,7 milliards d'USD de fonds nationaux issus des États membres et 7,6 milliards d'USD issus du financement international. Il était alarmant de constater que 7,5 milliards d'USD du financement du FIDA, soit 32% du programme de travail, avaient été investis dans des contextes fragiles.
365. En 2024, le programme de prêts et dons du FIDA avait atteint le montant record de 2 milliards d'USD, gage d'un respect des engagements pris dans le cadre de FIDA12, qui s'élevaient à 3,3 milliards d'USD. De nombreuses difficultés étaient apparues en cours d'exécution: budgets publics diminuant rapidement, demande accrue de ressources à des conditions favorables, et changement dans les priorités nationales affectant la mise en œuvre des programmes de nutrition, l'emprunt à des fins d'action climatique et l'inclusion sociale. En outre, les opérations du FIDA avaient été affectées par les conflits, les crises et la fragilité, dans tous les pays.
366. L'IOE avait établi la grande pertinence de l'action du FIDA mais un examen plus approfondi avait révélé que la performance et l'efficacité du Fonds étaient généralement moindres dans les pays en situation de fragilité. Face aux attentes des gouvernements, des compromis étaient toutefois nécessaires. Les engagements institutionnels du Fonds, quant à eux, étaient fondamentaux pour le développement quoique moins difficiles à respecter. Il était essentiel de continuer à promouvoir l'appropriation par les gouvernements et de consolider les collaborations pour atteindre le niveau d'efficacité et d'efficience attendu et garantir des impacts durables pour les générations à venir.
367. Dans le cadre de FIDA13, le Fonds s'était engagé à consacrer 10 milliards d'USD au développement rural sur les trois années qui allaient suivre, avec une priorité donnée à l'Afrique, aux contextes fragiles, aux pays à faible revenu et au financement de l'action climatique. En matière d'impact, les objectifs étaient les suivants: des revenus améliorés pour 101 millions de personnes, une nutrition améliorée pour 5 millions de personnes, une résilience améliorée pour 15 millions de personnes, un appui à la production pour 82 millions de personnes, un accès au marché pour 84 millions de personnes et l'autonomisation de 61 millions de femmes.
368. Pour atteindre ces objectifs, le FIDA formerait des assemblages de ressources destinés à renforcer la mobilisation politique au sein des pays tout en assurant une gestion des savoirs et en établissant des partenariats. Il s'appuierait également sur la CSST et collaborerait avec le secteur privé. En interne, la direction avait travaillé pour que les réponses apportées présentent plus de souplesse et permettent une meilleure anticipation dans les actions. Le processus de décentralisation reflétait la volonté du FIDA de se rapprocher des communautés qu'il servait et de réaliser des investissements durables et transposables à plus grande échelle.
369. La direction attendait de cette table ronde des réponses à plusieurs questions: quelle stratégie appliquer pour rester un partenaire intéressant pour les gouvernements confrontés à des contraintes budgétaires; fallait-il mettre l'accent

sur la préparation aux crises ou sur le relèvement d'après crise; quels compromis faire pour répondre aux besoins des pays, garantir la performance du portefeuille et respecter les engagements de reconstitution pris envers les États Membres lors de la mobilisation des ressources; enfin, et c'était la préoccupation principale, comment avoir un impact sur les communautés servies.

370. **Le MODÉRATEUR** a invité deux membres du Bureau du Conseil des gouverneurs, M. Abubakar Kyari (Nigéria) et Son Excellence Tatiana Rosito (Brésil), à faire part de leur point de vue.
371. **M. Abubakar KYARI** (Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire du Nigéria) a déclaré que, grâce au partenariat établi de longue date avec le FIDA, son pays mettait en œuvre des programmes visant à améliorer la productivité et l'accès aux marchés et à développer les filières, conformément à la politique nationale de transformation des systèmes alimentaires, avec comme objectif de bénéficier à plus de 3 millions de petits exploitants agricoles dans les communautés fragiles et de renforcer la sécurité alimentaire, la résilience face aux changements climatiques et l'entrepreneuriat agricole. Ces programmes respectaient l'approche adoptée dans le cadre des voies nationales pour la transformation des systèmes alimentaires et du *Renewed Hope Agenda* (programme pour un nouvel espoir) de M. Bola Ahmed Tinubu, Président du Nigéria, dont la vision consistait à attirer des financements pour accroître la productivité agricole, améliorer la qualité de la production, créer de la valeur ajoutée et améliorer les moyens d'existence. La semaine qui précédait, sur les recommandations du FIDA, le Nigéria avait acté la recapitalisation de deux de ses institutions de financement du développement dans le but d'améliorer l'accès au financement pour les agriculteurs, en particulier les femmes et les jeunes, grâce à un taux d'intérêt inférieur à 10%. Récemment, le pays avait aussi créé un fonds de développement agricole destiné à catalyser les investissements au profit des petits exploitants agricoles.
372. Face aux problèmes liés notamment aux changements climatiques, à la sécurité alimentaire et à la croissance démographique, il était important de définir des priorités nationales à court, moyen et long terme pour pouvoir tirer parti des ressources mises à disposition par le FIDA et concevoir localement des solutions adéquates. Le Nigéria exprimait toute sa reconnaissance au FIDA pour son action en faveur de la sécurité alimentaire, qui avait contribué à améliorer la disponibilité, l'accessibilité matérielle et économique et la consommation d'aliments diversifiés et nutritifs. Au sujet de la terre elle-même, il convenait de rappeler le point de vue des peuples autochtones, selon lequel elle n'était que prêtée et devait être restituée en bon état à ses véritables propriétaires, les générations à venir.
373. **Son Excellence Tatiana ROSITO** (Ambassadrice, Vice-Ministre des finances pour les affaires internationales du Brésil), notant que les propos de M^{me} Pantuliano faisaient écho à ceux fréquemment exprimés dans le cadre du G20, dans les organisations multilatérales comme dans les échanges bilatéraux, a déclaré que, à l'occasion de sa présidence du G20 en 2024, son pays avait proposé de mettre encore plus l'accent sur le multilatéralisme et le dialogue, ainsi que sur la solidarité, la durabilité et l'équité, priorités de la présidence sud-africaine du G20 en 2025. Le programme des banques multilatérales de développement et les initiatives novatrices associées, comme la feuille de route spécifique à ces institutions, représentaient le premier sujet sur lequel le G20, qui regroupe les plus grandes économies et les plus grands donateurs, était parvenu à un véritable consensus.
374. Ce programme était une composante essentielle pour rassembler des connaissances et mobiliser des ressources. La réduction du risque et l'élément de libéralité figuraient également parmi les autres critères clés à prendre en compte mais il était nécessaire de tirer davantage d'enseignements de l'expérience sur le terrain. Dans ce contexte, le FIDA jouait un rôle précieux de catalyseur dans les

domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition; en outre, il était indéniable que le FIDA était une institution agile, privilégiant l'efficacité. En matière de fonds d'investissement, les trois caractéristiques majeures attendues étaient la souplesse, la connectivité et l'appropriation par le pays.

375. Dans les marchés émergents comme le Brésil, la résistance, la décongestion et l'augmentation des investissements dans des concepts étaient considérées comme des éléments importants, l'atténuation des risques de change étant également une préoccupation majeure pour les investisseurs dont le Brésil était fortement dépendant, par exemple pour respecter son plan de transition énergétique. Créeée pour atténuer ces risques, la plateforme Eco Invest Brasil s'appuyait sur des institutions financières, dont certaines étaient subventionnées, pour solliciter des ressources. Cette initiative s'avérait à la fois durable et compatible avec les marchés. En outre, le Fonds brésilien pour le climat avait été redynamisé par une injection d'obligations vertes souveraines à hauteur de 4 ou 5 milliards d'USD par l'intermédiaire de la Banque nationale de développement du Brésil, cette dernière ayant octroyé des ressources concessionnelles pour soutenir certaines activités. En résumé, à des fins de durabilité, il s'avérait essentiel de ne pas négliger les ressources concessionnelles, le financement mixte et les marchés, ni le rôle effectivement joué par le FIDA dans la diffusion des enseignements tirés de l'ensemble du processus.
376. **Le MODÉRATEUR** a déclaré la séance de discussion ouverte.
377. **Un représentant du BANGLADESH** a indiqué que son pays, malgré sa petite superficie terrestre et les immenses difficultés auxquelles il était confronté, en particulier la pauvreté en milieu rural, était parvenu à réduire le taux de pauvreté extrême à 25%. La contribution de l'agriculture au produit intérieur brut du pays était très faible alors qu'environ la moitié de la population travaillait dans ce secteur. Grâce au travail de ses agronomes, le Bangladesh produisait suffisamment pour nourrir ses 170 millions d'habitants. Il avait toutefois besoin de l'appui du FIDA pour mener des recherches dans le domaine de l'atténuation des effets des changements climatiques, en particulier pour mettre au point des cultures résistantes aux inondations.
378. Dans un pays comme le Bangladesh, le développement devait être axé sur la résilience face aux changements climatiques, notamment pour prévenir les pertes de récoltes dues aux inondations et ainsi éviter d'utiliser de précieuses réserves de change pour importer des denrées alimentaires. Un appui du FIDA serait le bienvenu pour réduire la vulnérabilité du pays face aux effets des changements climatiques, comme l'élévation du niveau de la mer. D'autres investissements étaient également nécessaires pour transformer l'ensemble du secteur rural, sans se limiter à l'agriculture, et accroître son attractivité. Il fallait en outre tenir compte de la population jeune du pays, nombreuse et dynamique. Enfin, un transfert de technologies à destination des zones rurales était nécessaire pour établir des liens entre les producteurs et les consommateurs et éliminer les intermédiaires qui les exploitaient.
379. Les interventions du FIDA menées au Bangladesh les 40 années qui précédaient avaient été très appréciées, et le financement du Fonds y avait effectivement joué un rôle essentiel. Pour ce pays, la charge financière était un critère déterminant lors de l'examen des taux d'intérêt et des risques associés aux propositions fondées par exemple sur des obligations orange, vertes ou à taux variable, qui ne constituaient pas la seule solution possible à ses problèmes.
380. **Un représentant de la GAMBIE**, soulignant que la longue et précieuse relation entretenue par son pays avec le FIDA avait véritablement changé la vie de la population, a indiqué que la plupart des pays en développement étaient confrontés à des problèmes similaires, notamment, les changements climatiques. Face à la complexité de l'accès au financement de l'action climatique, le FIDA devait montrer

la voie. Il n'existait toutefois pas de solution universelle, même pour répondre à des problèmes similaires. En Gambie, la croissance démographique et l'urbanisation posaient des difficultés majeures, mais le problème le plus grave était le surendettement, qui, comme dans d'autres pays présentant un contexte similaire, entravait les investissements dans l'agriculture, la santé et l'éducation.

381. L'accès limité au financement et à la technologie constituait un obstacle supplémentaire, mais ce problème était en cours de résolution grâce à des plans de mécanisation et à l'établissement de banques agricoles. Les propositions visant à refondre les institutions financières internationales étaient particulièrement bienvenues, tout comme la transformation du FIDA en un organisme de ce type. Les pays les moins avancés, dont la plupart étaient aussi surendettés, ne pourraient être correctement servis que si les prêts et dons étaient également repensés.
382. En Gambie, où la population travaillait majoritairement dans l'agriculture, la lutte contre la faim et la pauvreté et la question du financement du développement s'inscrivaient pleinement dans le plan de développement national. Un soutien prenant notamment la forme de semences, d'engrais, de services de labour et d'autres intrants subventionnés était apporté aux petits exploitants agricoles, considérés à juste titre comme de petites entreprises rurales. Les coopératives aussi recevaient un appui. Des actions étaient en cours pour améliorer l'accès à la terre, en particulier pour les femmes, majoritaires parmi les agriculteurs, et pour les jeunes. Une réserve nationale de céréales était en cours de création mais elle avait besoin de financement; le Fonds de développement social du pays était donc appelé à devenir une banque de développement. En résumé, le principal problème du financement des entreprises rurales était aggravé par le surendettement, qui pesait sur l'agriculture et sur tous les secteurs de la société.
383. **Un représentant du CONGO**, soulignant combien les questions majeures soulevées par M^{me} Pantuliano étaient pertinentes, a déclaré que mettre en place un système de coopération internationale nécessitait une plus grande ouverture. Le seul moyen d'apporter des solutions aux nombreux problèmes qui pesaient sur le monde, notamment dans les zones rurales, était d'instaurer un dialogue plus soutenu entre le Nord et le Sud, fondé sur une meilleure écoute. En la matière, l'approche positive et holistique adoptée par le FIDA était la voie à suivre pour relever collectivement ces défis. En ce qui concernait le financement de la sécurité alimentaire, la stratégie du Fonds, judicieuse, consistait à considérer cette activité au sein du développement rural dans son ensemble. En Afrique, face à la fragilité des communautés, il convenait d'aller au-delà de considérations de production visant à améliorer les moyens d'existence, et de prendre en compte d'autres aspects, telles que les conditions de vie et les possibilités d'emploi pour les jeunes. Confrontés à un manque de perspectives et à une offre de loisirs réduite, les jeunes ruraux étaient naturellement attirés par les zones urbaines. L'approche du FIDA consistant à soutenir le développement rural parallèlement à une action de renforcement de la sécurité alimentaire était ainsi une réponse adéquate à certains des problèmes des pays du Sud.
384. **Un représentant du CAMEROUN** a déclaré que des mesures s'imposaient face à l'environnement de plus en plus difficile auquel étaient confrontées les organisations internationales telles que le FIDA dans leur action visant à lutter contre les crises récurrentes en assurant une meilleure préparation. Dans les communautés rurales, la hausse des prix agricoles due à la crise amplifiait la dégradation de la qualité de vie et contribuait à la vulnérabilité persistante. Ainsi, les ressources mobilisées au titre de FIDA13 devaient servir à élaborer des projets visant à réduire la dépendance des petits exploitants agricoles aux marchés mondiaux en soutenant la production nationale et la transformation des systèmes agroalimentaires. En outre, il convenait que les orientations stratégiques du FIDA

incluent des mesures destinées à aider ces agriculteurs à améliorer leur accès aux marchés et à lutter contre la volatilité des prix.

385. Un renforcement des partenariats avec le secteur privé était souhaitable dans l'optique de mobiliser des ressources et d'investir dans l'innovation et la recherche pour soutenir la transformation des systèmes agroalimentaires au profit des petits exploitants agricoles. Au Cameroun, des programmes étaient en cours de mise en œuvre pour aider les grandes et moyennes entreprises à faire face à la croissance démographique et à la concentration urbaine. Par ailleurs, un projet portant sur le développement de 400 000 hectares de terres avait également été conçu de manière à attirer le secteur privé; il visait une augmentation de la production, une modernisation de l'agriculture et une préparation à des crises de grande ampleur.
386. **Un représentant de la SOMALIE**, exprimant sa gratitude au FIDA pour le précieux soutien qu'il apportait aux communautés rurales, aux petits exploitants, aux femmes et aux jeunes de son pays dans leur lutte pour gagner en résilience face aux changements climatiques et éradiquer la faim et la pauvreté, a indiqué que les deux problèmes les plus graves auxquels son pays était confronté étaient les changements climatiques et le conflit qui faisait rage. Alors que les conflits observés dans le monde étaient généralement limités à des zones spécifiques, les changements climatiques avaient des conséquences dévastatrices qui ne connaissaient pas de frontières, notamment en matière de sécurité alimentaire et de moyens d'existence, et qui touchaient particulièrement les pays en développement. Il était essentiel de parvenir à un consensus mondial sur les mesures à prendre pour atténuer ces effets avant qu'ils ne soient hors de contrôle.
387. En Somalie, les petits exploitants agricoles et les communautés rurales étaient gravement touchés par les changements climatiques, qui se manifestaient par des conditions météorologiques extrêmes, une dégradation des sols et une prolifération des ravageurs et des maladies, des phénomènes qui portaient tous atteinte à la productivité. Les pays qui contribuaient le moins aux changements climatiques en subissaient souvent les effets les plus graves. La réponse à apporter à ces effets au niveau mondial relevait donc de la responsabilité et de la justice à l'échelle mondiale.
388. **Une représentante du PÉROU** a elle aussi exprimé au FIDA sa gratitude pour l'excellent travail de développement rural conduit dans son pays, l'équipe de pays péruvienne ayant d'ailleurs remporté le prix d'excellence 2024 des organismes ayant leur siège à Rome; elle a ensuite déclaré que la fragilité affectait à la fois la performance et les objectifs des projets d'action climatique. Il était nécessaire de faire preuve de dynamisme et d'innovation pour proposer des modèles de financement permettant d'éviter aux petits exploitants agricoles péruviens de se retrouver dans l'impossibilité de rembourser leurs dettes après la destruction de leurs récoltes par des phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques. En outre, le Pérou ne disposait pas de crédits budgétaires pour faire face à d'autres pertes et dégâts agricoles dus aux changements climatiques. L'assurance contre les risques agricoles et les garanties étaient ainsi des instruments essentiels pour mettre en place un mécanisme de crédit permettant de renforcer toutes les infrastructures rurales et agricoles majeures. Les garanties de crédit semblaient en effet un instrument prometteur pour soutenir les éleveurs et les petits exploitants agricoles de manière innovante.
389. L'action déployée par le Pérou pour mettre en place un mécanisme de traçabilité pour localiser les petits exploitants agricoles et répertorier leurs cultures et leurs périodes de semis avait porté ses fruits. Toutefois, le pays éprouvait encore des difficultés à élaborer un plan interactif adapté pour prévenir la surproduction de certaines cultures et souhaitait poursuivre ses travaux sur ces plateformes numériques dans le secteur agricole.

390. **Un représentant des COMORES**, relevant l'importance d'agir avant, pendant et après les crises, a déclaré que, dans les communautés rurales, les considérations relatives à l'innovation, aux filières, aux partenariats public-privé, à l'autonomisation des femmes et à la jeunesse ne couvraient pas tous les besoins. Les populations rurales n'étaient pas en mesure d'acheter des machines agricoles ou de construire des routes rurales; de même, les femmes n'étaient pas à même de transporter leurs produits jusqu'aux marchés et il fallait pour le transport que la chaîne du froid soit garantie.
391. Des solutions à ces problèmes étaient proposées, mais leur calendrier de mise en œuvre n'était pas toujours respecté, ce qui pouvait entraîner certaines répercussions. Ainsi, les pouvoirs publics et les partenaires devaient accélérer la mise en œuvre de la réponse apportée aux problèmes, qui, à défaut, persisteraient. Il serait également utile que le FIDA mette en place une plateforme permettant aux États membres d'accéder à des informations sur les projets menés dans d'autres pays pour les guider dans la conduite d'initiatives semblables. Son pays, par exemple, était à la recherche de solutions immédiates aux problèmes occasionnés par les cyclones et la sécheresse, plus particulièrement, la destruction d'une grande partie des récoltes.
392. **Un représentant du MEXIQUE**, s'exprimant au sujet de l'orientation des activités du FIDA, a indiqué que l'agriculture était devenue plus complexe depuis l'époque de la création du Fonds, où les préoccupations étaient différentes. Il était faux d'affirmer que l'agriculture contribuait peu au produit intérieur brut, car ce secteur était essentiel au développement. En ce moment charnière de son histoire, il importait que le FIDA commence à se détacher de son approche classique des projets pour s'orienter vers le développement rural en général, avec en point de mire la prospérité des zones rurales. Ce faisant, il pouvait collaborer avec les pouvoirs publics pour renforcer les institutions de finance rurale, vectrices de l'impact après l'achèvement des projets.
393. Dans ce contexte de crise mondiale, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ou de la tranche supérieure, qui comptaient le plus grand nombre de ruraux pauvres, étaient une source inexploitée de ressources et de connaissances. Pour continuer à garantir la pertinence de son action, le FIDA devait cultiver le rôle moteur que ces pays pouvaient jouer dans l'avenir. Pour ce faire, un dialogue devait être noué entre ces pays et les pays donateurs pour définir la manière d'assurer l'exécution du programme d'opérations. Or, le FIDA, et plus particulièrement la FAO, ne semblaient pas avoir de stratégie pour faire participer ces pays aux débats, étape pourtant indispensable, et les pays donateurs se montraient également peu ouverts à la discussion. FIDA13 devait être pilotée par l'ensemble des membres, non par les seuls donateurs.
394. **Une représentante du ROYAUME DES PAYS-BAS** a déclaré que, dans des environnements complexes et imprévisibles, il était particulièrement difficile de concevoir et d'exécuter des interventions porteuses d'impact, et que les solutions standard présentaient de sérieuses limitations en matière de planification et de transposition à plus grande échelle. La capacité locale à s'adapter à un contexte changeant était indispensable en amont, et l'innovation agricole jouait un rôle clé dans le renforcement de la résilience. Comme son pays en avait fait l'expérience, une approche multipartite de l'innovation rurale axée sur la demande était nécessaire pour porter la croissance; aux Pays-Bas, l'accent avait été mis sur les exigences contraignantes et sur la conception et la mise en œuvre de solutions.
395. En matière d'impact, la méthode employée par le FIDA pour mesurer et attribuer les résultats était très appréciée mais pouvait être enrichie pour fournir plus d'informations, notamment en ce qui concernait l'efficacité du Fonds dans différents contextes géographiques, en situation de stabilité ou d'instabilité, par exemple. Un indicateur d'impact supplémentaire pourrait également être intégré à

ce cadre de résultats pour mesurer les changements relevant de la durabilité écologique, en matière de santé des sols, par exemple. Son pays encourageait le FIDA à étudier plus avant les possibilités de partenariat stratégique dans les contextes fragiles et à coopérer avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et les entités des Nations Unies supervisées par des coordonnateurs résidents, ainsi qu'avec les institutions financières internationales, ou à compléter leurs travaux, dans une approche systémique.

396. **Une représentante de la GUINÉE-BISSAU**, souscrivant aux propos tenus par les représentants du Congo et des Comores, a indiqué que des projets soutenus par le FIDA étaient en cours dans différentes régions de son pays. Sous l'effet d'une expansion des terres agricoles, la production avait triplé au cours des années qui avaient précédé, et était encore susceptible d'augmenter grâce à la mécanisation. Pour la Guinée-Bissau, qui avait subi des pertes de récoltes à la suite d'inondations dues aux changements climatiques, un soutien au programme national d'exploitation de l'eau douce pour l'irrigation du riz, aliment de base de la population, était le bienvenu.
397. Construire de nouvelles routes contribuait non seulement à connecter les zones rurales, mais aussi à améliorer les moyens d'existence et l'accès des femmes aux établissements de santé et aux marchés, notamment. Il convenait toutefois d'investir aussi dans la transformation pour ajouter de la valeur aux produits vendus. À des fins d'amélioration, il était suggéré au FIDA d'élargir son système de coordination en regroupant des petits projets indépendants. Des mesures visant à accélérer les procédures administratives fastidieuses étaient également les bienvenues.
398. **Une représentante de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** a déclaré que, si des lacunes structurelles n'étaient pas comblées, l'agriculture continuerait à être une activité pratiquée par des pauvres, pour les pauvres. Il convenait de mettre en place un système international d'assurance agricole, avec le soutien potentiel du FIDA, pour réduire la vulnérabilité des agriculteurs. Le FIDA était aussi invité à collaborer avec d'autres institutions financières pour participer utilement à des projets et des programmes en cours visant à renforcer la résilience des infrastructures rurales face aux changements climatiques et à promouvoir la durabilité.
399. **Un représentant du RWANDA** a déclaré que la conception et l'exécution des projets agricoles dans un contexte de plus en plus complexe exigeaient une approche stratégique, souple et éclairée par des données factuelles. Il était également nécessaire de maintenir l'engagement en faveur du développement agricole en dépit des nombreux problèmes qui se posaient à l'échelle mondiale. Au Rwanda, le FIDA avait amplement contribué aux résultats obtenus depuis 1981, avec plus de 20 projets pour un total investi d'environ 700 millions d'USD. Sincèrement reconnaissant du montant accru des ressources allouées au titre de FIDA13, le Rwanda a réaffirmé son engagement à tirer le meilleur parti de ces ressources pour soutenir des investissements agricoles conformément à la mission du FIDA et aux priorités du pays. Ce faisant, il s'efforcera d'élargir la portée des projets existants et d'en entreprendre de nouveaux, en privilégiant les interventions axées sur l'action climatique, l'agriculture climato-compatible et les cultures résistantes à la sécheresse.
400. L'atténuation des changements climatiques et l'incitation à investir en faveur de la résilience, de l'inclusion et de l'innovation en matière de politiques, gage d'un impact durable, créaient une situation complexe face à laquelle le Rwanda avait lancé un certain nombre d'initiatives. Elles s'appuient notamment sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les prévisions météorologiques pour aider les agriculteurs à planifier leur action d'atténuation des changements climatiques, sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications pour

promouvoir leur accès aux marchés, sur la réduction des risques grâce à l'assurance sur les récoltes et le bétail, et sur l'accès au financement au moyen de dons de contrepartie. Le Rwanda tenait à remercier le FIDA pour sa contribution à ces opérations.

401. **Un représentant de l'ESWATINI** a déclaré que les financements à des conditions concessionnelles ne constituaient qu'une solution partielle au fardeau que représentaient les taux d'intérêt élevés pour les pays à revenu intermédiaire, et a appelé le FIDA à envisager d'autres modalités de structuration des prêts. Le principal problème que posaient les prêts était d'être libellés en dollars des États-Unis, ce qui engendrait des difficultés pour des pays d'Afrique australe comme l'Eswatini, pour qui le rand sud-africain convenait mieux. L'Eswatini exprimait sa reconnaissance au FIDA pour le nouveau projet qu'il soutenait en vue d'améliorer la productivité agricole des petits exploitants et de renforcer leur intégration aux marchés, et sollicitait également un financement au titre de FIDA13 à l'appui de ses programmes de réduction du taux de chômage des jeunes, en nette hausse, d'amélioration de la souveraineté alimentaire et de renforcement de la résilience face aux changements climatiques dans l'agriculture.
402. **Un représentant du COSTA RICA** a déclaré que son pays, classé parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur, éprouvait des difficultés à financer son secteur agricole depuis des années, mais que la situation allait enfin se débloquer grâce à la mise en œuvre imminente d'un programme de la Banque mondiale, cofinancé par le FIDA, visant à améliorer la durabilité et la compétitivité dans l'agriculture costaricienne. Les critères employés pour classer les pays par catégories de revenus étaient quelque peu discutables, car ils ne tenaient pas compte des disparités entre les zones rurales et les zones urbaines. En ce qui concernait la fragilité, il convenait de mieux tenir compte du contexte concerné ainsi que de la situation des petits exploitants agricoles. La participation du secteur privé à l'agriculture et l'inclusion des groupes marginalisés devaient également être encouragées pour favoriser le développement rural, en s'appuyant notamment sur la technologie.
403. **Un représentant de l'ESTONIE**, exprimant sa gratitude au FIDA pour son action permettant de soutenir les petits exploitants agricoles des communautés les plus vulnérables au monde, de garantir la viabilité des zones rurales et d'entretenir l'espoir d'un avenir meilleur pour tous, a déclaré qu'il appartenait aux populations de façonner l'avenir de leur pays. Il était nécessaire d'enrayer le cycle qui limitait les possibilités des habitants des zones rurales et obscurcissait leur avenir. À cette fin, l'Estonie donnait priorité à un développement équilibré, piloté par les communautés, qui permettait à tous les habitants, sans exception, de bénéficier des avancées de l'État moderne tout en adoptant le mode de vie de leur choix.
404. L'Estonie croyait également aux avantages offerts par l'État numérique, qui permettait un accès en ligne à tous les services publics dans tout le pays, gage de rapidité et d'efficacité. Soutenant l'inclusion sociale, l'entrepreneuriat et la correction des défaillances de marché, le pays appuyait aussi l'autonomisation des communautés rurales en les associant à la conception et à la mise en œuvre des stratégies, à la prise de décision et à l'allocation des ressources. Il mettait en place des services de conseil numériques notamment destinés aux petits exploitants agricoles, visant à favoriser l'échange de connaissances et à accroître la productivité. Enfin, l'Estonie souhaitait la bienvenue aux nouveaux membres du FIDA, notamment à l'Ukraine, qui allait bénéficier d'un précieux soutien au profit des zones rurales touchées par la guerre d'agression menée par la Russie. L'Estonie était honorée de pouvoir participer à l'élaboration de la note de stratégie de pays pour l'Ukraine.

405. **Un représentant de la MALAISIE** a déclaré qu'il convenait d'ajouter à la longue liste des problèmes évoqués le risque de turbulences dans le commerce mondial, source d'incertitude concernant les perspectives de croissance à l'échelle de la planète, car le financement des donateurs et la mobilisation de fonds nationaux pouvaient en être affectés. Le multilatéralisme et la coopération internationale restaient essentiels dans la lutte contre ces problèmes, tout comme le rôle et le soutien du FIDA. Bénéficiant de la marge de manœuvre politique et du mécanisme institutionnel nécessaires, et investi d'un mandat spécifique, le FIDA pouvait s'atteler à des objectifs à long terme comme l'amélioration de la productivité, l'élargissement de l'accès aux ressources et le renforcement de la résilience, ce qui exigeait une coordination et une synergie étroites avec toutes les parties prenantes pour garantir une bonne gestion et une utilisation judicieuse des ressources disponibles, réparties selon un ciblage pertinent. Il était crucial de travailler avec efficacité et efficience, en particulier face à des problèmes de cette ampleur.
406. En Malaisie, le cadre économique Madani visait à transformer le pays en une économie à revenu élevé d'ici à 2033 et à garantir un partage équitable des richesses. Il s'agissait de poursuivre l'action menée en faveur de l'autosuffisance alimentaire, en augmentant le financement et les allocations budgétaires destinés à l'agriculture et au développement rural et en misant sur les organisations locales pour porter des pratiques agricoles durables. Une modernisation des systèmes agroalimentaires était aussi prévue, notamment au moyen de technologies agricoles numériques, qui permettraient une transformation au service de la productivité, de l'efficacité et de la durabilité. Ces technologies pouvaient être mises à profit pour répondre aux besoins des économies rurales et renforcer la sécurité alimentaire si l'action collective nécessaire en faveur de l'innovation était entreprise. Les facteurs essentiels à la bonne exécution des projets étaient non seulement l'efficacité et l'efficiency, mais aussi l'évaluation, la transparence et la responsabilité. Le FIDA bénéficiait d'un avantage comparatif en matière d'assistance aux pays et de financement en faveur de la résilience à moyen et à long terme.
407. **Un représentant de la FRANCE**, saluant la qualité des débats, a déclaré qu'il partageait bon nombre des points de vue exprimés, notamment en ce qui concernait la nécessité d'adopter des approches complémentaires et de mettre l'accent sur les partenariats. Au sujet de la crise systémique de la dette, il était important de distinguer le risque de surendettement de la situation de surendettement effectif, au risque d'entraîner une augmentation brutale des coûts de financement si les investisseurs anticipaient une restructuration. L'élément de libéralité revêtait également une grande importance; il pouvait être optimisé en se fondant sur la définition adoptée de la vulnérabilité, qui devait être au centre des débats à mener. Associé à toutes les innovations évoquées, cet élément permettrait une meilleure utilisation des capitaux existants et contribuerait à mobiliser des financements privés, y compris au niveau local. Une autre question majeure était le type et la taille des projets du FIDA, qui devaient être fixés en considérant la valeur ajoutée par le Fonds et le rôle complémentaire qu'il jouait. Le FIDA devait travailler avec les banques agricoles locales et, de manière plus large, créer un réseau opérationnel de banques multilatérales et nationales. Il devait également collaborer avec le secteur privé avant la phase de définition des projets.
408. **Un représentant du PANAMA**, souscrivant pleinement aux observations formulées par les représentants du Mexique et du Costa Rica, a déclaré que les pays à revenu intermédiaire et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure se sentaient effectivement exclus du débat. L'exclusion de leurs populations pauvres et de leurs producteurs agricoles, pourtant confrontés aux mêmes problèmes que tous leurs homologues dans le monde, était également un point préoccupant, qu'il convenait de corriger. Les pays à revenu intermédiaire

supérieur et leurs institutions étaient tout à fait disposés et aptes à contribuer et à participer à la lutte mondiale contre la pauvreté et la faim.

409. **Un représentant de l'ANGOLA** a déclaré que l'innovation était un facteur essentiel pour continuer à garantir la viabilité et la pertinence du partenariat entre le FIDA et ses États membres face à des contextes et des problèmes d'une telle complexité. L'un des rôles du FIDA pourrait être de s'appuyer sur les notations de crédit pour garantir aux banques souveraines et aux banques nationales de développement de meilleures conditions de crédit, des actifs, ainsi que des prix plus intéressants, ce qui permettrait d'élargir le financement au moyen de garanties. Le FIDA pourrait également contribuer à renforcer les liens avec les institutions nationales, en particulier les fonds nationaux consacrés à l'agriculture, à la pêche, à la résilience face aux changements climatiques et au développement rural. Il était en outre crucial de disposer de connaissances et d'expériences locales pour adapter les programmes et les projets aux besoins spécifiques. À cet effet, le FIDA devait se tenir prêt à ajuster ses procédures à des fins de souplesse.
410. Par ailleurs, il était important de reconnaître le rôle important joué par le FIDA dans le débat mondial sur la réforme de l'architecture financière internationale, qui avait pris beaucoup de retard. Les pays africains appelaient avec insistance cette réforme de leurs vœux dans la perspective de bénéficier de nouveaux produits financiers et de nouvelles approches de gestion de la dette garants d'une augmentation des dons et des capitaux alloués à des conditions concessionnelles. L'Angola engageait la direction du FIDA à poursuivre ses travaux visant à élaborer des stratégies financières innovantes.
411. **Une représentante du NIGER**, notant que son pays occupait la deuxième place dans le portefeuille du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre, a indiqué que quatre grands projets, d'une valeur totale d'environ 722 millions d'USD, étaient en cours au Niger; ils couvraient six régions du pays et bénéficiaient à plus de 4 millions d'habitants. À une époque où le pays était soumis à des sanctions, le financement additionnel accordé par le FIDA dans le cadre d'autres interventions avait aussi été apprécié. Pour garantir la durabilité des effets de ces investissements, tous les projets devaient être mis en œuvre de manière rigoureuse et être suivis avec plus d'exigence et de transparence, en assurant une meilleure coordination entre les parties prenantes à des fins d'optimisation des ressources et de rationalisation du financement. Les bénéfices attendus se manifesteraient alors sans délai.
412. Compte tenu de l'énorme travail restant à accomplir, le Niger appelait le FIDA et ses partenaires à poursuivre leur engagement croissant en faveur du pays. Agir tous ensemble permettrait de bâtir un secteur agricole plus résilient et plus durable au Niger.
413. **Une représentante de la SUÈDE**, après avoir souhaité la bienvenue aux nouveaux États membres du FIDA, a déclaré que l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale était aggravée par une combinaison de problèmes liés à la guerre d'agression non provoquée menée par la Russie contre l'Ukraine. Les chocs économiques faisaient partie des facteurs qui affectaient l'agriculture, les migrations, le commerce et le développement. La Suède attendait avec intérêt que le FIDA renforce ses relations avec l'Ukraine et les deux autres États membres nouvellement intégrés.
414. Les changements climatiques étant la principale cause de la faim, la contribution du FIDA à l'augmentation du financement de l'action climatique conformément aux engagements pris en la matière serait décisive, en particulier pour combler le déficit de financement de l'adaptation. Sur cette question, il serait intéressant que le FIDA travaille en étroite collaboration avec le système des banques multilatérales de développement.

415. En ce qui concernait le rôle central joué par le secteur privé et par l'innovation, l'un des principaux objectifs de la coopération au développement suédoise était de renforcer les synergies qu'elle entretenait avec le commerce. La Suède attendait avec intérêt les résultats de l'attention portée au secteur privé dans le cadre de FIDA13, et estimait que l'augmentation des investissements privés était essentielle pour combler le déficit de financement, la capacité du FIDA à assembler des fonds grâce à un fort effet de levier constituant un avantage. Le FIDA devait continuer à concevoir et à mettre en œuvre des instruments novateurs, à étendre la portée de ses modèles de financement et à encourager une coopération étroite avec les acteurs du secteur. La récente émission de la dixième obligation durable du FIDA, dont les fonds émanaient d'investisseurs suédois, en était un bon exemple.
416. **Un représentant de la RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**, remerciant le FIDA de l'action qu'il menait sans relâche en faveur du bien-être rural, a déclaré que le Fonds s'était révélé un partenaire crucial et indéfectible pour son pays, qui avait subi de nombreuses crises. Le FIDA avait contribué à rétablir la paix et à renforcer la résilience dans tout le pays grâce à des projets axés sur un soutien direct aux petits exploitants agricoles et aux peuples autochtones. Toutefois, il restait de nombreuses difficultés à surmonter.
417. Misant sur l'énorme potentiel agropastoral du pays, le nouveau plan quinquennal de développement national visait à passer d'une approche humanitaire de la résilience à un objectif de durabilité, en s'appuyant notamment sur l'élevage et l'agriculture. Des mesures visant à promouvoir la sécurité alimentaire à l'école en donnant priorité aux produits locaux étaient en cours de mise en œuvre avec l'appui des organismes ayant leur siège à Rome, et une nouvelle agence nationale de sécurité alimentaire œuvrait à répondre aux besoins des peuples autochtones du pays. Il convenait aussi d'aborder les questions liées à la sécurité alimentaire et à l'élevage sous l'angle de la transhumance transfrontalière. Sous l'effet des changements climatiques et de l'évolution des moyens d'existence, le pays était devenu un refuge pour les éleveurs du Sahara, ce qui avait donné lieu à une série de problèmes, notamment, une dégradation des écosystèmes due au surpâturage.
418. La République centrafricaine était prête à faire évoluer son partenariat avec le FIDA, en tenant compte du contexte national exposé dans son plan de développement, par le biais de projets visant à accroître l'efficacité de son action de lutte contre la faim, la pauvreté et les effets des changements climatiques.
419. **Une représentante de l'INDONÉSIE** a déclaré que, dans le cadre de sa mission, le FIDA avait un rôle à jouer dans les situations de fragilité, plus particulièrement dans la lutte contre les facteurs et les effets de la fragilité. En ce qui concernait la question cruciale de la fragilité liée aux conflits, il était important que le FIDA collabore avec d'autres institutions, notamment les autres organismes ayant leur siège à Rome, et contribue à renforcer le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, puisqu'il avait pour point de mire la résilience et le développement à long terme; en effet, renforcer la résilience aux chocs signifiait réduire les besoins humanitaires à l'avenir. À Gaza, l'activité agricole avait cessé à cause du grave conflit qui sévissait; les terres agricoles étaient détruites et la population n'avait plus accès à des aliments nutritifs. Dans le respect de son mandat, le FIDA était en mesure et en devoir de contribuer à évaluer et à combattre les effets de ce conflit sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le Territoire palestinien occupé, en particulier dans la bande de Gaza.
420. Dans le cadre du renforcement de sa collaboration avec d'autres acteurs visant à mobiliser des investissements au profit du premier kilomètre, le FIDA devait davantage recourir aux partenariats public-privé ainsi qu'à la coopération Sud-Sud et triangulaire, et collaborer avec les nouveaux pays émergents donateurs. Il serait alors possible de permettre aux populations les plus vulnérables au monde

d'accéder à plus de ressources non préférentielles, notamment, et de soutenir leur action d'adaptation au bénéfice d'une durabilité profitable à tous à l'avenir.

421. **Un représentant du LIBÉRIA** a indiqué que les effets des changements climatiques et le fardeau de la dette à l'échelle mondiale étaient des questions qui intéressaient particulièrement son pays. Doté d'abondantes ressources forestières couvrant plus des trois quarts de son territoire, le Libéria était dans l'obligation de protéger cette forêt, où vivait, dans la pauvreté, la majorité de la population. D'autre part, sous le poids de la dette du pays, la plupart des ressources budgétaires disponibles étaient consacrées au remboursement de prêts contractés auprès de partenaires internationaux. En outre, la politique agricole « zéro déforestation » définie dans le cadre du nouveau règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts constituait une contrainte supplémentaire pour la population libérienne en limitant sa capacité à développer ses activités agricoles. Le Libéria souhaitait savoir si le FIDA pourrait l'aider à renforcer ses capacités d'évaluation du financement climatique, en particulier en ce qui concernait les opérations de conversion de dettes en mesures en faveur de la nature, dans l'optique de réduire le fardeau de sa dette et de commencer à investir dans le développement de la petite agriculture.
422. **Une représentante du SOUDAN DU SUD** a déclaré que, pour son pays, affecté par des conflits internes ou régionaux ainsi que par les changements climatiques, il était essentiel que le rôle du FIDA se distingue de celui des organismes humanitaires présents sur le terrain. Par exemple, il s'avérait que la majorité des projets du FIDA étaient mis en œuvre en partenariat avec des entités des Nations Unies qui participaient déjà à des activités humanitaires sans rapport avec le développement dans les pays concernés. S'associer au FIDA pouvait alors donner l'impression que les actions entreprises s'inscrivaient dans le prolongement de ces activités, faisant obstacle au développement au lieu de le soutenir. Dans ce cadre, quel était le rôle spécifique du FIDA et comment s'assurait-il que les résultats des projets menés dans des pays comme le sien étaient pérennisés après le départ des organismes humanitaires qui mettaient en œuvre ces initiatives pour son compte?
423. **Le MODÉRATEUR** a indiqué que, par manque de temps, ses collègues n'avaient pas eu l'occasion de répondre aux questions posées par les deux intervenants précédents, mais qu'ils se feraient un plaisir de le faire après la réunion.
424. Pour conclure les débats, il a remercié M^{me} Pantuliano et M^{me} Mukeshimana pour leurs contributions, ainsi que tous les participants pour leurs précieuses interventions, qui avaient fait la richesse de la discussion. Il en ressortait clairement que le contexte national et les difficultés en matière de développement variaient considérablement d'un pays à l'autre, et nécessitaient des solutions et des approches spécifiques. Des sujets récurrents avaient émergé, en lien avec des questions telles que la nécessité de continuer à établir des partenariats avec différents acteurs, l'appropriation par le pays et les solutions locales, l'action collective à l'échelle mondiale, les solutions et instruments financiers, y compris le financement de l'action climatique, l'innovation, la prise en compte d'aspects du développement rural dépassant le cadre de l'agriculture, les solutions numériques destinées aux petits exploitants agricoles, la coopération Sud-Sud et triangulaire, les pays à revenu intermédiaire et les considérations organisationnelles, notamment en matière de rationalisation, de flexibilité, de rapidité, d'agilité, d'apprentissage et d'évaluation de l'impact.
425. **M^{me} MUKESHIMANA** (Vice-Présidente du FIDA) a déclaré que d'autres points avaient été soulevés, en lien avec l'utilisation des systèmes nationaux, la nécessité de renforcer la capacité du FIDA à réagir rapidement aux problèmes liés aux changements climatiques et la nécessité pour le FIDA d'œuvrer exclusivement au développement dans le cadre de ses collaborations, en écho à la question posée par la représentante du Soudan du Sud. Il s'agissait là de questions importantes,

qui méritaient d'être approfondies dans la recherche de solutions adéquates. En outre, il était essentiel d'exploiter au mieux chaque dollar investi tout en continuant à considérer l'efficacité et l'efficience du développement comme des préoccupations majeures. Le FIDA se tenait à disposition pour poursuivre les délibérations destinées à garantir qu'il répondait aux attentes de ses États membres. Les conditions d'emprunt devenant de plus en plus difficiles à respecter, les pays étaient moins enclins à emprunter pour financer des dépenses concernant la nutrition, la jeunesse et les changements climatiques, par exemple. Toutefois, les intervenants avaient presque tous reconnu que les changements climatiques constituaient une menace majeure et persistante, ce qui reflétait l'importance d'investir dans la résilience face aux changements climatiques. De la même manière, les jeunes avaient besoin d'accéder à des emplois, et les populations, à une alimentation diversifiée. Ainsi, les investissements du FIDA étaient judicieux, mais il fallait poursuivre les échanges et veiller à ce que ces investissements produisent les effets escomptés.

426. **Le MODÉRATEUR** a déclaré qu'un autre sujet avait émergé, celui du rôle d'assembleur et de catalyseur de financements joué par le FIDA; il fallait ainsi réfléchir plus avant à la manière dont le FIDA pourrait exercer un levier financier pour mobiliser plus de ressources et apporter une valeur ajoutée à des projets de grande envergure. Pour clore la séance, il a de nouveau remercié tous les participants pour leur contribution.

427. **La séance a été levée à 14 h 10.**

- iv) Compte rendu analytique de la quatrième séance de la quarante-huitième session tenue le jeudi 13 février 2025 à 15 heures.

Présidence: Son Excellence M. Christophe Schiltz (Luxembourg)

Table des matières

	Paragraphes
Dialogue des Gouverneurs sur la coopération Sud-Sud et triangulaire	429-492
Questions diverses (point 9 de l'ordre du jour)	493
Observations finales du Président du FIDA	494
Discours de clôture de la présidence du Conseil des gouverneurs	495

428. **La séance a été ouverte à 15 h 10.**

DIALOGUE DES GOUVERNEURS SUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

429. **Claudia ten HAVE** (Secrétaire du FIDA) a indiqué que le Dialogue des gouverneurs sur la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) serait modéré par Lerato Mbele, figure médiatique sud-africaine de renommée mondiale.
430. **La MODÉRATRICE**, retraçant l'histoire du sujet, a rappelé que le terme « coopération Sud-Sud » avait été forgé en 1955 à la Conférence Asie-Afrique à Bandung (Indonésie), où des pays des deux continents étaient venus examiner les possibilités de coopération eu égard à leurs aspirations mutuelles. La définition avait depuis été élargie pour englober les marchés émergents ou frontières ainsi que tous les pays en développement généralement désignés sous le nom de « Sud global ». Le dénominateur commun dans la coopération Sud-Sud était que, malgré leurs différences, tous avaient pour ambition d'accroître la valeur de leur économie, de s'intégrer davantage dans le système financier mondial, d'échanger des biens à plus forte valeur ajoutée et d'être plus visibles dans les affaires mondiales. La coopération Sud-Sud supposait la recherche de solutions par et pour le Sud global, non pas isolément mais en partenariat avec le reste du monde, lui-même riche de connaissances, compétences et ressources.
431. La conversation examinerait l'intérêt de la CSST en tant que modèle de développement et la manière de tirer parti des points forts des économies du Sud pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux. La coopération Sud-Sud s'était élargie et avait gagné en ambition, et l'on ne comptait plus les exemples où des partenaires, dans toute sorte de domaines, créaient dans le Sud une valeur potentiellement utile pour le monde entier. Cette coopération était par ailleurs coordonnée avec la communauté internationale, y compris au plan multinational, avec les bailleurs de fonds et avec d'autres partenaires de développement.
432. La modératrice a invité Donal Brown, Vice-Président adjoint en charge du Département des opérations de pays du FIDA, à prononcer un discours d'ouverture qui donnerait le ton de la conversation.
433. **Donal BROWN** (Vice-Président adjoint, Département des opérations de pays, FIDA) a expliqué dans son discours liminaire que la CSST jouait un rôle déterminant dans la promotion de la transformation rurale tant attendue, mais que son plein potentiel était loin d'être atteint. Des efforts concertés étaient manifestement indispensables pour surmonter les multiples défis mondiaux, la collaboration étant par ailleurs gage de résilience. Le FIDA était depuis longtemps convaincu que les solutions les plus efficaces contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire étaient d'ordre global, nées à la fois de la sagesse collective et des expériences et de l'inventivité de tel ou tel lieu, et qu'elles étaient très souvent de facture locale. Au fil des générations, les agriculteurs avaient transmis les connaissances acquises et les communautés ont appris à s'adapter à l'évolution des conditions.
434. L'essence de la CSST résidait dans le partage systématique des connaissances, des apprentissages, des pratiques et des innovations dans les pays et entre pays. Au FIDA, il ne s'agissait plus d'une pratique sporadique mais d'une composante fondamentale des stratégies nationales et des prêts, dons et programmes d'investissements à portée transversale, ce qui avait amené de réelles augmentations de la productivité et de la rentabilité dans les zones ciblées. Ce changement montrait bien l'urgence qu'il y avait à s'élever à la hauteur des circonstances en tirant tout le parti de la CSST.
435. Au titre du nouveau programme de travail, correspondant à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA, le Fonds faisait le nécessaire pour mieux intégrer des partenariats nés d'initiatives de pays du Sud dans ses priorités, en particulier les travaux de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation

à ces changements, de renforcement de la résilience rurale et de combat contre la fragilité, et d'intensification des partenariats avec le secteur privé. Le FIDA s'efforcerait donc de renforcer encore ses actions conjointes avec les États Membres de toutes les régions, par exemple le Mécanisme de CSST Chine-FIDA, qui continuait de fournir des contributions financières dont avaient déjà bénéficié plus de 100 000 personnes dans 40 pays les cinq années précédentes. La Colombie avait déjà suivi cet exemple, et l'on espérait que d'autres pays dont l'expérience pouvait être utilement partagée en feraient autant. L'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté offrait également une plateforme pour le partage des connaissances, notamment un programme d'alimentation scolaire géré conjointement par les trois organismes ayant leur siège à Rome.

436. Le Dialogue des gouverneurs était une formidable occasion d'explorer les moyens d'approfondir et d'élargir la coopération entre États membres et d'accroître ainsi l'impact du développement, par des contributions financières et techniques et en participant aux plateformes gérées par le FIDA de mise en commun des connaissances. La CSST ne devait pas être un ajout après coup mais faire partie intégrante de la conception et de l'exécution des projets du FIDA. Le défi pour le FIDA et ses partenaires était donc de veiller à ce qu'elle soit correctement intégrée dans la conception des principaux investissements du Fonds et que des ressources soient explicitement fléchées à cette fin.

437. Une vidéo sur la CSST a été projetée.

438. **La MODÉRATRICE** a présenté les intervenants au Dialogue des gouverneurs:

- Son Excellence M^{me} Carla Barroso Carneiro, Ambassadrice et Représentante permanente de la République fédérative du Brésil auprès du FIDA
- Liao Min, Vice-Ministre des finances de la République populaire de Chine
- Son Excellence M. Bernardo Luís De Carvalho Futscher Pereira, Ambassadeur et Représentant permanent de la République portugaise auprès du FIDA
- Manisha Sinha, Cheffe du Département des affaires économiques au Ministère des finances de la République de l'Inde
- Mostafa Ibrahim Ali ElSayad, Vice-Ministre de l'agriculture et de la restauration des terres, République arabe d'Égypte

439. La modératrice a demandé à l'ambassadrice S. E. M^{me} Carneiro en quoi la coopération Sud-Sud était un modèle de développement intéressant et comment le Brésil tirait parti de cette coopération dans son action pour le développement et dans le compte à rebours vers les objectifs de développement durable (ODD).

440. **Son Excellence M^{me} Carla BARROSO CARNEIRO** (Ambassadrice et Représentante permanente du Brésil auprès du FIDA), soulignant la grande instabilité et difficulté du contexte, a dit qu'il n'y avait pas d'autre choix que de s'y adapter et de trouver de nouveaux moyens d'accélérer le travail et les prises de décision dans le cadre de la CSST. L'efficacité voulait que l'on se plie aux circonstances, par exemple en adoptant une approche multipartite, c'est-à-dire en associant de nouveaux acteurs, notamment de la société civile, des universités et du secteur privé et en travaillant à obtenir des résultats plus rapides.

441. L'optique Sud-Sud était utile car une politique, quelle qu'ait été son succès dans les circonstances précises de tel ou tel pays, ne pouvait être transposée dans un autre pays confronté à des difficultés analogues qu'en prenant en compte la perspective du premier. Autrement dit, il tombait sous le sens de reprendre les expériences des pays en développement, dont les contraintes de ressources humaines et financières se recoupaient, pour adapter les politiques en fonction des contextes nationaux.

442. **La MODÉRATRICE**, soulignant la remarquable réussite de la Chine, qui avait affranchi 800 millions de personnes de la pauvreté en une génération, a demandé à M. Liao quelles idées et leçons son pays avait à partager s'agissant d'accélérer le développement, la mobilité sociale et la transformation.
443. **LIAO Min** (Vice-Ministre des finances de la Chine), pour qui l'expérience de développement de son pays au cours des 40 années précédentes, était particulièrement pertinente pour les autres pays en développement, a expliqué que réforme et ouverture avaient été la clé du succès. Parmi les écueils à éviter, il a cité les écarts de revenus grandissants et la surdépendance à l'égard des chaînes d'approvisionnement extérieures, mais aussi le protectionnisme, le populisme ou, pire encore, l'isolement du reste du monde.
444. Le développement économique avait sa logique propre et suivant un ordre incontournable. La première étape en Chine avait été l'exode rural, qui avait peu à peu déplacé le centre de gravité économique de l'agriculture vers l'industrie manufacturière, puis vers les industries modernes de services. La Chine avait également construit progressivement ses propres infrastructures matérielles et immatérielles.
445. Les partenariats public-privé était un autre facteur important du développement. Dans l'agriculture, par exemple, les progrès rapides des nouvelles technologies pouvaient être aussi bien un atout qu'un danger pour les petits producteurs et entreprises rurales, pour qui ces technologies étaient souvent trop coûteuses. En ayant ces facteurs à l'esprit, la Chine avait mis en place de nombreux partenariats public-privé afin de promouvoir la numérisation de la production agricole, de réduire les coûts de la chaîne d'approvisionnement et d'améliorer le contrôle de la qualité des produits agricoles. Ces partenariats pouvaient, dans les premiers temps, rendre les technologies plus viables économiquement pour les entreprises ordinaires et les populations rurales. Plus grand pays en développement au monde, la Chine était tout à fait disposée à partager son expérience avec d'autres pays en développement.
446. **La MODÉRATRICE** a demandé quel était le rôle du Portugal et des autres membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans le cadre de la CSST et les avantages mutuels de cette coopération.
447. **Son Excellence M. Bernardo Luis DE CARVALHO FUTSCHER PEREIRA** (Ambassadeur et Représentant permanent du Portugal auprès du FIDA) a salué le rôle exceptionnel que le Brésil avait assumé pendant sa présidence du G20 concernant la coopération triangulaire, forme de coopération à son avis d'avant-garde, et a mis l'accent sur la diplomatie dans son aspect technologique, à même de renforcer de la confiance entre les partenaires et de faciliter le dialogue en multipliant les interactions. Unir ses forces, aussi bien dans le Comité d'aide au développement de l'OCDE qu'hors de cette instance, et avec des organisations telles que le FIDA, offrait une plus-value indéniable. En effet, grâce aux nouvelles collaborations forgées dans ce cadre, le Portugal avait pu plaider en faveur de la coopération triangulaire dans les forums internationaux, conformément à ses propres priorités stratégiques en matière de coopération, et se faire entendre au-delà du cercle de ses partenaires bilatéraux traditionnels.
448. Le soutien portugais à la coopération triangulaire s'était traduit par deux mécanismes de financement essentiels, à savoir un nouveau fonds créé pour favoriser cette coopération entre le Portugal, l'Amérique latine et les pays africains lusophones et le Guichet de coopération triangulaire du Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Ce soutien mettait en évidence l'engagement du Portugal à faire le lien entre les institutions latinoaméricaines ou lusophones et son rôle dans la mobilisation de ressources pour favoriser des solutions Sud-Sud face à l'urgence des défis du développement.

449. Profondément attaché au succès de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté et à son action pour lutter contre la pauvreté intergénérationnelle, le Portugal se réjouissait d'offrir son savoir-faire en matière de programmes de transferts monétaires axés sur l'aide à l'enfance. L'intervenant a souligné la nécessité de lutter contre la précarité énergétique au moyen de mécanismes d'allègement de la dette en échange d'investissements climatiques dans les petits États insulaires en développement, notamment au Cap-Vert et à Sao Tomé-et-Principe. Son pays s'était en outre engagé à couvrir 10% des coûts de création du secrétariat de l'Alliance mondiale et avait récemment été élu vice-président du Conseil des champions de l'Alliance.
450. **La MODÉRATRICE** a demandé quels étaient les défis les plus urgents à relever dans la transposition à plus grande échelle de la CSST et ce que l'Inde et l'Égypte pouvaient faire pour garantir que les actions menées dans ce cadre conduisent à la transformation rurale et à un développement rural plus inclusif et plus efficace.
451. **M^{me} Manisha SINHA** (Cheffe du Département des affaires économiques, Ministère des finances de l'Inde) a déclaré que le parcours des pays développés s'expliquait par un environnement favorable, où la collaboration régnait, chose qui manquait jusqu'à présent dans le monde du Sud. C'était peut-être pour cela que l'aide accordée pendant des décennies au Sud global n'avait pas toujours eu l'effet escompté. Partisane de longue date de la coopération, l'Inde avait mis en place des mécanismes de coopération Sud-Sud dans des domaines tels que le renforcement des capacités, l'énergie, notamment les énergies renouvelables, le développement durable et, tout particulièrement, l'inclusion numérique. Elle avait appris que le développement n'était pas linéaire, et que certains pays obtenaient des résultats remarquables dans tel ou tel domaine tout en restant à la traîne dans d'autres, souvent dans certaines poches géographiques.
452. L'Inde était une vaste démocratie, à la population nombreuse et hétérogène, sommée de faire émerger le consensus à partir d'une multiplicité d'opinions, ce qui lui donnait un point de vue particulier sur différents contextes et enjeux. Certains projets y atteignaient une telle envergure qu'ils concernaient plus de personnes que certains pays n'avaient d'habitants. Recherche de consensus, relations avec les parties prenantes et prise en compte de la pluralité et de la diversité des approches: dans tous ces domaines l'Inde pensait pouvoir faire valoir quelques expériences susceptibles de fonctionner ailleurs.
453. La CSST souffrait notamment des effets psychologiques engendrés par l'aide, de sorte que les pays du Sud avaient encore du mal à se faire entendre et à obtenir le soutien et l'expertise nécessaires sur des points cruciaux eu égard à leurs besoins et à leur situation. À la fois bailleuse de fonds et emprunteuse, l'Inde jouait un rôle de passerelle. Elle comprenait à la fois l'exigence de transparence, d'inclusivité et durabilité possible et les contraintes qui pesaient de fait sur l'exécution de projets dans des conditions difficiles, souvent dans des villages isolés aux mentalités parfois plus traditionnalistes que ne le souhaiteraient les pays donateurs. Dans ces communautés, les notions d'inclusivité et d'équité différaient parfois de l'idée que s'en faisaient les organisations pourvoyeuses d'aide.
454. L'Inde avait axé ses initiatives de coopération sur le développement de programmes d'autonomisation locaux et elle était devenue une puissance agricole après avoir longtemps été en grande partie dépendante des importations agricoles. Elle avait donc les cartes en main pour aider à mettre en place des solutions adaptées aux réalités du terrain et des innovations transposables.
455. **M. Mostafa Ibrahim Ali ELSAYAD** (Vice-Ministre de l'agriculture et de la restauration des terres de l'Égypte), soulignant que les défis communs et spécifiques à chaque pays devaient être relevés collectivement, a déclaré qu'une CSST renforcée était le meilleur moyen de transférer les connaissances, l'expérience et la technologie. En dégageant du temps et des ressources, elle

contribuerait au développement durable des pays concernés. L'Égypte, pour sa part, se concentrerait sur les défis considérables qui l'attendaient, notamment la transmission de savoir-faire issu de la recherche et d'autres institutions devant permettre aux petits producteurs de faire face aux changements climatiques, de résoudre d'autres crises et, à terme, d'améliorer leurs revenus et leurs moyens d'existence. Elle avait déjà réalisé une avancée majeure dans cette direction, grâce au succès de la mise en œuvre des projets du FIDA dans tout le pays.

456. Consciente que ses petits producteurs agricoles manquaient des moyens de pérenniser leur activité, l'Égypte avait mis en commun leurs ressources au sein de coopératives et d'associations et encourageait également d'autres acteurs à investir, à améliorer le transfert de connaissances, à renforcer les capacités en matière de bonnes pratiques et à faciliter les procédures de commercialisation. Grâce à ses interactions avec le FIDA et les deux autres organismes ayant leur siège à Rome, le pays avait pris conscience des avantages de la coopération et souhaitait donc œuvrer au transfert des connaissances au niveau local et vers l'ensemble du monde du Sud. C'est pourquoi il avait créé un centre dédié et organisait des cours de formation à l'intention de personnes venues de toute l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est.
457. **La MODÉRATRICE** a demandé aux intervenants de décrire brièvement comment intégrer de façon transversale la CSST dans l'action en matière de développement à l'échelle internationale.
458. **Carla BARROSO CARNEIRO** (Ambassadrice et Représentante permanente du Brésil auprès du FIDA) a fait observer que les connaissances ne pouvaient se construire sans ressources, ce qui rendait incontournable la question du financement, où le FIDA jouait un rôle central. Les dix institutions financières internationales qui avaient adhéré à l'Alliance mondiale contre la faim, qui comportait également un volet financier, devaient se focaliser sur la nécessaire concrétisation des engagements, CSST à l'appui.
459. **M^{me} SINHA** (Cheffe du Département des affaires économiques, Ministère des finances de l'Inde), rappelant l'idée reçue qui voyait dans les pays développés la principale source d'enseignements, a fait valoir qu'il était aujourd'hui de rigueur de reconnaître à sa juste valeur la sagesse populaire du Sud global. Compte tenu de son pouvoir de mobilisation, le FIDA était bien placé pour jouer un rôle de passerelle en proposant un lieu d'échanges d'envergure mondiale consacré au partage des problèmes, à l'examen des difficultés et à la réflexion collective. Un environnement numérique collaboratif pourrait également être créé pour permettre aux communautés auprès desquelles intervenait le FIDA de participer et de s'exprimer. Le FIDA pourrait en outre mener amener la conversation directement sur le terrain pour mettre en vitrine le génie local. Dans son rôle de passerelle, il pourrait faire connaître les préoccupations du monde du Sud au secteur privé et aux agences de notation. Enfin, il pourrait aider le Sud global à mieux avoir accès à des financements concessionnels dans toute une série de domaines prioritaires.
460. **Son Excellence M. Bernardo Luis DE CARVALHO FUTSCHER PEREIRA** (Ambassadeur et Représentant permanent du Portugal auprès du FIDA) a déclaré qu'en cette période marquée par de multiples crises mondiales, ce n'était pas le moment de relâcher les efforts de promotion de la coopération multilatérale, bilatérale et triangulaire. Face également au besoin d'innovation et de solutions tournées vers l'avenir, la coopération triangulaire était un bon moyen de tirer parti de l'expertise acquise par le monde du Sud dans ses propres efforts de développement. Elle était également propice à ce que se nouent des partenariats avec d'autres pays, y compris les membres de l'OCDE, et si possible avec des organisations internationales. Il convenait d'encourager les partenariats multipartites et décentralisés et de rechercher les financements nécessaires. La

coopération triangulaire, qui facilitait les flux de ressources entre les pays, avait un intérêt économique et créait une dynamique positive qu'il fallait encore renforcer.

461. **M. LIAO** (Vice-Ministre des finances de la Chine), décrivant le Mécanisme de CSST Chine-FIDA comme un moyen d'obtenir des effets directs remarquables, a déclaré que ce mécanisme, le premier du FIDA consacré à la CSST, avait, ces sept dernières années, appuyé 20 projets modestes mais significatifs dans 40 pays, dont avaient bénéficié quelque 150 000 agriculteurs. Avec davantage de mécanismes de ce genre, il pourrait être fait encore davantage pour aider les pays qui en avaient besoin. La Chine venait de signer un accord avec le FIDA pour la deuxième phase du mécanisme et attendait en effet de celui-ci qu'il joue un rôle plus important dans la CSST, en tirant parti de ses avantages singuliers en tant qu'organisme spécialisé des Nations Unies pour la mettre au service tant de la réduction de la pauvreté que du développement agricole. La Chine militait pour un élargissement de la CSST et espérait que davantage d'États Membres, en particulier des pays développés, tireraient pleinement parti de leurs avantages et capacités propres pour jouer un rôle actif dans ce processus, en vue d'apporter des changements significatifs et durables dans les zones rurales.
462. **M. ELSAYAD** (Vice-Ministre de l'agriculture et de la restauration des terres de l'Égypte) a déclaré que le FIDA pouvait contribuer à résoudre beaucoup des problèmes actuels, par-dessus tout en coopérant avec d'autres organismes des Nations Unies pour élaborer un plan garantissant que tous les projets prévoient une coopération Sud-Sud. Le FIDA devrait également s'efforcer de recenser ses points faibles et d'y remédier, ce qui renforcerait cette coopération.
463. **La MODÉRATRICE** a remercié les intervenants pour leur contribution au Dialogue des gouverneurs.
464. **Une vidéo sur un projet de fermes aquatiques soutenu par le mécanisme de CSST Chine-FIDA a été projetée.**
465. **La MODÉRATRICE** a invité les gouverneurs à formuler des observations.
466. **Un représentant du CAMEROUN** a déclaré que son pays avait élaboré une stratégie nationale pour mettre la CSST au service de la transformation structurelle de l'économie, du développement du capital humain et d'une meilleure gouvernance, qui serait intégrée dans un plan de développement décennal. La CSST avait profité au Cameroun de multiples façons, lui permettant d'augmenter rendement et rentabilité dans une production agricole durable, d'introduire de nouvelles technologies et solutions, d'accroître la mécanisation, de lutter contre les ravageurs migratoires, d'analyser sa situation en matière de sécurité alimentaire, d'améliorer la santé et la fertilité des sols et de créer des fermes produisant des semences de riz. Source de capitaux nouveaux au service d'une innovation technologique rapide, le secteur privé avait également joué un rôle déterminant dans l'adoption de solutions nouvelles.
467. **Une représentante de la COLOMBIE**, soulignant les efforts inlassables de ceux qui assument la lourde responsabilité de promouvoir des politiques agricoles pour le bien-être de leurs compatriotes, a déclaré que les partenariats solides de son pays avec les pays d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Asie et d'Afrique, ainsi qu'avec les organismes multilatéraux et les institutions financières internationales, notamment le FIDA, avaient démontré l'énorme potentiel de la coopération et de l'échange de connaissances et de bonnes pratiques dans des domaines tels que la consolidation de la paix, la production de café et de coton, et l'autonomisation des femmes.
468. La Colombie, membre engagé de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté et a salué le rôle de chef de file joué par le Brésil dans cette initiative. Son pays était prêt à coopérer avec tous les autres pays en vue de réformer les politiques foncières, de renforcer les économies agricoles et de promouvoir l'agroécologie. À

cet égard, la deuxième Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural, prévue en Colombie en 2026, offrait une excellente occasion de renforcer la lutte contre la faim par un accès à la terre mieux garanti.

469. **Une représentante des MALDIVES** a expliqué que la CSST était essentielle pour l'avenir du secteur de la pêche dans son pays, dont il constituait le pilier économique et un élément fondamental de sa culture et de son identité. La CSST a facilité l'échange fondamental de connaissances et de bonnes pratiques en matière de pêche durable, d'accès aux marchés et de progrès technologiques, et contribué à renforcer la résilience aux changements climatiques et aux chocs économiques. Une coopération régionale forte était en outre essentielle pour renforcer la gouvernance dans le domaine de la pêche, garantir une utilisation responsable des ressources et assurer un partage équitable des avantages entre les pays. Elle était également indispensable pour intensifier la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, qui portait un préjudice disproportionné aux petits pays pratiquant la pêche, menaçait leurs moyens d'existence et compromettait les progrès difficilement acquis en matière de durabilité. Les pays devaient tirer parti de la dynamique actuelle pour améliorer les investissements, renforcer le partage des connaissances et définir un mécanisme de collaboration à long terme.
470. Le nouveau traité des Nations Unies sur la haute mer constituait une occasion sans précédent de renforcer la gouvernance des océans, mais son efficacité dépendrait de la capacité des pays en développement à disposer des ressources, des capacités et du soutien technique nécessaires à leur pleine participation. La CSST jouait donc un rôle clé pour une mise en œuvre équitable, inclusive et mutuellement avantageuse du traité. La stabilité, le commerce et les investissements s'en trouveraient renforcés, mais elle pouvait aussi jouer un rôle crucial dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et d'une production alimentaire durable et abordable, en encourageant les agriculteurs à adopter des solutions techniques agricoles innovantes.
471. En résumé, tous les pays devaient s'engager à agir, à innover, à faire preuve d'équité et à partager une vision commune de l'avenir de la pêche et de l'agriculture, dans laquelle la durabilité n'était pas juste un privilège, mais une réalité pour tous.
472. **Un représentant du KENYA** a déclaré que la vraie question était de savoir comment le monde du Sud, plutôt que le FIDA, pouvaient lui-même renforcer la CSST. Le monde du Sud commençait enfin à se débarrasser de l'idée tenace qu'il ne pouvait pas exceller sans aide extérieure. La Chine et l'Inde coopéraient de manière fructueuse avec les pays africains, dont certains, comme le Kenya, proposaient une formation agricole à leurs voisins. La CSST devait également favoriser le commerce régional. Il était par exemple, plus facile pour le Kenya d'exporter des fleurs vers les Pays-Bas qu'en Afrique de l'Ouest en raison des mesures sanitaires et phytosanitaires imposées par les pays d'Afrique de l'Ouest au reste du continent. Si le FIDA pouvait faire beaucoup en tant qu'intermédiaire désintéressé, les pays devaient également changer leurs habitudes et repenser les limites qu'ils s'étaient imposées afin de faciliter la coopération.
473. **Une représentante de CUBA**, soulignant l'attachement de son pays aux principes de solidarité, de complémentarité et de coopération pour le développement, a déclaré que la CSST était essentielle pour éliminer la faim et garantir la sécurité alimentaire. Depuis des décennies, en collaboration avec le FIDA et d'autres organismes multilatéraux, Cuba a partagé ses connaissances et son expérience dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation afin de renforcer la résilience des systèmes de production et de favoriser la souveraineté alimentaire dans les communautés rurales, contribuant ainsi au développement durable. Grâce au Mécanisme de CSST Chine-FIDA, Cuba renforçait également ses propres systèmes alimentaires tout en aidant d'autres pays à améliorer la production et la

distribution alimentaires, en faisant une priorité de l'accès à une alimentation saine et sûre pour les enfants et les populations vulnérables.

474. En collaboration avec le Costa Rica et le Programme des Nations Unies pour le développement, Cuba avait échangé des solutions techniques d'alimentation animale climato-compatible dans le cadre d'un projet visant à renforcer les chaînes agroalimentaires et avait en outre pris des initiatives pour la santé animale au service de la stabilité des systèmes agroalimentaires régionaux. Le pays continuerait à renforcer les partenariats et l'échange de connaissances et de technologies entre pays du monde du Sud afin de garantir la souveraineté alimentaire, la durabilité de l'agriculture et la résilience face aux défis actuels et à venir.
475. **Une représentante de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**, pour illustrer l'engagement de son pays en faveur de la CSST et du partage des bonnes pratiques et retours d'expérience, a déclaré qu'une délégation dominicaine s'était récemment jointe à une mission du FIDA au Libéria visant à renforcer le secteur du cacao dans ce pays. Outre des réunions techniques et des visites de plantations de cacao, la mission prévoyait d'améliorer les rendements du cacao libérien en adaptant au contexte local des stratégies clés en matière de traçabilité, de qualité, de certification internationale et de durabilité. Dans les mois à venir, un groupe d'experts dominicains se rendrait au Libéria pour appuyer des exercices de diagnostic local, la modernisation des processus de production et le renforcement de la gouvernance dans le secteur du cacao. Cette initiative conjointe devrait permettre d'atteindre l'objectif, à savoir renforcer les capacités du secteur cacaoyer libérien et faciliter son accès aux marchés internationaux à forte valeur ajoutée, ce qui permettra à la République dominicaine de s'imposer comme un acteur clé de la coopération mondiale en matière d'agriculture pour promouvoir la durabilité, l'inclusion et le partage de la croissance.
476. **Un représentant de la TÜRKİYE** a déclaré que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reposait sur le principe que le développement durable devait être participatif, inclusif et non discriminatoire, sans laisser personne de côté. Une forte appropriation était essentielle à la mise en œuvre efficace et en temps opportun des ODD. Malheureusement, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités existantes, rendant la réalisation du Programme 2030 plus difficile que jamais. Les effets des changements climatiques, l'escalade des conflits et la montée des tensions géopolitiques ont compromis encore davantage les perspectives de développement et, de fait, la sécurité alimentaire mondiale.
477. Si la tendance actuelle se maintenait, il serait impossible d'atteindre l'ODD 2. À moins de cinq ans de l'échéance de 2030, les progrès accomplis jusqu'à présent étaient loin d'être suffisants, les enjeux étant particulièrement élevés dans les États vulnérables. La solidarité internationale était donc essentielle. Compte tenu de la diversité des défis en matière de développement qu'avait à relever le monde du Sud, le modèle traditionnel de coopération Nord-Sud n'était plus adapté et devait être complété par la coopération Sud-Sud. En effet, il était souvent plus efficace pour les pays en développement de partager leurs meilleures pratiques entre eux, car les transferts de technologie entre pays confrontés à des défis similaires en matière de développement pouvaient donner des résultats plus durables.
478. Le financement du développement restait un élément essentiel de ces transferts, le FIDA étant un partenaire clé à cet égard. Mettant l'accent sur une collaboration étroite avec les entités compétentes des Nations Unies, la Türkiye a forgé un partenariat stratégique avec le Programme des Nations Unies pour le développement et son Centre international d'Istanbul d'appui au secteur privé aux fins du développement. Elle finançait actuellement une série de projets dans les pays les moins avancés, hébergeait la Banque de technologies des Nations Unies

pour ces pays et coopérait avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour renforcer la CSST. Bref, la Turquie était déterminée à partager ses expériences, notamment en matière de CSST, avec d'autres pays en développement, tant au niveau bilatéral que multilatéral.

479. **Une représentante de l'INDONÉSIE** a déclaré que son pays accordait une grande importance à la coopération Sud-Sud depuis la Conférence Asie-Afrique à Bandung de 1955, qui avait insisté sur la solidarité entre les deux continents et ainsi ouvert la voie à la coopération Sud-Sud. Dans le même esprit, la coopération internationale au développement de l'Indonésie avait depuis lors contribué au partage des connaissances et au renforcement des capacités d'autres pays en développement. Ses efforts significatifs dans ce domaine, qui avaient commencé modestement, étaient aujourd'hui florissants.
480. Les principes fondamentaux de la CSST, à savoir qu'elles devaient être dictée par la demande, ne comporter aucune condition d'octroi et, surtout, être mutuellement avantageuse, en ont fait une formidable solution de développement pour de nombreux pays. Les programmes entrepris par l'Indonésie étaient toujours alignés sur ses propres objectifs nationaux de développement afin de garantir un impact mutuellement avantageux. Il était espéré que, en coopération avec le FIDA et grâce à la mise en place du Mécanisme de CSST Chine-FIDA, la durabilité et l'extensibilité des projets de CSST dans le domaine du développement rural seraient bien assurées. Les projets devaient donner la priorité à l'appropriation locale et associer activement les communautés à leur conception et à leur mise en œuvre.
481. **Un représentant du BANGLADESH** a déclaré que son pays considérait la CSST comme une stratégie vitale à l'apprentissage mutuel et à la reproduction à grande échelle d'innovations ayant un impact. Au cours de sa transition actuelle de pays à faible revenu à pays à revenu intermédiaire, le Bangladesh a tiré de précieux enseignements en matière de résilience climatique, de microfinance et de transformation rurale. Il restait également désireux d'apprendre des autres pays, en particulier sur les défis qu'ils partagent en matière de changements climatiques, d'insécurité alimentaire et d'inégalités rurales.
482. Le FIDA devait se faire chef de file dans le partage des meilleures pratiques, une activité dans laquelle le Bangladesh était déjà engagé avec d'autres pays. Le Bangladesh était également en bonne position pour favoriser la coopération triangulaire et estimait que les plateformes régionales constituaient un élément important de la CSST, comme l'illustrait leur rôle dans la réponse aux besoins des pays très dispersés du Pacifique. Mettre l'accent sur le rôle des jeunes dans la technologie, y compris la transformation numérique, et sur le renforcement de la résilience était également important.
483. Il faudrait encourager le FIDA à inciter les États membres à investir dans de telles stratégies et à créer un registre centralisé de connaissances sur la CSST. Enfin, les pays en développement ne pouvaient pas se contenter de faire de vaines promesses de prospérité quand il s'agissait de financer le développement. Ils devaient être des parties prenantes et des partenaires du développement afin de tirer pleinement parti des connaissances et des meilleures pratiques.
484. **Un représentant du SÉNÉGAL**, saluant les initiatives de la CSST en cours en Afrique, a déclaré que son pays était très désireux de faire circuler des quantités importantes de semences et d'engrais, mais que les ressources humaines nécessaires à une telle opération n'étaient pas disponibles. Le Sénégal se tournait donc vers d'autres pays pour qu'ils se joignent à lui afin de soutenir son initiative et de l'aider en particulier à former les jeunes à l'entrepreneuriat.

485. Concernant la CSST, la durabilité était essentielle. D'après son expérience, des difficultés liées au désengagement de parties prenantes et à la désertification galopante, par exemple, pouvaient mettre prématurément fin à des projets de CSST. Il fallait donc redoubler d'efforts pour garantir la durabilité des projets afin de tirer pleinement parti des avantages de la CSST.
486. Un autre point concernait les conditions d'octroi. Les pays accordaient parfois des lignes de crédit, mais les subordonnaient à certains achats. Ils devraient plutôt faire leur meilleure offre sans condition afin de permettre aux pays concernés d'acheter ce dont ils avaient réellement besoin, sans contrainte, pour résoudre leurs problèmes.
487. **Une représentante de la RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA** a expliqué que les projets de CSST avaient contribué de manière significative à la reprise économique de son pays après les mesures coercitives internationales qui lui avaient été imposées. Les stratégies de la CSST offraient de nombreuses possibilités de développement et de solidarité entre les peuples et les pays dans le monde du Sud, où elles contribuaient à accélérer les progrès vers l'éradication de la faim et de la pauvreté. Son pays était prêt à partager ses bonnes pratiques, par exemple dans l'alimentation scolaire comme moyen central d'autonomisation des jeunes et des enfants par l'accès à une alimentation saine, dans le développement de systèmes communautaires au service de la sécurité alimentaire, et dans le transfert et l'échange de connaissances ancestrales et d'outils d'innovation et de technologie pour la promotion de la souveraineté alimentaire.
488. Dans le cadre des actions de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) pour mettre fin à la pauvreté et à l'exclusion sociale dans ses États membres, son pays avait récemment lancé une initiative de coopération, connue sous le nom d'AgroAlba, visant à accroître la capacité de production agricole et à promouvoir la sécurité alimentaire dans ces États. Cette coopération devrait être axée sur des activités développant la solidarité entre les peuples et renforçant leur autodétermination.
489. **Un représentant de l'ALGÉRIE** a déclaré que son pays accordait une grande importance à la CSST, en particulier dans les zones rurales, où le développement économique et social était essentiel pour garantir la sécurité alimentaire et renforcer l'économie nationale. Le système agricole algérien soutenait les agriculteurs en leur fournissant les intrants nécessaires à l'irrigation ainsi que l'expertise, les connaissances et la formation appropriées. Cette politique s'est avérée fructueuse dans le domaine de l'agriculture traditionnelle et des méthodes agricoles, notamment l'agriculture familiale, qui fournissaient plus de 60% des produits consommés dans le pays.
490. Il en résultait que les populations de la région saharienne étaient désormais bien préparées à produire et stocker des denrées alimentaires et s'étaient en outre engagées dans le développement de l'aquaculture. L'Algérie était désireuse de partager ses connaissances avec l'ensemble de l'Afrique et au-delà. La CSST était un moyen essentiel d'aider les pays en développement et l'Algérie, grâce à son rôle stratégique, son expérience et son expertise, pourrait jouer un rôle de premier plan à cet égard.
491. **La MODÉRATRICE** a résumé la discussion et a remercié les intervenants et les gouverneurs pour leurs contributions éclairantes, soulignant les exemples d'innovation dans l'agriculture, tels que la culture hydroponique et les connaissances locales qui transforment les communautés. Elle a noté que, bien que de nombreux progrès aient été réalisés, il restait encore beaucoup à faire en matière de collecte de données et de changement des mentalités, tant au sein des communautés locales que des institutions, afin de renforcer la coopération Sud-Sud et triangulaire.

492. **Son Excellence Christophe Shiltz (Luxembourg) a pris la présidence.**

QUESTIONS DIVERSES (point 9 de l'ordre du jour)

493. Aucune question n'a été traitée au titre de ce point de l'ordre du jour.

OBSERVATIONS FINALES DU PRÉSIDENT DU FIDA

494. **Alvaro LARIO** (Président du FIDA) a présenté ses observations finales, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

CLÔTURE DE LA SESSION

495. **Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs** a prononcé un discours de clôture, dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

496. Il a déclaré close la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs.

497. **La séance a été levée à 17 h 10.**

Chapitre 4 Déclarations et allocutions spéciales



Son Excellence M. Giancarlo Giorgetti
Ministre de l'économie et des finances de la République italienne



Son Excellence M. Christophe Schiltz
Président du Conseil des gouverneurs



Sa Majesté le Roi Letsie III du Royaume du Lesotho



Son Excellence M. Julius Maada Bio
Président de la République de Sierra Leone



Son Excellence M^{me} Noora Sulaiman Salem Al Fassam
Ministre des finances et Ministre d'État aux affaires économiques et à
l'investissement de l'État du Koweït



Son Excellence M. Hussein Bashe
Ministre de l'agriculture de la République-Unie de Tanzanie



Son Excellence M. Muhammad Al Jasser
Président de la Banque islamique de développement



Son Excellence Mme Janja Lula da Silva
Première dame de la République fédérative du Brésil



Alvaro Lario
Président du FIDA



Claudia ten Have
Secrétaire du FIDA

Allocution de bienvenue de Son Excellence M. Christophe Schiltz, président de la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur de vous accueillir à cette session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Aujourd'hui, les inégalités sont plus prononcées que jamais, et nous sommes confrontés à de multiples crises – conflits, catastrophes naturelles et instabilité économique – qui viennent aggraver des situations déjà fragiles. Les effets néfastes de ces polycrises sont encore exacerbés par des forces perturbatrices et destructrices à travers le monde, qui ébranlent les fondements mêmes de la solidarité humaine et de la coopération internationale. Autant d'éléments qui risquent de remettre en cause toute notre aspiration collective à atteindre les objectifs de développement durable. Il faut bien se rendre à l'évidence: non seulement nous sommes à la traîne, mais nous risquons aussi d'anéantir des progrès pour lesquels nous avons si durement travaillé. Plus que jamais, nous devons aujourd'hui nous réinventer. La politique des petits pas a fait son temps. L'heure est à l'audace, à l'innovation: tous les investissements sont bienvenus et nécessaires, qu'ils viennent du secteur privé, des États ou des principaux intéressés.

Nous ne pouvons plus nous contenter de dresser la liste de ce qui pourrait faire bouger les choses; nous devons agir concrètement, ensemble et de manière solidaire, sur le terrain pour améliorer le quotidien des communautés rurales, renforcer la résilience et favoriser l'instauration de systèmes alimentaires durables. L'enjeu est de taille, la situation pas facile, mais il y a des raisons d'espérer. Nous avons entre nos mains la technologie, les innovations et les connaissances nécessaires pour faire bouger les lignes. Il reste à s'assurer que le FIDA dispose des ressources nécessaires pour agir avec détermination et efficacité. Avec l'appui adéquat, le FIDA peut continuer à transformer les zones rurales, à renforcer la sécurité alimentaire et à donner des moyens d'action à celles et ceux qui en ont le plus besoin. Je vais à présent passer à l'anglais.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Je vous invite à façonner avec moi le FIDA de demain. En tant que Gouverneurs, il est de notre devoir de donner au FIDA les moyens d'agir, de plaider auprès de nos gouvernements, de sensibiliser l'opinion et de mobiliser les engagements financiers nécessaires pour libérer tout le potentiel du FIDA. Le moment n'est pas celui de la réduction de nos efforts internationaux. Les moyens à disposition du FIDA doivent être à la hauteur de nos ambitions et des besoins clairement identifiés. Il nous incombe donc de passer à l'action pour que les communautés rurales ne soient pas laissées pour compte, pour que la sécurité alimentaire devienne une réalité pour toutes et tous et pour bâtir un futur placé sous le signe non pas de la crise, mais de la résilience et des opportunités. Ensemble, avançons avec conviction, sans attendre, et animés par la volonté inébranlable de ne laisser personne de côté.

Sur ces mots, Mesdames et Messieurs les délégués, j'ai l'honneur de déclarer ouverte la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Déclaration de Sa Majesté le Roi Letsie III du Royaume du Lesotho

Excellences,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Monsieur le Président du FIDA, Alvaro Lario,

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur et un privilège pour moi de me tenir ici devant cette auguste assemblée pour parler d'un enjeu à tous points de vue crucial, tant pour notre quotidien que pour l'avenir de l'humanité. C'est un sujet qui me tient à cœur depuis ma nomination, voilà une décennie, en tant que Champion de l'Union africaine pour la nutrition, puis Ambassadeur de bonne volonté de la FAO pour la nutrition. Je remercie donc du fond du cœur le Conseil des gouverneurs et le Président du FIDA de m'avoir invité à participer à cet événement important et à partager mes réflexions sur la lutte contre ces menaces existentielles que sont la malnutrition, la faim et la pauvreté.

La situation mondiale, à l'heure où nous nous réunissons, n'est pas encourageante: environ 22% des enfants du monde souffrent d'un retard de croissance et près de 30% de la population mondiale souffre d'une ou de plusieurs carences en micronutriments, faute d'accéder à une alimentation propice à une croissance et un développement sains. Les niveaux de malnutrition en Afrique restent inacceptables: le poids de naissance est faible pour 13,7% des nourrissons, et 30,7% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance.

Nous autres Africains le voyons bien: notre continent est touché de manière disproportionnée par le fléau des changements climatiques. Leurs effets (sécheresses, inondations, dégradation des terres, perte de biodiversité) ont de profondes ramifications pour les systèmes agroalimentaires du continent et sont indissociables des enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Alors que cette menace apparaît de plus en plus clairement, il est impératif que les pays africains abordent d'un bloc le climat et la nutrition avec une stratégie claire pour atténuer les impacts des changements climatiques sur les régimes alimentaires sains.

La malnutrition sous toutes ses formes est socialement et économiquement extrêmement onéreuse pour nos pays, qu'ils soient en développement ou développés. C'est un fardeau persistant pour notre développement socioéconomique, puisque la dénutrition infantile fait perdre entre 1,9% et 16,5% du PIB annuel à nos économies. En outre, la malnutrition et son cortège de retards de croissance, d'émaciation et de carences en micronutriments entravent le développement sain des enfants; fait déplorable, elle est l'un des principaux facteurs de mortalité infantile dans le monde – environ 45% des décès chez les enfants de moins de 5 ans lui sont imputables.

La situation n'est pas tenable. Il nous appartient collectivement de promouvoir et de mettre en œuvre des actions intégrées et des interventions complémentaires, avec à l'appui une volonté politique forte d'augmenter considérablement la part des budgets nationaux allouée à la nutrition. Il nous faut des investissements dans la nutrition qui ne fassent pas l'impasse sur la problématique femmes-hommes; des investissements qui protègent les intérêts de nos jeunes, des peuples autochtones et des personnes handicapées; des investissements enfin qui soient durables sur les plans économique, social, culturel et environnemental. Ce qu'il faut, c'est briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de la malnutrition, et trouver des solutions durables qui nous aideront à créer des systèmes alimentaires durables, source de régimes alimentaires sains.

Le Royaume du Lesotho a fait de la nutrition une priorité nationale, et nous restons déterminés à réduire, et si possible éliminer, toutes les formes de malnutrition, en

particulier la dénutrition infantile. Notre pays a connu une croissance économique estimable ces dernières années, mais nous avons toujours du mal à combattre l'insécurité alimentaire, la pauvreté et la malnutrition. L'économie du Lesotho est fortement tributaire de l'agriculture, qui est la principale source de revenus de la majorité de la population rurale. Les systèmes agroalimentaires du pays sont maintenant lourdement touchés par les changements climatiques. Les sécheresses prolongées, les canicules qui les accompagnent souvent et les crues soudaines réduisent la nourriture disponible et la rendent plus chère, moins diversifiée et moins nutritive.

Déterminé à faire front, le Gouvernement du Lesotho s'est engagé à accélérer les efforts de lutte contre la malnutrition, en particulier la malnutrition infantile, et à atteindre ainsi l'objectif de développement durable 2.2. Il a souhaité créer les conditions voulues pour que la nutrition s'améliore et pris plusieurs grandes mesures en ce sens, consacrées dans des cadres et des programmes stratégiques et multisectoriels où tous les acteurs concernés sont invités à contribuer et à faire leur part pour améliorer notre sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans cette lutte, y compris contre les changements climatiques, le Gouvernement du Lesotho a eu la chance de travailler avec des partenaires de développement dévoués tels que le FIDA, la Banque mondiale, la FAO et bien d'autres. Grâce à leur soutien, nous avons pu mettre en place diverses mesures d'adaptation et d'atténuation climatiques, telles que la restauration des terres dégradées et le renforcement de la protection de notre biodiversité. Tous ces efforts, j'en suis certain, contribuent à des améliorations tangibles des moyens d'existence, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et plus généralement des conditions de vie de nos communautés rurales.

Je ne saurais trop insister sur l'importance de promouvoir et de mettre en œuvre des politiques, des programmes et des plans d'investissement durables, climato-compatibles, où la nutrition soit prise en compte; les mesures qui en découlent pourront ainsi elles-mêmes replacer l'enjeu nutritionnel au cœur du système agroalimentaire. Je suis convaincu, comme vous l'êtes sans doute aussi, qu'un système agroalimentaire solide et résilient peut contribuer à rendre disponibles plus d'aliments sains et nutritifs et à meilleur prix, et favoriser des régimes alimentaires sains et durables. À mes yeux, la conclusion s'impose: la nutrition devrait faire explicitement partie de nos politiques de développement et devrait être intégrée dans tout programme ou investissement touchant à l'alimentation et à l'agriculture.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

En ma qualité de Champion de l'Union africaine pour la nutrition, il me tient à cœur de défendre la place fondamentale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le développement durable. Je continuerai d'appeler à l'établissement de partenariats solides entre toutes les parties prenantes, partenariats qui accéléreront la transformation de nos systèmes agroalimentaires de manière durable, inclusive et résiliente, source de régimes alimentaires sains et abordables pour tous et toutes. Je vous remercie de votre attention.

**Discours liminaire prononcé par Son Excellence Julius Maada Bio,
Président de la République de Sierra Leone**

Votre Majesté,

Excellences,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Monsieur le Président du FIDA,

Mesdames et Messieurs les Représentantes et Représentants,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un très grand honneur de prendre la parole devant cette éminente assemblée où sont réunis des dirigeants et dirigeantes, des professionnels et des partenaires qui sont déterminés à faire avancer le développement agricole et rural. Je tiens avant toute chose à adresser mes très sincères remerciements au FIDA, le Fonds international de développement agricole, pour son aimable invitation à prendre part à cet important débat, qui est aujourd'hui consacré à la question de la mobilisation des investissements au profit du premier kilomètre.

Ce thème trouve une résonance toute particulière avec la trajectoire qu'emprunte la Sierra Leone vers le développement durable et la prospérité partagée. Le premier kilomètre est la colonne vertébrale de nos économies rurales. Petits agriculteurs et agricultrices, pêcheurs et pêcheuses, chefs d'entreprise du monde rural: toutes et tous forment la pierre angulaire sur laquelle reposent les systèmes alimentaires et les économies nationales, et ce bien que le contexte soit marqué par des ressources limitées et des obstacles structurels. Par ailleurs, ce thème saisit également l'essence même de l'objectif que nous poursuivons, à savoir impulser un changement réel et durable au plus près des fondations de nos systèmes alimentaires. Depuis plus de 40 ans, grâce au modèle de développement porté par le FIDA, un modèle qui se fonde sur l'impulsion par les populations locales, des communautés rurales ont pu prendre en main les rênes de leur avenir.

Nos systèmes alimentaires sont aujourd'hui mis à rude épreuve, à la merci des problèmes sans précédent qui secouent le monde, des aléas de la conjoncture économique, des conflits, des changements climatiques et des inégalités persistantes dont les premières victimes sont nos communautés rurales. Ces crises mettent en lumière les problèmes tenaces inhérents au système et, dans bien des cas, elles les aggravent davantage. Souvent considérées comme le « dernier kilomètre », les régions rurales sont en réalité le point de départ – le « premier kilomètre », donc – qui nous mènera vers la sécurité alimentaire et vers un développement durable au niveau mondial. Alors qu'elles constituent l'épine dorsale de l'économie sierra-léonaise, les économies rurales se trouvent les plus durement touchées par les changements climatiques et d'autres chocs divers. Les petits exploitants et exploitantes agricoles représentent plus de 90% de la main-d'œuvre agricole, qui compte 70% de femmes. La contribution qu'apportent ces dernières est inestimable. Et pourtant, celles-ci se heurtent à des difficultés bien plus grandes que celles rencontrées par les hommes lorsqu'il s'agit d'accéder aux financements et aux ressources et de dégager du temps. Cette situation est un frein au développement de leur plein potentiel.

Les crises récentes ont montré combien la situation est urgente. Il nous faut agir sans tarder. Le statu quo n'est plus tenable. En tant que dirigeants et dirigeantes, nous sommes tous d'accord pour dire que les investissements ciblés peuvent transformer les conditions de vie des populations. Il nous incombe dès lors de placer les communautés rurales, les femmes et les jeunes en position de conduire ce changement. Adéquatement épaulées, les populations rurales seront à même de subvenir à leurs besoins, aux besoins de leurs économies et à ceux de leurs communautés, et concourront ainsi grandement à la souveraineté alimentaire nationale, à la consolidation de la sécurité

alimentaire et de la sécurité en général, ainsi qu'à l'ouverture de perspectives au sein du monde rural, au profit des générations futures.

Dans le cadre de la Feed Salone Initiative, une initiative phare lancée en 2023 sous ma direction en Sierra Leone, mon pays a entrepris une réforme ambitieuse de ses systèmes alimentaires. Dans cette optique, nous avons adopté une approche portée par le secteur privé qui érige le secteur agricole en moteur de la croissance économique. Notre ambition est de repenser en profondeur nos systèmes alimentaires pour parvenir à la sécurité alimentaire et à une croissance économique inclusive au profit des générations actuelles et futures. Nous souhaitons redonner aux métiers de l'agriculture leurs lettres de noblesse, celles du temps où la Sierra Leone était un grand exportateur de riz, de café, de cacao et d'autres cultures de rente. Pour relever ce défi, nous savons compter sur l'appui de nos partenaires internationaux, qui se sont engagés à verser une contribution de plus d'un milliard de dollars au cours des cinq prochaines années. Nous vous sommes reconnaissants du soutien que vous nous apportez. Cette contribution, bien qu'elle puisse sembler substantielle, demeure en deçà de ce qu'exige la réalisation des objectifs ambitieux que nous avons fixés pour l'agriculture. Dans les mois à venir, nous nous attacherons à transformer ces engagements en actions concrètes. La volonté dont vous faites preuve et l'action que vous menez seront déterminantes pour que des ressources additionnelles puissent être mobilisées et pour que notre programme de transformation soit mené à bien.

La Sierra Leone a accompli des progrès marquants vers la pleine autosuffisance alimentaire en intensifiant la production locale de riz, d'oignons et d'œufs, ce qui nous a permis de réduire d'un peu plus de 10 millions de dollars notre dépendance à l'égard des importations en 2024. Par ailleurs, nous avons investi dans les infrastructures rurales – un volet qui avait été délaissé – en aménageant des routes, des ponts, des systèmes d'irrigation, tout en améliorant l'accès aux services de mécanisation et aux installations de stockage. Ces initiatives sont essentielles si nous souhaitons que les petits exploitants agricoles disposent des outils dont ils ont besoin pour prospérer et pour faire de l'agriculture une activité économique à part entière. L'accès au financement agricole demeure l'une des plus grandes difficultés que nous ayons à relever. Pour y remédier, le Gouvernement a déjà facilité l'octroi de plus de 28 millions de dollars sous forme de financements agricoles, ce qui a permis aux femmes et aux jeunes de tirer parti de la transformation de nos systèmes alimentaires. Cette année, nous comptons redoubler d'efforts et relever nos ambitions. L'objectif, à terme, est d'établir une banque dédiée aux prêts agricoles à même de catalyser l'innovation et la croissance, et de libérer pleinement le potentiel des systèmes agroalimentaires en Sierra Leone.

Nous sommes conscients que la transformation véritable doit avant tout commencer sur notre propre sol. Mais nous aspirons également à ce que notre action résonne au-delà de nos frontières. La Sierra Leone est fière de faire partie d'une alliance mondiale qui promeut une approche systémique des enjeux alimentaires et qui se fait le porte-voix des plus petites nations dans le cadre de la formulation du programme mondial relatif aux systèmes alimentaires. Assurant la coprésidence de l'Alliance of Champions for Food Systems Transformation aux côtés du Brésil et du Rwanda, la Sierra Leone met à profit cette plateforme pour plaider en faveur de l'établissement de systèmes alimentaires équitables et durables. Au sein de cette plateforme, nous avons pu transmettre notre expérience, apprendre de celles des autres et rallier un soutien international autour de solutions innovantes qui visent à remédier à l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, nous sommes fiers de notre adhésion récente à l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, initiative phare du G20 instituée sous la présidence brésilienne. Cette alliance place la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté au centre des objectifs de développement mondiaux. Par son intermédiaire, nous sommes résolus à faire avancer les grandes priorités stratégiques, notamment l'élargissement de nos programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale. L'an dernier, en partenariat avec nos parties prenantes, nous avons fourni des aliments nutritifs à plus de 500 000 écoliers et écolières dans toute la Sierra Leone, afin que les générations à venir

jouissent d'une meilleure santé et disposent de meilleurs acquis scolaires. Ces alliances témoignent de la volonté de la Sierra Leone de bénéficier des possibilités offertes par l'aide internationale tout en participant concrètement à l'élaboration de solutions mondiales. Nous souhaitons montrer que même les petits pays peuvent prendre les choses en main avec audace et insuffler un changement réel au sein des systèmes alimentaires mondiaux.

Les partenariats sont vitaux pour des pays comme la Sierra Leone. Ils apportent le soutien et la collaboration sans lesquels nous ne pourrions transformer nos potentialités en progrès tangibles. Le partenariat que nous avons noué de longue date avec le FIDA a joué un rôle déterminant dans l'autonomisation de nos communautés rurales. À ses côtés, nous avons œuvré pour poser les fondations solides d'une transformation des systèmes alimentaires, et démontré sans cesse notre qualité d'allié inébranlable et engagé tout au long de ce parcours. Ensemble, nous menons des programmes de réforme qui représentent un montant de plus de 270 millions de dollars. Parmi ceux-ci figurent des programmes de finance rurale et d'amélioration communautaire qui bénéficient d'un financement d'un montant de plus de 65 millions de dollars et apportent un soutien financier et une assistance technique essentiels, grâce auxquels les agriculteurs et agricultrices peuvent venir à bout des difficultés et réussir. Dans la même veine, le Projet de développement des filières agricoles, assorti d'une enveloppe de plus de 102 millions de dollars, a permis d'accroître la productivité et d'établir des filières durables pour des cultures telles que l'huile de palme, le cacao et le riz dans neuf districts de Sierra Leone.

En 2025, nous déployerons le Projet de développement de l'élevage et des moyens d'existence, une initiative dotée d'un budget de 105 millions de dollars et cofinancée par le FIDA. Ce projet, qui vise à redessiner le secteur de l'élevage, bénéficiera à quelque 500 000 personnes vivant dans des communautés rurales agricoles, permettra de faire reculer la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. La Sierra Leone demeure un partenaire engagé auprès du FIDA. Ma présence en cette enceinte l'atteste. Notre participation au cycle de reconstitution des ressources du FIDA montre que nous sommes résolus à promouvoir une agriculture durable et à améliorer les conditions de vie des populations rurales. Notre annonce de contribution à FIDA13 est une nouvelle preuve tangible de cette détermination et vient asseoir la coalition que nous avons formée avec les États membres en vue d'intensifier notre investissement en faveur des systèmes alimentaires et des communautés rurales.

Face aux défis qui nous attendent, notre coalition doit se renforcer davantage. Nous devons faire plus, car nous ne pouvons plus nous contenter de réagir aux crises à mesure qu'elles se présentent. L'heure est désormais à l'action. Il nous faut faire preuve de résilience et d'anticipation, c'est-à-dire prendre les décisions qui s'imposent et investir dans les systèmes alimentaires locaux. Le moment est venu de braver les obstacles présents de longue date et d'accélérer l'investissement au profit du premier kilomètre. Nous y parviendrons en adoptant des solutions innovantes, porteuses de progrès concrets. J'invite instamment les partenaires mondiaux à accroître substantiellement les sommes qu'ils consacrent aux économies rurales, et à veiller à ce que les ressources bénéficient directement aux communautés dont les besoins sont les plus criants. En outre, nous devons mettre à profit la coopération Sud-Sud pour diffuser les savoirs, déployer à plus grande échelle des solutions à fort impact et stimuler l'innovation par-delà les frontières. Le renforcement des partenariats multilatéraux est tout aussi crucial, car il permet de prendre en main les causes profondes de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté et des vulnérabilités climatiques.

Enfin, nous devons nous défaire des modèles de financement obsolètes et adopter de nouvelles formes de financement agricole, telles que le crédit agricole et les régimes d'assurance agricole. Celles-ci sont essentielles si l'on souhaite libérer le potentiel des petits exploitants et exploitantes agricoles et susciter une transformation durable. Le moment est venu d'investir dans un avenir de résilience. La Sierra Leone est foncièrement attachée à son partenariat avec le FIDA et, en tant que membre de cette

coalition influente, demeure déterminée à en concrétiser l'objectif commun, celui de l'autonomisation de nos communautés. Alors que nous entamons les travaux de cette session, je vous invite à accorder les paroles et les actes et à transformer nos aspirations communes en résultats tangibles pour les populations rurales de nos territoires, en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté. Sur ces mots, permettez-moi de remercier chacun et chacune d'entre vous. Je me réjouis à la perspective des débats fructueux à venir et des résultats concrets qui rejoailliront de la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Déclaration de Son Excellence M^{me} Noora Sulaiman Salem Al Fassam, Ministre des finances et Ministre d'État aux affaires économiques et à l'investissement de l'État du Koweït, prononcée au nom de Son Altesse le Sheikh Meshal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État du Koweït

Au nom d'Allah, le très clément, le miséricordieux,

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs,

C'est un privilège pour moi que de m'adresser à cette éminente assemblée en ce moment charnière pour témoigner de l'attachement sans faille de l'État du Koweït à un avenir plus sûr et plus durable pour toutes et tous. Monsieur le Président Lario, je vous remercie de votre leadership et vous suis reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée de réaffirmer l'engagement durable de mon pays envers le Fonds international de développement agricole (FIDA). J'ai également le plaisir de vous transmettre les chaleureuses salutations de Son Altesse le Sheikh Meshal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État du Koweït, et ses meilleurs vœux de succès pour la session.

La mission du FIDA, qui consiste à donner des moyens d'action aux communautés rurales et à promouvoir un développement agricole durable, correspond de près à la vision du Koweït en matière de croissance équitable, de progrès humain et de résilience. Membre fondateur, mon pays est acquis à la cause dès le début. Aujourd'hui, plus de 735 millions de personnes sont confrontées à l'insécurité alimentaire, et l'urgence d'agir ne nous apparaît que plus clairement. Le FIDA est plus nécessaire que jamais, et nous restons déterminés à renforcer notre collaboration pour un avenir plus durable et plus sûr sur le plan alimentaire.

L'État du Koweït réaffirme son engagement indéfectible en faveur de la solidarité mondiale, de la réduction de la pauvreté et de la résolution des problèmes pressants de l'insécurité alimentaire et des changements climatiques. Notre partenariat durable avec le FIDA repose sur des valeurs partagées, sur le respect mutuel et sur un engagement collectif à amener dans le monde entier une vie meilleure. Nous sommes fiers de dire que notre Fonds koweïtien pour le développement économique arabe épouse le FIDA depuis sa création et apporte ainsi sa pierre à l'édifice pour transformer les communautés rurales, améliorer la sécurité alimentaire et relever les défis mondiaux de la pauvreté et des changements climatiques. Le FIDA en témoigne: loin d'être un problème, les populations rurales sont la solution. Il est de notre devoir collectif de veiller à ce qu'elles disposent des outils, des connaissances et du financement nécessaires pour faire évoluer leurs communautés comme elles l'entendent.

Le Koweït sait bien que la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, dont il est tant question au niveau mondial, sont aussi des enjeux au niveau interne. En ce qui nous concerne, nous avons fait la part belle à la gestion durable de l'eau, à l'innovation technologique dans l'agriculture et à la résilience climatique, en veillant à ce que notre cadre réglementaire s'aligne sur nos engagements internationaux. Grâce aux partenariats public-privé, le Koweït encourage les progrès agricoles qui favorisent la souveraineté alimentaire, en investissant dans des projets d'énergie renouvelable pour la désalinisation de l'eau et en tirant parti des solutions numériques pour une gestion plus intelligente des ressources. Ce n'est là qu'un exemple, au niveau national, de tout ce dont l'innovation est capable lorsque la volonté l'appuie.

Le Koweït n'est pas seulement un donateur et un partenaire stratégique, il est aussi à la pointe de la réflexion dans le développement agricole mondial. Forts de mécanismes de financement et de partenariats innovants, notre ambition est de faire référence pour ce qui est de la collaboration entre nations, source de changements significatifs et durables. Dans le prolongement de cette voie déjà bien tracée, j'ai l'honneur d'annoncer qu'à la seizième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, qui s'est tenue à Riyad (Royaume d'Arabie saoudite), le Fonds koweïtien et le FIDA ont signé un accord historique. Il s'agit là d'un nouveau chapitre audacieux dans notre mission commune, l'objectif étant d'accélérer l'adoption de solutions pour la

sécurité alimentaire et la résilience climatique là où elles sont le plus nécessaires. En renforçant notre collaboration, cet accord renforcera le cofinancement de projets pour soutenir les petits agriculteurs, simplifiera la coordination entre le FIDA et le Fonds koweïtien et établira un cadre pour l'évaluation régulière des progrès accomplis afin d'en maximiser l'impact. Il s'agit d'une réponse proactive aux défis mondiaux – changements climatiques, dégradation des terres et rareté des ressources – qui affectent de manière disproportionnée les communautés les plus vulnérables du monde.

Alors que nous réaffirmons nos engagements communs, le Koweït se réjouit à la perspective d'élargir et de renforcer sa collaboration avec le FIDA dans les années à venir. Concrètement, nous avons annoncé 45% de contributions en plus à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA, ce qui témoigne de notre engagement à lutter contre la pauvreté et à promouvoir le développement durable. Notre coopération future se concentrera sur la promotion d'infrastructures résilientes aux changements climatiques, sur l'accélération de la transformation numérique de l'agriculture et sur la mise en œuvre de programmes ciblés de renforcement des capacités pour les communautés rurales. Ces priorités soulignent notre reconnaissance du rôle essentiel des petits agriculteurs dans la sécurité alimentaire mondiale et le développement durable. L'État du Koweït reste fermement résolu à faire en sorte que notre travail commun serve de modèle de coopération et d'objectif commun. L'expertise du Koweït en matière de développement des infrastructures, alliée à la grande expérience du FIDA en matière de développement rural, peut porter des fruits significatifs et durables.

Le Koweït fait donc un pas en avant, mais, en la matière, aucun pays ne suffit à lui seul à la tâche. Nous invitons tous les pays à se joindre à nous pour accroître les investissements dans l'agriculture à petite échelle, y compris dans la technologie à même de rendre les systèmes alimentaires plus résilients, de sorte que le développement durable reste au cœur des politiques mondiales. Les États ne pourront rien faire à eux seuls non plus. Nous exhortons les dirigeants du secteur privé, les organisations internationales, les institutions multilatérales et la société civile à collaborer avec nous pour investir dans l'agriculture durable, élaborer des modèles de financement innovants et déployer des technologies intelligentes face au climat qui soutiendraient les communautés rurales. Si nous voulons véritablement transformer les systèmes alimentaires mondiaux, c'est aujourd'hui qu'il faut intervenir.

Pour terminer, le Koweït est profondément reconnaissant au FIDA pour son leadership et son travail dévoué. Joignant le geste à la parole, faisons donc tout, ensemble, pour qu'aucun agriculteur ne soit laissé pour compte, qu'aucune communauté ne soit oubliée et qu'aucun défi ne nous mette en échec. La tâche qui nous attend n'est pas petite, mais notre résolution l'emporte de loin. Agissons sans trembler, investissons judicieusement et faisons front commun: un avenir fait de prospérité, d'équité et de résilience est possible, mais tout est entre nos mains.

Déclaration de Son Excellence M. Hussein Bashe, Ministre de l'agriculture de la République-Unie de Tanzanie, prononcée au nom de Son Excellence M^{me} Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Votre Majesté,

Mesdames et Messieurs le Chef des États et du Gouvernement,

Monsieur le Président du FIDA,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Mesdames et Messieurs les Délégués,

Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur et le privilège de prononcer le présent discours au nom de Son Excellence M^{me} Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie, invitée en personne à participer à la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs du FIDA sur le thème « Catalyser l'investissement au premier kilomètre ». Ce thème, qui rend bien compte de l'importance de la vie rurale, dont nous sommes nombreux dans nos pays à ressentir directement ou indirectement les bienfaits, arrive à point nommé: l'heure est venue de regarder en face l'architecture financière mondiale.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord, au nom de la République-Unie de Tanzanie, de remercier chaleureusement le FIDA et les autres partenaires de développement de leur soutien à la transformation de l'agriculture dans notre pays. La République-Unie de Tanzanie et le FIDA sont de vieux compagnons de route et restent déterminés à contribuer au développement inclusif de notre pays, où les petits exploitants agricoles représentent environ 70% de la population. Et cela d'autant plus que les petits exploitants agricoles, définis dans la Déclaration de Kampala 2025 sur le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine comme des petites et moyennes entreprises produisant de la croissance économique à partir des réalités rurales, ne sauraient donc se passer d'investissements si l'on souhaite parvenir à une croissance mondiale durable. Un investissement dès le premier kilomètre sans distinctions, convenu et fixé au niveau mondial, s'impose donc.

Au cours des quatre dernières décennies, le FIDA s'est imposé comme un partenaire clé pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires, conformément à nos priorités, stratégies et plans nationaux.

Mesdames et Messieurs,

En matière d'agriculture, notre action est guidée par une optique de système alimentaire, avec la création de richesse en ligne de mire. Nous ne considérons pas, en République-Unie de Tanzanie, que nous nourrir ou nourrir les autres soit antithétique de visées commerciales. C'est cette idée qui a présidé à l'adoption de diverses initiatives et priorités (concernant par exemple l'augmentation de la production et de la productivité, les infrastructures d'irrigation, la création d'emplois, la numérisation, la commercialisation et l'accès au financement) visant à améliorer le secteur agricole et à renforcer sa contribution à la croissance économique.

Dans le cadre de la mise en œuvre des priorités fixées, entre 2020/21 et 2023/24, le Gouvernement a fait passer ses allocations budgétaires de 88 millions d'USD à 420 millions d'USD pour le maraîchage, de 12 838 478,8 USD à 44 818 710,8 USD pour l'élevage et, pour la pêche, de 13 888 528,4 USD à 73 549 662,4 USD.

D'où un essor de la contribution du secteur agricole dans le PIB – qui est passée de 2,7 (2021) à 4,2 (2024); de la production alimentaire – passée de 17 148 290 tonnes (2021) à 22 803 316 tonnes (2024); de la valeur des exportations de produits agricoles

– de 1,2 milliard d'USD (2021) à 3,5 milliards d'USD (2024); et du taux d'autosuffisance alimentaire – 128% en 2024, contre 114% en 2021. En outre, nous visons à faire passer dans l'année la superficie irriguée de 561 000 hectares à 1,2 million d'hectares et à réduire les pertes après récolte de 35% à environ 5% d'ici à 2030.

Mesdames et Messieurs,

Dans le plan pour le développement de la Tanzanie 2050, dont le lancement est imminent, nous avons délibérément placé le secteur agricole au centre de la transformation économique du pays. Ce plan s'inscrit dans le prolongement du plan directeur agricole 2050. Il s'agit d'une perspective économique de grande envergure prévoyant des interventions spécifiques dans le secteur agricole en tant que feuille de route et cadre d'investissement pour la transformation de l'agriculture, à l'horizon des 25 prochaines années. Nous remercions le FIDA et les autres partenaires de développement de leur soutien à cette initiative.

La mise en œuvre du plan directeur s'appuie sur un cadre d'investissement (Agenda 10/30) pour 2024-2030, qui prévoit une croissance sectorielle de 10% d'ici à 2030, contre 5% actuellement. Pour concrétiser ces ambitions, les jeunes et les femmes ont été placés au centre de la transformation. Le secteur privé est encouragé à collaborer avec le Gouvernement dans le cadre de partenariats public-privé.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons également entamé la mise en œuvre du programme d'avenir pour les jeunes dans les entreprises agricoles, qui vise à promouvoir l'esprit d'entreprise des jeunes et des femmes dans l'agro-industrie, avec à la clé 3 millions d'emplois. Le programme prévoit de lutter contre le chômage chez les jeunes et les femmes en résolvant leurs principaux défis tels que l'accès aux terres agricoles, au capital initial, aux compétences, à la technologie et à un marché fiable pour les produits agricoles.

L'État n'est pas seul responsable de ce succès: nous mettons en œuvre divers programmes et projets soutenus par le FIDA et d'autres partenaires de développement, notamment le Programme de développement de l'agriculture et de la pêche, le Projet de transformation climato-compatible de la filière laitière et le Programme de résilience des systèmes alimentaires en Tanzanie. La valeur de ces projets est de plus de 600 millions d'USD. Nous remercions la Banque africaine de développement de s'être associée au programme jeunesse en investissant 100 millions d'USD.

Mesdames et Messieurs,

Le Gouvernement tanzanien reconnaît l'importance primordiale de préserver la sécurité alimentaire et d'éradiquer la faim conformément aux objectifs de développement durable n°s 1 et 2, de parer à la vulnérabilité des systèmes de production alimentaire aux effets néfastes des changements climatiques, et de protéger, conserver et restaurer les écosystèmes, atout majeur, à titre direct et indirect, en matière d'adaptation climatique, dans le respect des garanties sociales et environnementales.

Mesdames et Messieurs,

Malgré les résultats obtenus par la mise en œuvre des priorités susmentionnées, plusieurs difficultés pèsent sur le secteur agricole de la Tanzanie, notamment l'accès limité au financement par les principaux producteurs, à savoir les petits exploitants, la fiabilité des technologies et l'accessibilité aux intrants agricoles tels que les semences et les engrains, la dépendance excessive à l'égard de l'agriculture pluviale, et le faible accès aux marchés, en particulier au marché international.

Mesdames et Messieurs,

Ces défis nécessitent une intervention stratégique et durable, qui devra passer par une collaboration multilatérale et bilatérale, et notamment par un partenariat mutuel entre votre organisation et le Gouvernement tanzanien. Les partenariats multilatéraux et bilatéraux sont ici un enjeu majeur, l'ordre économique international ne brillant pas à

mon avis par son équité dans la distribution des ressources financières, de la technologie et d'autres moyens d'action, ce qui empêche les petits exploitants agricoles d'adopter des pratiques agricoles durables pourtant essentielles à la croissance économique.

L'agriculture durable, la création de richesses et la prospérité économique dépendent donc de notre capacité à convenir ensemble d'un programme d'investissement au premier kilomètre et à le mettre en œuvre de façon concertée, en réformant l'architecture financière mondiale, qui favoriserait et aiderait les petits exploitants agricoles, reconnus dans leur dimension entrepreneuriale.

Ne laissons personne de côté.

Merci.

Asanteni sana kwa kunisikiliza

Karibuni Tanzania

Déclaration de Son Excellence M. Muhammad Al Jasser, Président de la Banque islamique de développement

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux,

Votre Majesté,

Excellences,

Mon cher ami Alvaro Lario,

Mesdames et Messieurs,

C'est véritablement un immense honneur pour moi que de prendre la parole devant le quarante-huitième Conseil des gouverneurs du FIDA. Je tiens à exprimer au FIDA toute la gratitude de la Banque islamique de développement pour son engagement en faveur de l'éradication de la pauvreté et de la faim et de la promotion d'un développement agricole durable.

Je félicite le FIDA de ses cinq décennies d'action modernisatrice, gage d'avancement pour des millions de communautés rurales et de sécurité alimentaire croissante. Pourtant, malgré nos efforts collectifs, la faim et la pauvreté persistent à des niveaux alarmants. En 2023, près de 828 millions de personnes dans le monde souffraient de la faim. D'après les prévisions qui ressortent de l'outil de suivi des objectifs de développement durable, d'ici à 2030, la faim touchera encore plus de 600 millions de personnes. Les changements climatiques, les conflits et les tensions géopolitiques continuent de compromettre les progrès des objectifs 1 et 2, d'où le besoin urgent d'une action coordonnée.

Le thème de cette année, « Catalyser l'investissement au premier kilomètre », trouve un profond écho dans la mission de notre banque. Nous sommes conscients que le premier kilomètre, terrain d'action des petits producteurs et des communautés rurales, est le fondement du développement durable. L'investissement dans ce tronçon essentiel, gage de sécurité alimentaire et de résilience économique, change véritablement la donne au quotidien. Le Projet de développement agropastoral de l'État de Kano au Nigéria, financé par la Banque islamique de développement à hauteur de 90 millions de dollars, en est un exemple éloquent. Gains de rendements agricoles, nouveaux centres de transformation agricole et filières locales renforcées: l'initiative porte déjà ses fruits.

Cependant, pour vraiment libérer le potentiel du premier kilomètre, il faudra premièrement nous concentrer sur le développement de systèmes agroalimentaires climato-compatibles solides; deuxièmement, intégrer la sécurité alimentaire, la résilience climatique et la fragilité dans une démarche globale de développement; troisièmement, tirer parti de la technologie et de la révolution numérique pour améliorer la productivité et l'accès aux marchés; quatrièmement, développer l'inclusion financière grâce à des mécanismes de financement innovants adaptés aux petits exploitants agricoles; et, cinquièmement, créer les conditions propices en renforçant les cadres juridiques et réglementaires utiles aux économies rurales.

Il y a eu des progrès. L'action des banques multilatérales de développement et des partenaires de développement au service des petits exploitants agricoles prend de l'ampleur. Pour gagner en efficacité, la première chose à faire serait toutefois d'approfondir notre collaboration pour mobiliser des financements concessionnels absorbant une partie des risques inhérents aux investissements ruraux et attirer ainsi le secteur privé. La Banque islamique de développement est déterminée à propulser la transformation du premier kilomètre par des investissements à long terme. Nos grandes interventions en ce sens s'articulent en premier lieu autour d'un programme d'intervention en faveur de la sécurité alimentaire, soit une enveloppe financière de 10,5 milliards de dollars destinée à aider les pays membres à surmonter la crise alimentaire mondiale. À ce jour, nous avons approuvé 90% de l'objectif, 7,9 milliards de dollars étant donc d'ores et déjà fléchés. Deuxième grand enjeu, l'agriculture

climato-compatible; il s'agit ici de soutenir les pratiques agricoles durables, et d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience climatique – c'est par exemple le cas de notre Programme régional concernant la filière du manioc en Afrique. Troisième enjeu, l'agro-industrialisation: l'objectif est d'aider les pays membres à passer d'une agriculture de subsistance à des pôles agro-industriels, notamment par le biais de zones spéciales de transformation agro-industrielle en partenariat avec le FIDA et la Banque africaine de développement. En quatrième et dernier lieu, le développement des capacités, qui est systématiquement intégré dans nos programmes et renforcé par le mécanisme de coopération par liens inversés.

L'heure n'est plus aux atermoiements. Nous devons redoubler d'efforts pour investir dans le premier kilomètre et établir des partenariats plus solides au profit de la transformation agricole et rurale. Main dans la main, tirons parti de nos ressources, de notre expertise et de notre énergie collectives pour faire advenir un monde durable de sécurité alimentaire et de résilience où chaque agriculteur, chaque communauté rurale et chaque nation pourra prospérer. Ensemble, nous pouvons y arriver.

Déclaration de Son Excellence M^{me} Janja Lula da Silva, Première dame de la République fédérative du Brésil

Bonjour à tous.

Tout d'abord, je tiens à saluer les autorités ici présentes et, bien sûr, saluer également toutes les femmes ici présentes, ainsi que toutes les femmes qui travaillent pour produire de la nourriture partout dans le monde et qui contribuent à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la faim. Je suis immensément reconnaissante au FIDA et à mon ami, le Président Lario, de m'avoir invitée, et aux Gouverneurs ici présents du soutien qu'ils témoignent à l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. Merci d'avoir placé cette question au centre de l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui du Conseil des gouverneurs.

Nous savons que l'extrême pauvreté reste l'un des principaux défis du monde d'aujourd'hui, puisque près de 800 millions de personnes à travers le monde souffrent encore de la faim; parmi celles-ci 60% sont des femmes et des filles. Et 2,3 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. Comment est-ce possible, dans un monde qui produit suffisamment de denrées alimentaires pour nourrir tout le monde, vraiment? C'est à cause des inégalités, cela se produit lorsque certaines vies comptent plus que d'autres. Lorsque le bien-être social et économique de certains est obtenu au détriment de celui des autres.

Dans le contexte de la polycrise que nous traversons aujourd'hui, ces inégalités se sont creusées et elles ont encore davantage d'impact sur les populations et les régions déjà vulnérables. Avec l'accentuation des changements climatiques et les événements extrêmes qui en découlent, et l'expansion des conflits armés à travers de nombreuses régions, l'accès à la nourriture et l'utilisation des semences, de l'eau et des terres deviennent de plus en plus complexes. De nombreux facteurs ont un impact sur le coût, la qualité et la diversité des aliments, tout au long du parcours qu'ils suivent du champ à notre assiette, et ces facteurs influent de façon inégale sur la disponibilité des denrées alimentaires au sein de nos pays, et entre les différentes régions et les différents pays du monde. Les populations rurales, autochtones et traditionnelles, les réfugiés, les populations des périphéries, les femmes et les filles souffrent plus intensément de l'impact de ce contexte et sont confrontés à des difficultés croissantes concernant l'accès à des aliments suffisamment nutritifs et leur coût.

La forte augmentation des prix des denrées alimentaires de ces dernières années a véritablement pesé sur les investissements des États destinés à améliorer les conditions de vie de leurs populations. L'élargissement de l'accès à l'emploi et à des revenus devraient aussi améliorer l'accès à des aliments de qualité proposés à un juste prix mais cela, hélas, n'est pas une réalité aujourd'hui. Nos systèmes alimentaires perpétuent des inégalités et sont sensibles aux crises mondiales. Lorsque nous parlons de la lutte contre la faim et la pauvreté, nous parlons de la nécessité d'avoir des systèmes alimentaires plus durables, plus inclusifs et plus résilients, pouvant produire des aliments sains et viables sur le plan économique. Depuis plusieurs décennies, nous nous rencontrons pour débattre sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, et nous avons compris combien il était important d'avoir une compréhension globale de ces questions. Mais cela ne suffit pas. Nous avons besoin d'audace et d'actions rapides. Nous avons besoin d'actions concrètes et coordonnées, dans le cadre d'une approche multidisciplinaire tenant compte de la diversité des pays tant sur le plan interne qu'externe. Il convient de travailler en partenariat avec les pouvoirs publics, les IFI, les pôles de connaissances et les organisations de la société civile afin de multiplier les impacts des ressources qui s'amenuisent chaque jour.

L'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté peut contribuer à l'obtention de plus de résultats en associant des actions destinées à lutter contre la faim, l'insécurité alimentaire et la pauvreté, à garantir une protection sociale et à construire la résilience. Nous pouvons associer des expériences réussies, des savoirs, une volonté politique et

des financements afin de mettre en œuvre des politiques pouvant véritablement changer la donne.

Le moment est venu de transformer les systèmes alimentaires en investissant dans des solutions durables et systémiques qui ne réaliseront pas seulement le droit des personnes à l'alimentation, mais qui favoriseront aussi un développement inclusif reposant sur l'utilisation durable des terres et des ressources naturelles, l'usage et le respect de la diversité des aliments.

Le Brésil, sous la direction du Président Lula, recommence à travailler intensément pour investir dans des programmes productifs et sociaux, qui visent non seulement à renforcer la nutrition et la sécurité alimentaire, mais aussi à lutter contre la pauvreté multidimensionnelle et à promouvoir l'inclusion, à la fois économique et sociale, du peuple brésilien.

Des mesures telles que le renforcement des banques alimentaires et des réserves publiques de denrées alimentaires, la limitation des aliments ultra-transformés dans les cantines scolaires, la promotion de la production de denrées alimentaires par des petits exploitants et des agriculteurs familiaux, et le renforcement des systèmes alimentaires des peuples traditionnels et autochtones garantissent des revenus, une bonne santé, la protection de l'environnement et des aliments nutritifs respectant la part de diversité de la réalité brésilienne.

L'expérience brésilienne de l'appui aux agriculteurs familiaux par le crédit et les conseils techniques est essentielle pour la sécurité alimentaire nationale et pour notre combat contre l'extrême pauvreté rurale. Des programmes comme *Cisternas* (réservoirs d'eau pour recueillir l'eau de pluie), et d'autres programmes en faveur du développement rural, de l'alimentation scolaire, de l'achat d'aliments, de l'agriculture urbaine et péri-urbaine et des banques alimentaires bénéficient à environ 60 millions de personnes chaque jour au Brésil. Ces programmes stimulent l'économie brésilienne et contribuent à la réduction des inégalités de revenus et des inégalités entre les sexes, les races et les groupes ethniques. Le programme *Bolsa Família*, un programme phare bien connu à travers le monde, a bénéficié à 54 millions de personnes, soit 20 millions de ménages qui dynamisent l'économie des petits villages au Brésil. Des politiques et des programmes de ce type inspirent de nombreuses initiatives dans d'autres pays et nous souhaitons continuer à élargir notre coopération et notre solidarité avec d'autres peuples.

Cette année, nous allons organiser la COP 30, à Belém, dans l'Amazonie brésilienne. Au cours de cette conférence, nous allons étudier les liens entre la faim, la pauvreté et le climat, et approfondir les débats sur le rôle de l'agriculture familiale et des systèmes alimentaires durables et résilients aux fins de l'adaptation aux changements climatiques. Aujourd'hui, j'ai parlé avec le Président Lario pour inviter le FIDA à participer à la COP30 dans la région amazonienne. L'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté est bien entendu une occasion à saisir pour intensifier nos efforts en vue de réaliser les ODD 1 et 2 à l'horizon 2030 afin de transformer la vie de millions de familles et de communautés à travers le monde.

Maintenant, je m'adresse aux Gouverneurs du FIDA et je vous annonce que le Président Lula organisera en mai une réunion des ministres de l'agriculture du Brésil et d'Afrique. Au mois de mai cette année, l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté organisera son premier événement. Avec notre sens de la responsabilité et notre volonté politique, nous pouvons élaborer et développer des politiques capables de favoriser l'inclusion sociale, la durabilité environnementale et le développement économique, pour ne laisser personne de côté.

Il n'y a pas de temps à perdre. Ensemble, nous pouvons construire un monde plus juste et plus durable pour les générations actuelles et futures.

Discours d'ouverture de M. Alvaro Lario, Président du FIDA

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Votre Majesté,

Excellences,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Chers collègues et amis,

Au nom de tous les membres du FIDA, je vous souhaite la bienvenue à la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs. C'est un honneur de vous accueillir ici.

Je tiens également à saluer tout particulièrement les représentants des peuples autochtones, dont le Forum vient de s'achever. Bienvenue à toutes et à tous.

Rien qu'en écoutant les interventions de ceux qui m'ont précédé, on peut clairement ressentir la richesse de nos origines et de nos parcours géographiques. Mais ce qui ressort surtout, c'est notre objectif commun. Que l'on parle de l'Asie, du Moyen-Orient, de l'Europe, de l'Afrique ou des Amériques, ce qui nous unit, c'est notre ambition collective.

Voilà par quoi je voudrais commencer Parce que c'est cette diversité, portée par nos 180 États membres, dont l'Ukraine est le dernier arrivé, qui fait notre force.

Ensemble, nous sommes plus forts. Je sais que les temps sont chaotiques et que l'histoire est en train de se jouer. Mais souvenons-nous que notre force réside dans notre unité. Ce que nous avons entendu ce matin en est la parfaite illustration.

Mais attention, ces visions et ces plans d'investissements doivent être suivis d'actions concrètes. C'est précisément ce dont il est question aujourd'hui. C'est la raison d'être du FIDA.

Bâtir des communautés rurales florissantes ne résoudra pas tous les problèmes du monde en un clin d'œil, mais c'est assurément un premier pas essentiel. C'est un point de départ pour attaquer de front de nombreux enjeux qui nous concernent toutes et tous. Et tout commence par la lutte contre l'inégalité, qui doit être au cœur de notre action.

La période de basculement que nous traversons est placée sous le signe de l'incertitude et de l'instabilité. L'instabilité sociale qui engendre conflits et migrations forcées. L'instabilité des prix et la crise du coût de la vie que bon nombre de vos pays connaissent également. L'instabilité climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes qui frappent chacun d'entre nous, des inondations aux sécheresses en passant par les canicules.

Je suis convaincu que le développement rural peut être la solution à bon nombre de ces problèmes. J'espère qu'au cours des deux prochains jours, nous poursuivrons nos échanges sur la manière dont ces enjeux s'articulent avec les priorités de vos pays et avec certaines de nos difficultés partagées.

Stabiliser les communautés rurales, en investissant dans leur productivité et leurs économies, c'est faire un pas décisif vers notre objectif commun.

Parce qu'investir dans les communautés rurales crée des emplois, augmente les revenus et, comme certains l'ont dit, peut être un véritable moteur de croissance pour l'économie toute entière et pour le monde en général. Au cœur de notre modèle opérationnel, il y a cette conviction: quelle que soit la taille de leur exploitation, les agriculteurs sont avant tout des chefs d'entreprise.

Ce sont des femmes et des hommes insérés dans l'économie locale et mondiale. Des personnes au cœur du secteur privé et des filières. Des acteurs essentiels dans de nombreux investissements.

Et comme toute entreprise, ils ont besoin de technologies plus performantes, de liquidités et d'un accès au marché, afin de pouvoir vendre leurs produits à un prix juste, qui leur permette de vivre décemment.

D'où la place singulière qu'occupe le FIDA à ce moment charnière de l'histoire.

Car un monde où les agriculteurs sont livrés à eux-mêmes est un monde moins stable, toujours plus exposé à la faim et à la pauvreté, et moins bien équipé pour faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes – aux inondations, aux sécheresses ou aux canicules.

C'est un monde dans lequel ceux qui sont les plus proches de la terre, les petits exploitants, sont aussi ceux qui connaissent la faim. Soyons clairs: cela ne peut plus durer.

Par ailleurs, nos recherches montrent qu'il existe un lien direct entre la productivité agricole et la paix.

En Éthiopie, les conflits ont diminué de 3% à chaque fois que la productivité des terres a augmenté de 1%. Au Mali, les conflits ont chuté de 8% dans les zones où le FIDA a investi.

La raison saute aux yeux: plus nous investissons efficacement dans la capacité des petits agriculteurs à produire des denrées alimentaires, moins la concurrence pour l'accès aux ressources, et moins les personnes sont forcées de migrer.

Lorsqu'un choc survient, les producteurs et leurs communautés sont aussi mieux équipés pour y faire face. Nos évaluations de l'impact montrent que les communautés et les exploitants appuyés par le FIDA ont 14% de chances en plus de se relever d'un choc que les autres.

Chers invités,

En catalysant l'investissement au premier kilomètre, le FIDA se concentre sur celles et ceux qui sont autrement laissés pour compte, apportant ainsi de l'espoir soutenu par des actions concrètes.

Le FIDA est prêt à relever ce défi. Nous investissons dans ce qui fonctionne. Nous investissons là où notre présence est la plus nécessaire. Et nous investissons là où nous pouvons générer le plus grand impact.

Le nouveau cadre stratégique du FIDA restera en vigueur jusqu'en 2031. Il trace la voie pour le dernier effort de l'organisation en vue d'atteindre les objectifs de développement durable et sert de passerelle vers l'Agenda post-2030.

Reflétant l'évolution de nos investissements en fonction de la demande des pays, le cadre vise:

- à accroître les opportunités économiques des petits producteurs alimentaires;
- à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés rurales;
- à renforcer la durabilité environnementale et la gestion des ressources naturelles;
- et à renforcer la résilience.

La stratégie est claire et nous travaillons d'arrache-pied à lui donner effet.

Premièrement, nous avons repensé nos opérations pour mettre encore plus résolument le cap sur la performance et les résultats, afin de maximiser l'efficacité de chaque euro et de chaque dollar que les pays ou les investisseurs privés mettent à notre disposition. Nous redoublons aussi d'efforts pour attirer le secteur privé, en

particulier au niveau local, et pour aider les gouvernements à catalyser les investissements et à instaurer un écosystème propice à ces investissements.

Nous avons ainsi créé une Division du secteur privé, rattachée au Département des opérations de pays, pour être au plus proche de nos placements.

Notre stratégie d'investissement repose sur notre avantage comparatif, qui consiste à nous concentrer sur les actuels angles morts du financement proposé par les États et les institutions financières locales. Pour réussir, nous avons impérativement besoin de soutiens et de collaborateurs, en particulier issus du secteur privé local.

Deuxièmement, nous renouvelons notre engagement à innover et à nous adapter.

La révolution numérique a laissé de nombreuses communautés au bord de la route. Notre tâche est d'éviter qu'un nouveau fossé ne se creuse et ne vienne obérer l'avenir.

Il faut aussi être plus réactifs. Les États – vous tous – nous le réclament. Il faut nous efforcer d'alléger les procédures et la bureaucratie. Et simplifier le plus possible les choses pour celles et ceux qui souhaitent investir avec nous.

Troisièmement, nous réaffirmons notre engagement à travailler main dans la main avec d'autres partenaires. Nous avons vu plusieurs exemples de coopération aujourd'hui, en particulier avec les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, dont nous sommes complémentaires et, élément important, des objectifs de cofinancement avec les banques multilatérales de développement et les banques publiques de développement.

Il importe également de prendre part aux grandes plateformes, comme l'Alliance mondiale contre la pauvreté et la faim dont parlait la Première Dame, initiative forte de plus de 150 membres dont il sera question plus tard et dont le Président Monsieur Lula avait pris les rênes l'année dernière au G20, ainsi qu'aux efforts de coopération Sud-Sud et triangulaire, à travers nos bureaux de Brasilia et de Beijing.

Chers amis,

Comme l'indique notre devise, le FIDA a pour mission d'investir dans les populations rurales. Et nous nous engageons à faire en sorte que les progrès et investissements soient durables, résilients et profitent à toutes et à tous.

Nous sommes là pour soutenir, pas pour faire l'aumône.

Une telle approche donne à chacun la possibilité de concevoir et de s'approprier les solutions qui fonctionnent. C'est aussi dans la maîtrise locale des projets, et dans le respect du principe de responsabilité, que s'enracine l'espérance. C'est ce que nous appelons la « croissance par le bas », et c'est le moyen le plus efficace de créer des perspectives et de changer les vies.

C'est cela, le premier kilomètre.

Le FIDA est lui-même né d'une crise internationale – de tensions élevées, de famines et de conflit dans les années 1970.

Notre force a toujours été d'investir dans le monde rural et dans l'impact sur le terrain. Cela ne changera pas. Nos investissements, qui soutiennent la productivité et les revenus, vont concrètement aux plus pauvres.

Notre démarche est source de résilience, ce qui épargne ensuite les interventions humanitaires.

Notre mandat n'avait jamais été autant d'actualité – et nous comptons sur vous pour nous accompagner dans cette mission.

En investissant judicieusement, nous pouvons ensemble à la fois débloquer la sécurité alimentaire et bloquer les émissions de carbone. Diffuser les nouvelles technologies, tout en redonnant vie aux savoir-faire ancestraux. Soutenir la stabilité au plan mondial, tout en améliorant localement les conditions de vie.

Ensemble, travaillons main dans la main pour ne laisser personne de côté.

Je vous remercie.

Discours de clôture de M. Alvaro Lario, Président du FIDA

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Dans quelques instants, le Président du Conseil des gouverneurs du FIDA va clore cette quarante-huitième session du Conseil.

Je tiens à remercier Son Excellence M. Christophe Schiltz, représentant du Luxembourg, pour son excellent travail. Je souhaite également la bienvenue à nos deux nouveaux vice-présidents: Son Excellence M. Abubakar Kyari, représentant de la République fédérale du Nigéria, et Son Excellence Mme Tatiana Rosito, représentante de la République fédérative du Brésil.

Je remercie tous mes collègues et l'ensemble du personnel, qui ont travaillé en coulisses au bon déroulement de cette session du Conseil des gouverneurs. Je vous prie d'applaudir l'ensemble des équipes pour leur formidable travail.

J'ai été particulièrement heureux de constater, ces deux derniers jours, le ferme soutien des États membres en faveur de la collaboration et l'engagement collectif à construire un monde plus équitable, en créant des emplois et des débouchés à même d'augmenter les revenus dans les zones rurales, là où la pauvreté persiste.

Il ne fait aucun doute, comme je l'ai dit dans mon discours d'ouverture, que la transformation rurale est le remède à de nombreux maux qui frappent le monde actuel.

Mais à condition que cette transformation s'attaque aux problèmes structurels tels que les inégalités, et qu'elle s'appuie sur des partenariats résolument tournés vers les populations rurales.

Car au cœur de la mission du FIDA réside cette idée fondamentale: œuvrer au développement, ce n'est pas œuvrer à la place des populations – c'est créer les conditions telles qu'elles puissent elles-mêmes prendre en main leur développement.

Nous sommes plus forts ensemble – surtout quand nous incluons les populations rurales pauvres dans les initiatives qui les concernent. Le FIDA est unique, car les bénéficiaires de nos projets s'engagent pleinement, investissant leur temps et leurs ressources pour assurer leur réussite.

Nous sommes particulièrement fiers de notre travail avec les peuples autochtones. Depuis quarante ans, nous apprenons à leurs côtés, et je suis ravi de leur présence parmi nous cette semaine.

Nous sommes également plus forts ensemble quand nous réunissons les nations pour partager connaissances et expériences. Je suis fier de l'engagement croissant du FIDA en faveur de la coopération Sud-Sud et triangulaire – et d'accueillir cette semaine nos partenaires dans le cadre de l'Alliance mondiale du G20 contre la faim et la pauvreté.

Nous sommes plus forts lorsque nous collaborons avec ceux qui sont les plus proches de nous. Pour le FIDA, il s'agit des organismes des Nations Unies apparentés ayant leur siège à Rome et des banques publiques multilatérales.

Je suis ravi que les équipes de pays du Pérou et des îles du Pacifique aient reçu le Prix d'excellence des organismes ayant leur siège à Rome pour leur travail conjoint, qui offre un bel exemple de la collaboration solide et efficace entre le FIDA, la FAO et le PAM.

Enfin, nous sommes plus forts lorsque nous toutes et tous ici réunis continuons à œuvrer de concert pour construire un avenir plus résilient, plus sûr et plus stable. Cela suppose de repenser, comme nous l'avons fait lors de la table ronde des Gouverneurs, les modèles de financement et les solutions nécessaires pour concrétiser cette vision.

Alors que nous nous apprêtons à nouveau à nous séparer jusqu'à l'année prochaine, je tiens à réaffirmer l'engagement du FIDA à faire preuve de la souplesse, de la capacité d'adaptation et de la réactivité requises pour répondre aux besoins des communautés rurales pauvres dans nombre de vos pays.

Et nous n'en attendons pas moins de chacune et chacun d'entre vous ici présents. Il est essentiel que les pouvoirs publics s'approprient pleinement les projets dans les pays participants – notre action est bien plus efficace quand elle s'imbrique parfaitement avec les priorités nationales tout en servant nos objectifs communs.

L'appui financier continu de 100 pays sous forme de dons est tout aussi crucial: face à des besoins grandissants, des investissements plus importants s'imposent pour accroître les revenus, la sécurité alimentaire et la résilience des communautés rurales.

Permettez-moi de remercier les 100 États membres qui ont d'ores et déjà annoncé leur appui à FIDA13, et en particulier ceux qui ont annoncé ou précisé leurs contributions aujourd'hui, notamment l'Arabie saoudite, l'Équateur, la Guinée, l'Ouzbékistan, le Pérou, le Soudan du Sud et la Suède.

Vos annonces de contribution nous font avancer vers notre objectif commun, qui est d'améliorer les conditions de vie de plus de 100 millions de personnes au cours des trois prochaines années.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous travaillons toutes et tous ici présents à éradiquer la faim et la pauvreté. Votre appui permet au FIDA de disposer des outils et des moyens financiers dont il a besoin pour mener cette lutte.

Je remercie tous nos Gouverneurs et soutiens d'avoir fait de cette session du Conseil un nouveau succès. À celles et ceux qui ont fait le déplacement depuis leur capitale, je leur souhaite un bon retour.

Je vous remercie.

Discours de clôture de Son Excellence M. Christophe Schiltz, président de la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs du FIDA

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs,

Alors que la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs du FIDA touche à sa fin, je voudrais prendre quelques instants pour exprimer ma sincère gratitude à chacun d'entre vous. Votre participation active aux échanges, ainsi que les points de vue que vous avez partagés, sont d'une valeur inestimable.

Le thème de cette session, « Catalyser l'investissement au premier kilomètre », a été au cœur de nos échanges ces derniers jours. Comme le dit le proverbe, « un voyage de mille lieues commence toujours par un premier pas ». Or ce premier pas est décisif. En s'attachant à créer des débouchés et à favoriser la résilience des communautés rurales marginalisées et vulnérables, le FIDA est idéalement placé pour avoir un réel impact au premier kilomètre.

Les petits agriculteurs sont de véritables moteurs de changement. Ils produisent presque un tiers de la nourriture dans le monde. Ils font vivre des familles et des communautés. Et pourtant, ils se heurtent à d'innombrables difficultés: changements climatiques, insécurité, catastrophes naturelles, augmentation des coûts de production, accès limité aux marchés, aux financements, aux terres et aux ressources, ou encore manque de perspectives. Il est essentiel que nous accordions la priorité à leurs besoins et que nous les aidions à réaliser leur potentiel.

Nous avons eu le privilège d'entendre trois dirigeants africains, Sa Majesté le Roi Letsie III du Royaume du Lesotho, Son Excellence M. Julius Maada Wonie Bio, Président de la République de Sierra Leone, et Son Excellence M^{me} Samia Suluhu Hassan, Présidente de la République-Unie de Tanzanie, représentée par Son Excellence M. Hussein Bashe, Ministre de l'agriculture. Leur engagement personnel pour améliorer la vie de leur peuple est une véritable source d'inspiration. Chacun d'eux a apporté un message d'espérance, appelant à une action immédiate et décisive pour construire un monde meilleur, un monde à la fois sûr et durable. Je les remercie une fois de plus pour l'éclairage unique qu'ils ont apporté et pour leurs messages éloquents et vivifiants.

Les obstacles sont nombreux, il est vrai, mais pas insurmontables. Surtout si nous agissons ensemble, en partenariat. Nous devons mettre en commun notre expertise et, pour reprendre les mots de Son Altesse M. Sheikh Meshal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État du Koweït, tels que rapportés par Son Excellence M^{me} Noora Sulaiman Salem Al Fassam, Ministre des finances et Ministre d'État aux affaires économiques et à l'investissement, il nous faut agir avec audace et investir intelligemment.

L'importance des partenariats a été le fil conducteur des discours prononcés par Son Excellence M. Muhammad Yunus, Conseiller en chef du Gouvernement de transition de la République populaire du Bangladesh, Son Excellence M. Giancarlo Giorgetti, Ministre de l'économie et des finances de la République italienne, Son Excellence M. Muhammad Sulaiman Al Jasser, Président de la Banque islamique de développement, et Son Excellence M^{me} Janja Lula da Silva, Première dame de la République fédérative du Brésil. Nous devons travailler ensemble avec un objectif commun pour réaliser les objectifs du Programme 2030 et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Alors que nous avons débattu de plusieurs points à l'ordre du jour essentiels à la mission du FIDA, le Conseil a également bénéficié d'une occasion unique de contribuer activement à façonner le discours autour de plusieurs initiatives mondiales clés, telles que l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement et le Sommet Nutrition pour la

croissance, en plus d'examiner les réalisations et les prochains objectifs du G7 et du G20. Développer des mécanismes de financement innovants, mutualiser nos ressources, investir stratégiquement dans les générations futures et amplifier l'impact sont autant d'enjeux essentiels. La collaboration au niveau des pays peut faire avancer les choses en ce sens. Les équipes de pays du Pérou et du Pacifique, lauréates du Prix d'excellence des organismes ayant leur siège à Rome, nous en donnent un bon exemple.

Nous avons eu la chance de dialoguer avec les peuples autochtones, et d'en apprendre davantage sur le rôle clé qu'ils jouent dans la préservation de la biodiversité et la valorisation des savoirs traditionnels. Nous avons aussi mieux compris toute la force des savoirs et des partenariats dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Les solutions existent et il nous appartient de les partager pour le bien de toutes et de tous, et dans l'espoir d'un avenir meilleur.

La table ronde annuelle des Gouverneurs nous a fourni l'occasion d'examiner plus en détail les efforts déployés par le FIDA dans un contexte mondial de plus en plus complexe, et de mettre en évidence les difficultés, mais aussi les possibilités que cela représente pour la capacité de l'institution à mettre en œuvre des programmes de pays transformateurs.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Ce fut à la fois un plaisir et un honneur de présider cette session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à vous tous, ainsi qu'à mes collègues du Bureau, Son Excellence M. Abubakar Kyari, Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire de la République fédérale du Nigéria et Gouverneur pour le Nigéria, et Son Excellence M^{me} Tatiana Rosito, Ambassadrice et Ministre adjointe des finances chargée des affaires internationales de la République fédérative du Brésil et Gouverneure pour le Brésil, pour votre soutien constant.

Je souhaite également remercier chaleureusement Monsieur le Président Alvaro Lario pour son dévouement sans faille, son enthousiasme et son leadership remarquable à la tête du Fonds. Je remercie tout particulièrement l'ensemble du personnel du FIDA, notamment l'équipe du Secrétariat, les auxiliaires de salle, les interprètes, les techniciens et toutes les personnes qui ont œuvré en coulisses pour faire de cette session une réussite.

À l'instar du Président, je vous invite à leur témoigner toute notre reconnaissance par une chaleureuse salve d'applaudissements!

Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,

Alors que cette session du Conseil touche à sa fin, notre travail ne fait que commencer. À l'heure d'entamer la première année de FIDA13, l'engagement du Fonds reste inébranlable: investir dès le « premier kilomètre », établir des partenariats stratégiques pour soutenir les moyens d'existence et promouvoir la prospérité des zones rurales, tout en renforçant la résilience face aux causes profondes de la fragilité.

À cinq ans de 2030, nous nous trouvons à un moment décisif. Nous avons vu comment les investissements du FIDA dans les populations rurales génèrent des changements concrets et durables, contribuant activement à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Il est temps maintenant de resserrer les rangs pour défendre le FIDA. Il est temps de plaider la cause du Fonds et de faire valoir son rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté et la faim. Ensemble, nous pouvons démultiplier nos efforts et véritablement changer la donne.

Pour conclure, permettez-moi de citer un autre proverbe: « tout seul on va plus vite, ensemble, on va plus loin »

Sur cette réflexion, je déclare close la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs.



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

-  facebook.com/ifad
-  instagram.com/ifad_org
-  linkedin.com/company/ifad
-  x.com/ifad
-  youtube.com/user/ifadTV